



# AFRICA TEAM - PAMOJA

Libérer des partenariats  
transformateurs et une  
mobilisation conjointe  
des ressources pour  
**l'Afrique que nous voulons**

**Document de programme**

Version abrégée

© Agence de développement de l'Union africaine - NEPAD (AUDA-NEPAD), Commission de l'Union africaine (CUA), Union du Maghreb arabe (UMA), Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

230 15<sup>th</sup> Road, Midrand, Johannesburg, Afrique du Sud

Tél : +27-11 256 3600  
Courriel : [info@nepad.org](mailto:info@nepad.org)  
Web : [www.nepad.org](http://www.nepad.org)

X : @Nepad\_agency  
#L'Afrique que nous voulons

Juin 2025

Photos : iStock

Cette publication a été préparée par le personnel de l'AUDA-NEPAD, de la CUA, de l'UMA, du COMESA, de la CEN-SAD, de la CAE, de la CEEAC, de la CEDEAO, de l'IGAD et de la SADC, ainsi que par des contributions extérieures. Les conclusions et interprétations exprimées dans ce document ne reflètent pas nécessairement les points de vue de ces organisations. Les appellations employées dans ce texte d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de ces organisations aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant à la délimitation de leurs frontières ou limites.

**Référence recommandée :**

Agence de développement de l'Union africaine - NEPAD, Commission de l'Union africaine, Union du Maghreb arabe, Marché commun de l'Afrique orientale et australe, Communauté des États sahélo-sahariens, Communauté de l'Afrique de l'Est, Communauté économique des États de l'Afrique centrale, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, Autorité intergouvernementale pour le développement et Communauté de développement de l'Afrique australe, 2025, Document de Programme Africa Team, AUDA-NEPAD, CUA, UMA, COMESA, CEN-SAD, CAE, CEEAC, CEDEAO, IGAD et SADC, Midrand, Afrique du Sud.

# SOMMAIRE

◇ MESSAGE DU PRÉSIDENT, COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE .....	2
◇ MESSAGE DE LA SECRÉTAIRE EXÉCUTIVE DE L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE L'UNION AFRICAINE (AUDA-NEPAD) .....	3
◇ MESSAGES DES CHEFS DES CER .....	4
◇ LISTE DES ACRONYMES.....	5
◇ RÉSUMÉ ANALYTIQUE.....	7
◇ POURQUOI AFRICA TEAM ? .....	8
◇ QU'EST-CE QU'AFRICA TEAM ?.....	9
◇ LE PORTEFEUILLE D'AFRICA TEAM - DOMAINES D'ACTION STRATEGIQUES POUR UN IMPACT CATALYTIQUE .....	11
Développement des infrastructures en Afrique : Garantir les investissements dans les transports, l'énergie, la connectivité des TIC, l'eau et l'assainissement .....	14
Transformation des systèmes alimentaires, durabilité environnementale et changement climatique.....	17
Architecture des systèmes de santé pour l'Afrique.....	22
Transformation numérique et écosystèmes d'innovation .....	27
Energize Africa - Tirer parti du dividende de la jeunesse en Afrique .....	33
Bonne gouvernance, paix et développement – Triple Nexus .....	36
◇ APPROCHE ET MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE .....	39
◇ LISTE DES PROJETS .....	40
Transformation numérique .....	40
Energize Africa.....	41
Architecture des systèmes de santé .....	42
Infrastructures .....	50
Transformation des systèmes alimentaires et durabilité environnementale.....	59
Bonne gouvernance, paix et développement .....	61

# MESSAGE DU PRÉSIDENT, COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE

Alors que l'Afrique entre dans une ère décisive, celle de la Décennie de l'accélération dans le cadre du deuxième plan décennal de mise en œuvre (STYIP) de l'Agenda 2063, nous sommes appelés à redéfinir notre manière de réaliser le développement transformateur du continent.

Notre ambition a toujours été claire : un continent intégré, prospère et pacifique, dirigé par ses propres citoyens et jouant un rôle dynamique sur la scène mondiale. Mais la clarté de notre vision doit maintenant se traduire par une unité d'action. C'est dans cet esprit que la Commission de l'Union africaine soutient pleinement l'initiative d'Africa Team, qui est notre réponse stratégique aux défis les plus pressants du continent en matière de mise en œuvre et de financement.

Africa Team constitue le cadre opérationnel par lequel nous comptons mettre en œuvre cette décennie d'accélération. Il va au-delà des déclarations d'intention pour passer à une action structurée. En réunissant la Commission de l'Union africaine, l'AUDA-NEPAD, le CDC Afrique, la ZLECAf et d'autres institutions de l'UA, les communautés économiques régionales (CER) et les États membres, cette initiative marque un tournant décisif vers une mise en œuvre coordonnée, une programmation cohérente et une responsabilité commune. Il s'agit d'une plateforme qui renforce notre capacité institutionnelle, consolide les priorités de développement et harmonise la mobilisation des ressources dans le cadre d'une approche unique et panafricaine.

Cette initiative incarne la conviction profonde de l'Union africaine dans le pouvoir de l'intégration, non seulement en tant qu'impératif politique, mais aussi en tant que nécessité économique. L'intégration régionale n'est plus un idéal à long terme ; c'est une stratégie immédiate pour réaliser la transformation structurelle, la compétitivité et le développement durable. Africa Team s'aligne parfaitement sur les cadres continentaux phares tels que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), le PIDA, le CAADP et le nouvel Ordre de santé publique de CDC Afrique, traduisant ces ambitions en programmes et investissements régionaux tangibles.

Africa Team vise avant tout à s'attaquer à l'un des obstacles les plus persistants à la mise en œuvre sur le continent : la

fragmentation du financement. Le déficit de financement du développement en Afrique est estimé à 3,3 billions de dollars. Grâce à cette initiative, nous visons à mobiliser plus d'un demi-billion de dollars de ressources nationales par le biais de l'alignement du secteur public, de l'innovation des marchés financiers, des obligations de la diaspora et des garanties souveraines. Ce changement n'est pas seulement une question d'argent, c'est une question d'autodétermination et d'appropriation continentale de notre destin en matière de développement.

Africa Team accorde également la priorité à la mise en œuvre basée sur les corridors et aux contrats d'investissement régionaux, en plaçant les CER au centre de l'exécution et les États membres au centre de l'impact. Il s'agit de mettre les systèmes au service des populations en alignant les réformes en matière d'infrastructures, de santé, d'emploi et de gouvernance là où elles comptent le plus : dans les communautés, les villes et les frontières.

Pour nos partenaires mondiaux, l'initiative d'Africa Team est votre interface stratégique. C'est ainsi que l'Afrique s'engagera non pas à travers des agendas parallèles, mais à travers des plateformes coordonnées alignées sur les priorités de l'Afrique. Il ne s'agit pas d'un appel à la charité. C'est un appel à la valeur partagée, à l'investissement durable et au respect mutuel.

En tant que Président de la Commission de l'Union africaine, je réaffirme notre engagement total à faire d'Africa Team le principal vecteur de mise en œuvre du deuxième plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063. Profitons de cette initiative pour investir, mettre en œuvre et intégrer. Car lorsque l'Afrique s'intègre, elle s'accélère. Et lorsque l'Afrique s'accélére, nous réaliserons l'Afrique que nous voulons.

**S.E. Mahmoud Ali Youssouf**



# MESSAGE DE LA SECRÉTAIRE EXÉCUTIVE DE L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DE L'UNION AFRICAINE (AUDA-NEPAD)

La conclusion du premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 a marqué plus que la fin d'une phase, elle a marqué un tournant. Elle nous a rappelé que les ambitions de développement de l'Afrique ne seront pas réalisées par des efforts fragmentés, des interventions cloisonnées ou des projets à court terme. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une transformation systémique. Africa Team est notre réponse collective.

Africa Team est une plateforme continentale créée pour faire passer notre paradigme de développement de la fragmentation à l'intégration, des projets pilotes à la mise à l'échelle, et des plans à l'impact. Il s'agit du mécanisme de coordination phare de l'AUDA-NEPAD pour la mise en œuvre du deuxième plan décennal de mise en œuvre, ancré dans les réalités du continent et conçu pour s'étendre.

En collaboration avec les Communautés économiques régionales (CER), l'AUDA-NEPAD a élaboré six portefeuilles d'investissements stratégiques dans les domaines de la santé, des infrastructures, des systèmes alimentaires, de la transformation numérique, de la croissance durable et des emplois, ainsi que de la paix, de la sécurité et de la gouvernance. Il ne s'agit pas de catégories abstraites, mais de plans d'investissement régionaux ancrés dans les réalités locales et alignés sur les objectifs de l'Agenda 2063.

Africa Team repose sur trois piliers interdépendants : une planification intégrée, une mise en œuvre collective et une mobilisation coordonnée des ressources. Nous alignons les rôles des parties prenantes grâce à un cadre institutionnel solide, animé par un engagement commun axé sur les résultats. Notre objectif est de mobiliser plus d'un demi-billion de dollars de ressources nationales, une étape audacieuse mais réalisable pour combler le déficit de financement de 3,3 billions de dollars du continent.

Il ne s'agit pas seulement d'une question d'argent, mais aussi d'une question de capacité. Il s'agit pour l'Afrique d'investir en

Afrique. En s'appuyant sur le financement mixte, les capitaux de la diaspora, les fonds souverains et les instruments financiers novateurs, Africa Team met en place une nouvelle architecture de financement du développement qui met l'accent sur l'appropriation par les Africains, tout en accueillant positivement un partenariat mondial.

La mise en œuvre est au cœur de notre mandat. Africa Team permet la mise en œuvre de projets basés sur les corridors, avec les CER aux commandes, soutenues par l'expertise technique de l'AUDA-NEPAD, et contrôlées par des tableaux de bord en temps réel et des outils de performance adaptatifs. Il ne s'agit pas de faire comme si de rien n'était, mais de s'orienter vers des résultats visibles, mesurables et transformateurs.

A nos partenaires : Africa Team est votre interface. Elle permet de rationaliser l'engagement, de réduire les risques liés aux investissements et d'aligner les actions entre les secteurs. Que vous soyez un décideur, un investisseur, un philanthrope ou un membre de la diaspora, votre partenariat est le bienvenu, non pas en tant que donateur, mais en tant que co-créateur.

Africa Team est le moyen de mettre en œuvre l'Agenda 2063. C'est ainsi que nous libérons le potentiel de l'Afrique. Et c'est ainsi qu'ensemble, nous réaliserons l'Afrique que nous voulons.

**S.E. Mme Nardos Bekele-Thomas**



# MESSAGES DES CHEFS DES CER

En tant que huit éléments constitutifs officiellement reconnus de l'Union africaine, l'Union du Maghreb arabe (UMA), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), nous soutenons collectivement Africa Team comme moteur essentiel de la mise en œuvre, de l'intégration et de la transformation.

Depuis des décennies, nous travaillons sans relâche pour promouvoir la coopération économique, la paix et la sécurité, la libre circulation, l'harmonisation des échanges, le développement des infrastructures et la résilience climatique dans nos régions respectives. Pourtant, nous reconnaissons que sans un cadre unifié pour l'alignement, la mise en œuvre et la mobilisation des ressources, même les initiatives régionales les plus ambitieuses risquent de se fragmenter. Africa Team représente ce chaînon manquant : un mécanisme stratégique et opérationnel qui réunit nos ambitions partagées sous un parapluie commun de mise en œuvre.

Africa Team enforce nos mandats. Elle ne fait pas double emploi, elle intègre. Grâce à la mise en œuvre basée sur les corridors et aux accords d'investissement régionaux, elle permet à chaque CER d'intensifier les interventions à fort impact, d'harmoniser les cadres réglementaires et de mobiliser des ressources alignées sur les objectifs continentaux. Elle renforce notre leadership institutionnel en nous plaçant au centre de l'identification, de la hiérarchisation et de l'exécution des projets.

En s'engageant à mobiliser plus d'un demi-billion de dollars de ressources nationales pour combler le déficit de financement du développement de l'Afrique (3,3 billions de dollars), Africa Team nous offre les outils fiscaux et stratégiques pour mettre en œuvre des infrastructures transfrontalières, des corridors commerciaux continentaux, des systèmes de santé et d'éducation, et des programmes de résilience. Elle offre une interface unique pour s'engager avec les partenaires mondiaux en assurant la cohérence, en réduisant les doublons et en renforçant la confiance.

Nous voyons dans Africa Team la traduction opérationnelle des aspirations de l'Agenda 2063. Elle s'appuie sur nos efforts passés, comble nos lacunes et fournit les moyens de transformer les plans en progrès. Du Sahel au Maghreb, des Grands Lacs au Cap, de l'Atlantique à la Corne de l'Afrique, Africa Team constitue la passerelle qui fait passer l'intégration du principe à la pratique.

Nous, les CER, sommes prêts non seulement à soutenir Africa Team, mais aussi à la mettre en œuvre de façon concrète. C'est grâce à Africa Team que nous alignerons nos programmes régionaux sur les cadres continentaux, que nous approfondirons la collaboration intra-africaine et que nous apporterons des avantages tangibles à nos citoyens. Dans un esprit de solidarité et un but commun, nous réaffirmons que lorsque l'Afrique s'intègre, elle s'accélère. Et quand l'Afrique accélère, elle réalise l'Afrique que nous voulons.

**S.E. M. Tarek Ben Salem**, Secrétaire général, **Union du Maghreb Arabe (UMA)**

**S.E. Ambassadeur Ado Elhadji Abou**, Secrétaire exécutif, **Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD)**

**S.E. Chileshe M. Kapwepwe**, Secrétaire générale, **Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)**

**S.E. Ambassadeur Gilberto Da Piedade Veríssimo**, Président, **Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)**

**S.E. M. Omar Alieu Touray**, Président, **Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)**

**S.E. Veronica M. Nduva, CBS**, Secrétaire générale, **Communauté d'Afrique de l'Est (EAC)**

**S.E. Dr. Workneh Gebeyehu**, Secrétaire exécutif, **Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)**

**S.E. Elias Mpedi Magosi**, Secrétaire exécutif, **Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)**

# LISTE DES ACRONYMES

<b>ACDC</b>	Centre africain de contrôle des maladies	<b>EAPP</b>	Pool énergétique d'Afrique de l'Est
<b>CEA</b>	Communauté économique africaine	<b>CEA</b>	Commission économique pour l'Afrique
<b>AFRO</b>	Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique	<b>CEEAC</b>	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
<b>AGRA</b>	Alliance pour une révolution verte en Afrique	<b>ECOWAP</b>	Politique Agricole de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest
<b>IA</b>	Intelligence artificielle	<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>SIDA</b>	Syndrome d'immunodéficience acquise	<b>UE</b>	Union européenne
<b>AMA</b>	L'Agence africaine des médicaments	<b>FAO</b>	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>AMRH</b>	Harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique	<b>FHIR</b>	Ressources sur l'interopérabilité rapide des soins de santé
<b>UMA</b>	Union du Maghreb arabe	<b>PCG</b>	Google Cloud Platform
<b>APSA</b>	Architecture africaine de paix et de sécurité	<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>ARC</b>	La capacité de risque de l'Afrique	<b>GIF</b>	Facilité pour les infrastructures mondiales
<b>ASAP</b>	Programme d'adaptation pour les petites exploitations agricoles	<b>SIG</b>	Systèmes d'information géographique
<b>AT</b>	Africa Team	<b>RNB</b>	Revenu national brut
<b>UA</b>	Union africaine	<b>e-GP</b>	Marchés publics électroniques
<b>UA-UE</b>	Union africaine - Union européenne	<b>OMC AMP</b>	Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce
<b>UA-OIT</b>	Union africaine et Organisation internationale du travail	<b>GW</b>	Gigawatts
<b>UA-CER</b>	Union africaine et communautés économiques régionales	<b>HIBFF</b>	Mécanisme de financement mixte pour les infrastructures de santé
<b>CUA</b>	Commission de l'Union africaine	<b>VIH</b>	Virus de l'immunodéficience humaine
<b>AUDA-NEPAD</b>	Agence de développement de l'Union africaine - Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique	<b>HRI-SASI</b>	L'architecture des systèmes de santé pour l'Afrique
<b>AVPA</b>	African Venture Philanthropy Alliance	<b>HSAA</b>	L'architecture des systèmes de santé pour l'Afrique
<b>AWS</b>	Amazon Web Services	<b>ICA</b>	Consortium pour les infrastructures en Afrique
<b>BADEA</b>	Banque arabe pour le développement économique en Afrique	<b>TIC</b>	Technologies de l'information et de la communication
<b>PDDAA</b>	Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique	<b>DI</b>	Document d'identité
<b>CAF</b>	Cadre d'analyse des conflits	<b>FIDA</b>	Fonds international de développement agricole
<b>CEN-SAD</b>	Communauté des États sahélo-sahariens	<b>IGAD</b>	Autorité intergouvernementale pour le développement
<b>CEWARN</b>	Mécanisme d'alerte précoce et de réaction aux conflits	<b>RSI</b>	Règlement sanitaire international
<b>CEWS</b>	Système continental d'alerte précoce	<b>OIT</b>	Organisation internationale du travail
<b>CGIAR</b>	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale	<b>IRENA</b>	Agence internationale pour les énergies renouvelables
<b>CHW</b>	Agents de santé communautaires	<b>GIRE</b>	Gestion intégrée des ressources en eau
<b>COMESA</b>	Marché commun de l'Afrique orientale et australe	<b>JICA</b>	Agence japonaise de coopération internationale
<b>COVID</b>	maladie du coronavirus19	<b>JSON</b>	Notation d'objets JavaScript
<b>CSC</b>	Comité de pilotage continental	<b>KM</b>	Gestion des connaissances
<b>RSE</b>	Responsabilité sociale des entreprises	<b>KMC</b>	Gestion des connaissances et communication
<b>DESA</b>	Département des affaires économiques et sociales des Nations unies	<b>KONEPS</b>	Système coréen de passation de marchés en ligne
<b>RDC</b>	République démocratique du Congo	<b>MEL</b>	Suivi, évaluation et apprentissage
<b>DRM</b>	Mobilisation des ressources nationales		
<b>CAE</b>	Communauté de l'Afrique de l'Est		

<b>MEST</b>	École de technologie entrepreneuriale Meltwater
<b>PIM</b>	Programme indicatif pluriannuel
<b>MMR</b>	Taux de mortalité maternelle
<b>OTAN</b>	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
<b>NBI</b>	Initiative du bassin du Nil
<b>MNT</b>	Maladies non transmissibles
<b>NDICI</b>	Instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale
<b>NPCA</b>	Transformation de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD
<b>APD</b>	Aide publique au développement
<b>ODK</b>	Kit de données ouvertes
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>OOP</b>	Frais à charge
<b>PCRD</b>	Reconstruction et développement post-conflit
<b>PEPFAR</b>	Plan d'urgence du président des États-Unis pour l'aide à la lutte contre le sida
<b>PHC</b>	Renforcer les systèmes de soins de santé primaires
<b>Soins de santé primaires</b>	Programme for Infrastructure Development In Africa - Priority Action Plan
<b>PIDA</b>	Programme de développement des infrastructures en Afrique
<b>PIDA-PAP</b>	Programme de développement des infrastructures en Afrique - Plan d'action prioritaire
<b>PMPA</b>	Le plan de fabrication de produits pharmaceutiques pour l'Afrique
<b>PMU</b>	Unité de gestion de projet
<b>PPF</b>	Mécanisme de préparation des projets
<b>PPP</b>	Partenariat public-privé.
<b>PSDN</b>	Lien entre sécurité et développement
<b>RAIP</b>	Plan régional d'investissement dans l'agriculture
<b>REC</b>	Communauté économique régionale
<b>ROI</b>	Retour sur investissement
<b>SAATM</b>	Marché unique du transport aérien en Afrique

<b>SADC</b>	Communauté de développement de l'Afrique australe
<b>SAPP</b>	Pool énergétique d'Afrique australe
<b>ODD</b>	Objectifs de développement durable
<b>SLM</b>	Gestion durable des terres
<b>PME</b>	Petites et moyennes entreprises
<b>SPS</b>	Mesures sanitaires et phytosanitaires,
<b>SRHR</b>	Santé et droits sexuels et reproductifs
<b>IST</b>	Infection sexuellement transmissible
<b>STISA</b>	Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique
<b>STYIP</b>	Deuxième plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063
<b>TAT</b>	Autoroute transafricaine
<b>UHC</b>	Couverture santé universelle
<b>UMA</b>	Union du Maghreb arabe
<b>ONU</b>	Nations Unies
<b>CNUDCI</b>	Commission des Nations unies pour le droit commercial international
<b>PNUD</b>	Programme des Nations unies pour le développement
<b>UNECA</b>	Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
<b>CCNUCC</b>	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
<b>UNICITRAL</b>	Commission des Nations unies pour le droit commercial international
<b>UNITAID</b>	Facilité internationale d'achat de médicaments
<b>UNOCA</b>	Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale
<b>UNOWAS</b>	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel
<b>WAHO</b>	Organisation ouest-africaine de la santé
<b>WAPP</b>	Pool énergétique ouest-africain
<b>WASH</b>	Eau, assainissement et hygiène
<b>PAM</b>	Programme alimentaire mondial
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la santé
<b>WPS</b>	Femmes, paix et sécurité
<b>OMC</b>	Organisation mondiale du commerce

# RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La vision de développement à long terme de l'Afrique, l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons, entre dans une phase critique de mise en œuvre. Après une décennie de travail préparatoire dans le cadre du premier plan décennal de mise en œuvre (2014-2023), le deuxième plan décennal (2024-2033) marque un tournant décisif vers une mise en œuvre accélérée et axée sur les résultats. Cette phase met l'accent sur les objectifs « Moonshot » - des objectifs audacieux à fort impact visant à surmonter les défis structurels persistants grâce à des solutions intégrées et évolutives.

En réponse, l'Union africaine (UA), par l'intermédiaire de ses institutions, notamment la Commission de l'Union africaine (CUA), l'AUDA-NEPAD, le CDC Afrique, le secrétariat de la ZLECAf et les communautés économiques régionales (CER), a lancé l'initiative Africa Team. Ce mécanisme phare de programmation conjointe et de mobilisation des ressources est conçu pour assurer la cohérence, l'intégration, minimiser les doubles emplois et optimiser les efforts pour accélérer la mise en œuvre du deuxième plan décennal de l'Agenda 2063.

Africa Team n'est pas seulement un mécanisme de coordination ; c'est un modèle de prestation transformateur. En sélectionnant, concevant, mobilisant des ressources et exécutant conjointement des programmes de développement régional alignés sur les priorités de l'Agenda 2063, elle permet la co-appropriation, la responsabilité partagée et l'exécution à grande échelle. Au centre de ce modèle se trouve l'engagement de briser les silos institutionnels, d'harmoniser les initiatives qui se chevauchent et de renforcer la capacité opérationnelle des CER et des États membres.

L'initiative repose sur six portefeuilles stratégiques, chacun s'attaquant à des goulots d'étranglement systémiques en matière de développement. Ces portefeuilles sont les suivants



## ARCHITECTURE DES SYSTÈMES DE SANTÉ

Améliorer l'accès, la numérisation et l'autonomie régionale en matière de santé grâce aux infrastructures, au développement de la main-d'œuvre et à la fabrication locale de produits pharmaceutiques.



## DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

Investir dans les systèmes régionaux de transport, d'énergie, de TIC et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) par le biais d'une planification basée sur les corridors et de modèles de financement mixtes.



## SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Promouvoir l'agriculture intelligente face au climat, les chaînes de valeur alimentaires et la résilience face aux chocs environnementaux.



## TRANSFORMATION NUMÉRIQUE ET ÉCOSYSTÈMES D'INNOVATION

Bâtir l'infrastructure numérique, faire progresser les compétences et favoriser les politiques et l'innovation fondées sur les données.



## INITIATIVE « ENERGIZE AFRICA »

Accélérer l'industrialisation, la création d'emplois et l'entrepreneuriat inclusif grâce à la collaboration public-privé.



## GOVERNANCE DÉMOCRATIQUE ET PAIX (TRIPLE NEXUS)

Opérationnaliser le lien entre la paix, l'aide humanitaire et le développement pour stabiliser les États fragiles et favoriser la relance.

Chaque portefeuille est conçu à partir de soumissions conjointes des CER, harmonisé avec les Moonshots de l'Agenda 2063 et aligné sur les cadres continentaux tels que le PIDA, la ZLECAf, le CAADP et le nouvel ordre de santé publique du CDC Afrique. Il en résulte un ensemble de programmes transformateurs alignés verticalement et horizontalement avec un objectif d'investissement commun.

L'AUDA-NEPAD joue un rôle central dans la coordination de cet écosystème, en fournissant une assistance technique, en mobilisant des ressources et en renforçant les capacités institutionnelles. Les CER servent de centres opérationnels et les États membres agissent en tant qu'agents d'exécution, ancrant le développement dans l'appropriation régionale tout en débloquent des économies d'échelle.

L'initiative est également dotée d'un solide système de suivi, d'évaluation et d'apprentissage, qui permet de suivre les résultats en temps réel et d'optimiser en permanence les interventions. La viabilité financière est assurée par des stratégies diversifiées de mobilisation des ressources, notamment des partenariats avec des institutions financières de développement (IFD), des fonds souverains et des fonds de pension, le financement de la diaspora et le co-investissement du secteur privé.

Africa Team représente à terme une rupture audacieuse avec la fragmentation de l'aide au développement. Elle incarne une nouvelle ère de transformation dirigée par l'Afrique, basée sur le partenariat et axée sur un portefeuille, offrant une feuille de route convaincante pour les décideurs politiques, les CER et les partenaires au développement.

# POURQUOI AFRICA TEAM ?

Parce que l'Afrique a besoin d'une initiative continentale unique pour la mobilisation coordonnée des ressources et l'alignement du développement

Malgré l'abondance des ressources, la jeunesse de la population et la volonté politique croissante de l'Afrique, le continent continue de lutter contre la fragmentation des efforts de développement, la duplication des initiatives et l'inefficacité de la mobilisation des ressources. Alors que la mise en œuvre de l'Agenda 2063 entre dans sa deuxième décennie, la nécessité d'une initiative stratégique unifiée pour coordonner la programmation et mobiliser les investissements nationaux et internationaux est devenue plus urgente que jamais.

Les décideurs politiques et les partenaires au développement sont souvent confrontés à des mandats qui se chevauchent, à des mécanismes de financement cloisonnés et à un manque de coordination des investissements. Cette fragmentation dilue l'impact, augmente les coûts de transaction et ralentit les progrès vers l'intégration régionale et le développement durable.

L'*initiative Africa Team* apporte une réponse convaincante. Il s'agit d'un effort continental qui rassemble les institutions de l'UA, les CER et les États membres dans un écosystème cohérent qui identifie conjointement les programmes stratégiques, aligne les efforts de mise en œuvre et développe des stratégies de financement intégrées. Ces stratégies sont conçues pour exploiter à la fois les ressources nationales et le soutien extérieur des partenaires au développement.

**Africa Team traite :**

- **La fragmentation :** en regroupant les programmes en six portefeuilles thématiques, l'initiative favorise les synergies, évite les doubles emplois et renforce la cohérence régionale.
- **L'inefficacité :** grâce à l'alignement horizontal et vertical des priorités, elle améliore la coordination, réduit les frais généraux et accélère la préparation de la mise en œuvre.
- **Les déconnexions institutionnelles :** elle comble le fossé entre les aspirations continentales et les réalités locales en impliquant les CER et les États membres depuis la conception jusqu'à l'exécution.
- **La mobilisation de ressources non coordonnée :** elle permet un engagement stratégique avec les partenaires au développement, les institutions financières africaines, les investisseurs privés et les entités philanthropiques dans le cadre d'une vision unifiée.

Africa Team est une initiative catalytique qui permet aux acteurs africains de piloter la définition des priorités, de l'établissement de partenariats stratégiques et de l'optimisation des flux d'investissement. Elle offre également aux partenaires au développement un point d'entrée clair, transparent et axé sur les résultats pour soutenir la transformation de l'Afrique. Dans un contexte où l'espace budgétaire est limité et où les ambitions de développement sont de plus en plus grandes, Africa Team représente un nouveau modèle d'action commune, ancré au niveau régional et soutenu au niveau mondial. C'est l'instrument qui permettra de réaliser les objectifs de l'Agenda 2063.



# QU'EST-CE QU'AFRICA TEAM ?

Africa Team est une initiative continentale collaborative, établie conjointement par l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), la Commission de l'Union africaine (CUA), les Communautés économiques régionales (CER) et les institutions spécialisées de l'UA. Elle représente un cadre unifié pour l'identification des programmes prioritaires, la coordination de la mise en œuvre et la mobilisation des ressources afin de réaliser les aspirations transformatrices de l'Agenda 2063.

Au centre d'Africa Team se trouvent les communautés économiques régionales, principaux moteurs de l'architecture d'intégration régionale de l'Afrique. Leur rôle central est ancré dans le traité d'Abuja de 1991, qui envisageait les CER comme les éléments fondateurs de la Communauté économique africaine. Chargées de promouvoir l'intégration économique et l'harmonisation des stratégies de développement régional, les CER servent d'interlocuteurs essentiels entre les priorités nationales de développement et les objectifs continentaux.

Au fil des décennies, les CER ont accompli des progrès considérables en matière de promotion du commerce, de connectivité des infrastructures et de consolidation de la

paix. Cependant, leur impact a souvent été limité par des mandats qui se chevauchent, une faible coordination avec les organismes continentaux, des capacités institutionnelles limitées et un financement fragmenté. Ces défis ont entravé l'exécution harmonieuse des programmes transfrontaliers et dilué le pouvoir de négociation collective.

Africa Team réaffirme l'importance stratégique des CER en les plaçant au cœur de la programmation et de la mise en œuvre conjointes. Elle crée une plateforme pour un alignement plus fort, une responsabilité partagée et une action collective. Grâce à une planification basée sur les corridors, à des accords d'investissement régionaux et à des interventions harmonisées dans les secteurs prioritaires, notamment l'énergie, les transports, les systèmes alimentaires, la santé, le commerce et la transformation numérique, les CER sont habilitées à traduire les cadres continentaux en programmes bien établis et prêts à l'investissement.

Les CER constituent l'épine dorsale de la capacité d'exécution d'Africa Team, offrant la connaissance locale approfondie, la légitimité politique et la force de mise en œuvre pour faire progresser l'intégration régionale. Il s'agit de



Cette initiative concrétise également les principes de division du travail de l'Union africaine en délimitant clairement les rôles des organes et institutions de la CUA. La CUA assure le leadership politique et le plaidoyer, l'AUDA-NEPAD offre une coordination technique et un soutien à la mise en œuvre, et les agences spécialisées (par exemple, le CDC Afrique, le secrétariat de la ZLECAf) apportent une expertise sectorielle. Ce modèle de collaboration permet d'assurer la cohérence, d'éviter les doubles emplois et d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre.

Africa Team représente donc une approche coordonnée, stratégique et dirigée par l'Afrique pour mettre en œuvre l'Agenda 2063. Elle réunit tous les acteurs concernés, des gouvernements nationaux et des CER aux institutions de l'UA et aux partenaires au développement, en un seul écosystème visant la coopération pour le développement et les résultats.

## Parties prenantes, partenaires et amis d' Africa Team

La réalisation des ambitions de l'Agenda 2063 nécessite un écosystème inclusif et solide composé d'acteurs stratégiques qui travaillent en partenariat.

Africa Team se réjouit d'accueillir un réseau diversifié et en expansion de partenaires qui s'engagent à co-investir dans la transformation de l'Afrique.

Ces **acteurs clés**, partenaires et amis d' Africa Team, sont les suivants :

- **Les Communautés économiques régionales (CER) :** En tant qu'acteurs centraux de la mise en œuvre, les CER assurent la coordination régionale, l'intégration transfrontalière et la force d'exécution des programmes.
- **Les institutions de l'UA et les partenaires de l'écosystème :** Ces organes, agences techniques et institutions spécialisées de l'UA contribuent à la mise en œuvre des politiques, à l'harmonisation et à la coordination technique entre les secteurs et les régions.
- **Les États membres de l'UA :** Leur leadership politique, leur appropriation régionale et leurs engagements en matière de ressources nationales sont essentiels à la réussite de l'initiative.
- **Les institutions de financement du développement (IFD) :** Ces institutions fournissent des capitaux, des instruments de partage des risques et un soutien technique pour faire avancer les initiatives à grande échelle.
- **Les partenaires au développement multilatéraux et bilatéraux :** Ils fournissent des financements à des conditions préférentielles, développent les capacités et s'alignent sur les engagements continentaux et mondiaux.
- **Les fondations philanthropiques :** Ces acteurs offrent un capital catalytique, des approches fondées sur des données et des modèles de financement innovants pour soutenir le changement systémique.
- **Les acteurs du secteur privé :** Opérant dans des secteurs tels que l'énergie, l'agriculture, les infrastructures et la technologie, ils développent conjointement et à grande échelle des solutions basées sur le marché qui font progresser les objectifs de développement.
- **Les fonds souverains et fonds de pension :** Ils sont mobilisés en tant que sources de capitaux à long terme pour soutenir les investissements stratégiques en matière d'infrastructures et de développement.
- **La société civile et les organisations communautaires :** Elles garantissent l'inclusion, la transparence et la pertinence en ancrant les interventions dans les réalités de la communauté et la responsabilité sociale.
- **Les institutions de recherche, universitaires et politiques :** Ces partenaires renforcent la base de données, favorisent la cohérence des politiques et soutiennent l'apprentissage adaptatif et l'innovation.
- **Les réseaux de la diaspora africaine :** En tant que ressource clé pour l'investissement, les envois de fonds, le transfert de compétences et le plaidoyer, l'engagement de la diaspora reste un pilier essentiel pour Africa Team.

Africa Team sert d'initiative de collaboration et de mécanisme de mise en commun des ressources afin d'aligner les ambitions, de canaliser divers financements et d'étendre les interventions catalytiques. Grâce à des dialogues de haut niveau, des groupes de travail techniques et des mécanismes conjoints de mobilisation des ressources, les partenaires co-crée des solutions, font avancer des priorités communes et accélèrent la réalisation d'un impact transformateur sur tout le continent.



# LE PORTEFEUILLE D'AFRICA TEAM - DOMAINES D'ACTION STRATEGIQUES POUR UN IMPACT CATALYTIQUE

Organisée en six portefeuilles phares, l'initiative d'Africa Team présente un cadre stratégique pour aborder les priorités de développement du continent de manière cohérente et intégrée. Ces portefeuilles ciblent directement les défis les plus urgents de l'Afrique, allant des infrastructures et de la sécurité alimentaire aux systèmes de santé, à la résilience climatique, à l'inclusion

numérique et à la gouvernance. Chaque portefeuille agit comme un levier stratégique, fondé sur la solidité technique, l'appropriation régionale et le potentiel de financement. Ensemble, ils constituent un mécanisme solide pour aligner les ressources, favoriser une mise en œuvre intégrée et produire un impact mesurable à l'échelle.

## 1. Développement des infrastructures

Ce portefeuille s'attaque aux obstacles fondamentaux à l'intégration régionale et à la compétitivité en investissant dans des systèmes d'infrastructure transfrontaliers résilients.

- Développement de réseaux régionaux intégrés de transport (routes, chemins de fer, ports, aviation), d'énergie (énergies renouvelables et systèmes de transmission), de TIC (fibre optique, centres de données, IA) et de WASH (eau et assainissement).
- Mobilisation de divers instruments de financement, y compris les obligations de la diaspora, les fonds souverains, les fonds de pension et les partenariats public-privé.
- Mise en œuvre accélérée de cadres continentaux tels que le PIDA, la ZLECAf et le SAATM.
- Protection des investissements dans les infrastructures contre les effets du changement climatique afin de soutenir le développement durable à long terme.



## 3. Architecture des systèmes de santé continentaux

Ce portefeuille vise à mettre en place des systèmes de santé inclusifs et autonomes, capables de résister aux situations d'urgence en matière de santé publique.

- Expansion des infrastructures de soins de santé primaires et institutionnalisation de 2 millions d'agents de santé communautaires.
- Numérisation complète des systèmes de santé nationaux et régionaux afin d'améliorer la prestation de services et l'intégration des données.
- Renforcement de la fabrication pharmaceutique locale et des chaînes d'approvisionnement.
- Conception et mise en œuvre de modèles innovants de financement de la santé pour favoriser la couverture sanitaire universelle.



## 2. Transformation des systèmes alimentaires, durabilité environnementale et changement climatique

Ce portefeuille soutient la modernisation de l'agriculture et la transition vers des systèmes alimentaires résistants au climat.

- Mise en place de corridors agro-industriels et d'infrastructures post-récolte pour réduire les pertes alimentaires.
- Promotion de technologies et de pratiques agricoles durables et adaptées au climat.
- Intégration des sauvegardes environnementales et sociales afin de garantir l'équité et l'inclusivité.
- Mesures d'adaptation prises par les communautés pour répondre aux vulnérabilités climatiques locales.



## 4. Transformation numérique et écosystèmes d'innovation

Ce portefeuille favorise le développement de l'infrastructure numérique et des économies numériques inclusives.

- Développement d'une infrastructure numérique sécurisée, y compris des réseaux à haut débit, des centres de données et des capacités d'informatique en nuage.
- Programmes nationaux et régionaux d'alphabétisation numérique alignés sur les besoins émergents du marché du travail.
- Soutien à l'entrepreneuriat numérique, en particulier dans les domaines de la fintech, de l'agri-tech et de l'edtech.
- Création d'une gouvernance numérique interopérable et de cadres réglementaires pour les données et l'innovation transfrontalières.



## 5. Énergiser l'Afrique : Accélérer la croissance durable et la création d'emplois décents



Ce portefeuille s'attaque au chômage structurel, promeut l'industrialisation et favorise l'inclusion économique.

- Renforcer la capacité industrielle et la productivité par l'adoption de technologies et l'innovation.
- Élargissement de l'accès à un enseignement technique et professionnel de qualité, adapté aux besoins futurs en matière de compétences.
- Renforcement de la compétitivité des MPME par l'accès au financement, le mentorat et les liens avec le marché.
- Renforcement des initiatives de développement économique axées sur les jeunes et tenant compte du genre.

## 6. Gouvernance démocratique, paix et développement (Triple Nexus)



Ce portefeuille soutient des sociétés pacifiques et inclusives en intégrant la consolidation de la paix, la réforme de la gouvernance et le développement socio-économique.

- Opérationnalisation du cadre de l'UA pour la reconstruction et le développement post-conflit (PCRD).
- Mise en place de programmes intégrés de consolidation de la paix et de développement dans des contextes fragiles et touchés par des conflits.
- Renforcement des systèmes de suivi et d'évaluation pour assurer la transparence et la responsabilité de l'impact.
- Renforcement de la coordination des CER dans les domaines de la paix, de la gouvernance et du développement.

Ensemble, ces six portefeuilles servent de base opérationnelle à la mission d'Africa Team. Ils consolident les priorités régionales, canalisent les investissements vers des interventions à fort impact et fournissent un cadre cohérent pour aligner les efforts de développement sur les objectifs de l'Agenda 2063.

Pour mettre en œuvre les portefeuilles d'Africa Team, l'AUDA-NEPAD, la CUA et les CER ont adopté un modèle de mise en œuvre structuré et collaboratif, fondé sur la cohérence, la responsabilité et la réalisation de résultats.

**Priorité et séquençage des projets :** Après un alignement vertical et horizontal approfondi, les projets ont été séquençés sur la base des éléments suivants :

- **Impact catalytique :** Potentiel d'attirer de nouveaux investissements, de favoriser l'intégration et de générer des retombées.
- **Alignement stratégique :** Adhésion à l'Agenda 2063 et aux cadres politiques pertinents de l'UA.
- **Urgence :** Réaction aux lacunes immédiates en matière de développement, y compris les urgences sanitaires et les déficits d'infrastructure.
- **Reproduction :** Capacité de reproduction et d'expansion dans des contextes régionaux.
- **État de préparation :** Disponibilité des études de faisabilité, soutien des parties prenantes et état de préparation des institutions.



## Résumé du portefeuille d’Africa Team - Vue d'ensemble

Portefeuille	Budget prévisionnel
Développement des infrastructures (transport, énergie, connectivité des TIC, eau et assainissement)	373 milliards de dollars US
Transformation des systèmes alimentaires et durabilité environnementale	51 milliards de dollars US
Architecture des systèmes de santé	21 milliards de dollars US
Transformation numérique et écosystèmes d'innovation	125 millions de dollars US
Énergiser l'Afrique (emplois pour les jeunes, MPME, industrialisation)	432 millions de dollars US
Bonne gouvernance, paix et développement	33 millions de dollars US
<b>Total des investissements de portefeuille</b>	<b>445,608 milliards de dollars US</b>





# DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE : GARANTIR LES INVESTISSEMENTS DANS LES TRANSPORTS, L'ENERGIE, LA CONNECTIVITE DES TIC, L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT



Au moment où le continent accélère la réalisation de l'Agenda 2063, il doit d'abord combler les lacunes en matière d'infrastructures qui freinent la croissance, limitent la connectivité et perpétuent les inégalités. Aujourd'hui, plus de 600 millions de personnes en Afrique ne disposent pas d'une électricité fiable, tandis que l'accès au haut débit n'est que de 25 %. Plus de 70 % des routes rurales ne sont pas asphaltées, ce qui gonfle considérablement les coûts de transport, en particulier dans les pays enclavés, où les dépenses logistiques dépassent de 75 % la moyenne mondiale. Les services d'eau et d'assainissement sont également insuffisants, plus de 40 % de la population n'ayant pas accès à l'eau potable ou à des installations sanitaires de base.

Ces déficits ne sont pas simplement des lacunes techniques, mais des obstacles systémiques au développement inclusif, à l'industrialisation et à la compétitivité mondiale de l'Afrique. Si l'on n'y remédie pas, ils continueront à saper la capacité du continent à débloquer son dividende démographique, à exploiter ses richesses naturelles et à occuper la place qui lui revient dans l'économie mondiale.

Les besoins d'investissement en infrastructures de l'Afrique sont estimés à 170 milliards de dollars US par an, mais les dépenses actuelles ne s'élèvent qu'à 80-90 milliards de dollars US, ce qui laisse un déficit de financement de plus de 80 milliards de dollars US par an. Pourtant, ces défis recèlent d'immenses opportunités. Le programme d'infrastructure d'Africa Team est une réponse stratégique à la fois à ce défi et à cette opportunité.

Ancré dans le deuxième plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 (2024-2033), il vise à mobiliser les ressources, les partenariats et la volonté politique nécessaires à la mise en place d'infrastructures transformatrices dans cinq secteurs prioritaires : les transports, l'énergie, la connectivité numérique, l'eau et l'assainissement, et le développement industriel.

Cette initiative ne se limite pas à la construction de routes, de centrales électriques ou de câbles à fibres optiques, elle vise à tisser la trame infrastructurelle d'un continent. Elle a pour objectif

de construire des réseaux régionaux intégrés et sans faille qui renforcent les fondements économiques de l'Afrique, facilitent le commerce et la logistique, alimentent les foyers et les industries, comblent la fracture numérique et garantissent la dignité humaine grâce à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

## Intégration stratégique et consolidation du portefeuille

Historiquement, les initiatives africaines en matière d'infrastructures ont souvent été fragmentées, dupliquées, non coordonnées et entravées par des priorités régionales concurrentes. De multiples institutions ont indépendamment sollicité les donateurs pour des projets similaires, ce qui a nui à la crédibilité, à la cohérence et à l'ampleur des projets.

Ce portefeuille de programmes introduit une plateforme unifiée qui consolide et rationalise les pipelines de projets à travers la CUA, l'AUDA-NEPAD et les huit communautés économiques régionales. Il s'agit d'une cartographie complète des initiatives d'infrastructure en cours et prévues afin d'identifier les doublons, de combler les lacunes stratégiques et d'établir un tableau de bord continental unique de projets approuvés et alignés sur les priorités.

## Mobilisation des investissements et financement de l'innovation

L'Afrique ne peut pas compter uniquement sur les partenaires au développement traditionnels pour combler son déficit d'infrastructures. Ce programme préconise donc une stratégie de financement audacieuse et diversifiée qui mobilise les ressources nationales, débloque les fonds de pension et les fonds souverains, fait appel à la diaspora par le biais d'obligations

d'infrastructure ainsi qu'à des financements mixtes pour attirer les capitaux privés. En présentant un portefeuille bien structuré et approuvé au niveau régional, l'initiative renforce la confiance des investisseurs, améliore la bancabilité des projets et fournit une base solide pour une structuration financière innovante.

De plus, en s'alignant sur les cadres continentaux établis tels que le programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et le marché unique du transport aérien africain (SAATM), l'initiative garantit que le développement des infrastructures est entièrement synchronisé avec l'intégration économique et le programme d'industrialisation plus larges de l'Afrique.

### Résultats attendus et impact transformationnel

- Transport : jusqu'à 40 % de réduction des coûts logistiques intra-africains grâce à des corridors améliorés, des plateformes multimodales et la libéralisation des marchés de l'aviation.
- Énergie : accès à une électricité fiable pour 300 millions de personnes supplémentaires d'ici à 2030, en mettant l'accent sur les énergies renouvelables et les réseaux résilients.
- Numérique : doubler l'accès au haut débit, positionner l'Afrique comme leader en matière d'IA, de fintech et de santé numérique.
- Eau et assainissement : expansion majeure de l'accès à des services WASH gérés en toute sécurité, en particulier dans les zones urbaines et rurales vulnérables.

Tous les projets intégreront les principes de l'intelligence climatique, de l'égalité de genre et de la sensibilité aux conflits régionaux, afin que les infrastructures soutiennent non seulement la croissance, mais aussi la résilience et l'équité.

## Comment les ressources seront-elles mobilisées ?

### Mécanisme de préparation des projets d'infrastructure (IPPF) : Construire une base pour des projets bancables

L'un des principaux obstacles au développement des infrastructures est le manque de projets bien préparés et susceptibles d'être financés. Le mécanisme de préparation des projets (PPF) proposé s'attaque directement à ce problème. Contrairement aux modèles centralisés traditionnels, le PPF fonctionnera comme une plateforme décentralisée, inter-CER, intégrée dans les CER. Cette structure, inspirée de l'accord tripartite entre le COMESA, la CAE et la SADC, renforcera l'appropriation locale, la pertinence régionale et la préparation des projets.

#### Caractéristiques principales

**Capital de départ** : 250 millions de dollars US

**Fourchette d'investissement** : 4 - 7% du coût moyen de la construction

**Impact** : Préparation d'infrastructures bancables d'une valeur de 35 à 40 milliards de dollars US sur 10 ans

## Récupérer la valeur perdue : Réforme des marchés publics électroniques

Grâce à un cadre panafricain électronique de marchés publics aligné sur les principes de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et sur les normes de la Commission des Nations unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Commission de l'Union africaine (CUA) sera le fer de lance du passage à des systèmes de passation des marchés publics transparents, interopérables et numérisés.

**Investissement** : 150 millions de dollars US

**Objectif** : 30 pays d'ici 2029

**Potentiel d'économies** : 6,5 % par projet = 21 milliards de dollars US sur cinq ans

## Débloquer la richesse nationale : Fonds de pension et fonds souverains

Le secteur des retraites en Afrique détient plus de 435 milliards de dollars US d'actifs, dont moins de 1,5 % sont consacrés aux infrastructures. Au lieu d'alimenter la croissance nationale, ces fonds sont souvent investis dans des marchés étrangers à faible risque. Une plateforme coordonnée de l'UA peut débloquer 43 à 45 milliards de dollars US en augmentant les allocations d'infrastructure à 10 %, comme l'ont fait le Chili, la Malaisie et le Canada.

#### Actions stratégiques :

- Réformer la réglementation pour relever les plafonds d'investissement
- Fournir des rehaussements de crédit et des garanties
- Créer une plateforme d'investissement dans les infrastructures de l'UA pour réduire les risques liés aux pipelines
- Faciliter la formation des administrateurs et le partage des connaissances

**Objectif** : Mobiliser 20 milliards de dollars sur 10 ans

## Obligations de la diaspora et fonds d'infrastructure

La diaspora africaine transfère plus de 60 milliards de dollars US par an, soit plus que l'investissement direct étranger. En tirant seulement 10 à 15 % des transferts de fonds formels, l'Afrique pourrait collecter 6 à 9 milliards de dollars US par an, avec la possibilité de formaliser 15 à 20 milliards de dollars US supplémentaires de flux actuellement informels. Le succès dépend d'instruments transparents et bien réglementés, soutenus par des institutions de confiance et liés à des résultats visibles et à fort impact sur les infrastructures.

## Atténuation des risques et durabilité

Les infrastructures en Afrique sont confrontées à un paysage de risques complexes - politiques, financiers, techniques et environnementaux. Ce portefeuille intègre une matrice de risques complète, étayée par :

- Les Systèmes d'alerte précoce de l'UA
- Les Stratégies de financement vert
- des Cadres de conception tenant compte des conflits, en particulier dans les zones fragiles telles que le Sahel et la Corne de l'Afrique

## Total des besoins budgétaires

Pour mettre en œuvre ce portefeuille d'investissement, un total de 373 milliards de dollars US est nécessaire dans les domaines thématiques suivants :

Domaine de résultats clés	Budget prévisionnel (USD)
Renforcement des capacités, Juridique/réglementaire	93,345 millions de dollars US
Transport (routier, ferroviaire, aérien, maritime)	180 milliards de dollars US
Énergie (énergies renouvelables, gaz, transition)	142,57 milliards de dollars US
Eau et assainissement (WASH)	4,774 milliards de dollars US
Connectivité numérique et TIC	14,37175 milliards de dollars US
Mécanisme de préparation des projets	30,8 milliards de dollars US
<b>Total</b>	<b>373 milliards de dollars US</b>





# TRANSFORMATION DES SYSTEMES ALIMENTAIRES, DURABILITE ENVIRONNEMENTALE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE



L'Afrique recèle un immense potentiel agricole, avec plus de 60 % des terres arables non cultivées dans le monde, des ressources en eau abondantes et une population majoritairement jeune. Pourtant, ses systèmes alimentaires restent fragiles, inefficaces et très vulnérables. Plus de 250 millions d'Africains sont actuellement sous-alimentés et les importations annuelles de denrées alimentaires dépassent 100 milliards de dollars US. Les pertes post-récolte représentent jusqu'à 40 % de la production en raison de la faiblesse des infrastructures et de la fragmentation des chaînes d'approvisionnement. Le changement climatique intensifie ces vulnérabilités, compromet la productivité, accélère la dégradation des sols et exacerbe l'insécurité alimentaire. Ces défis ne sont pas simplement développementaux, ils sont existentiels.

Africa Team - Transformation des systèmes alimentaires et durabilité environnementale est la réponse stratégique de l'Union

africaine à cette situation critique. Ancrée dans le deuxième plan décennal de mise en œuvre (STYIP) de l'Agenda 2063 et alignée sur la déclaration du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) de Kampala et sur les plans stratégiques agricoles propres aux CER, elle vise à repositionner l'agriculture africaine de la subsistance à un moteur de croissance économique inclusive, de durabilité environnementale et de compétitivité mondiale.

Malgré un potentiel d'irrigation de plus de 300 millions d'hectares, l'Afrique n'irrigue actuellement que 15 millions d'hectares (7 %). Ce contraste saisissant avec les 225 millions d'hectares de l'Asie souligne les vastes opportunités et le besoin urgent de les exploiter. En intégrant les connaissances traditionnelles aux innovations de pointe telles que l'IA, l'agriculture numérique et les pratiques intelligentes sur le plan climatique, Africa Team vise à réaliser une transformation des systèmes évolutive et inclusive.

## Contexte régional

Les CER jouent un rôle central dans la transformation des systèmes alimentaires en fonction des diverses réalités agro-écologiques et politiques :

- **Afrique australe (Communauté de développement de l'Afrique australe - SADC) :** donne la priorité à la résistance à la sécheresse par le développement d'infrastructures d'irrigation et de corridors commerciaux régionaux.
- **Afrique de l'Est (Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe - COMESA ; Communauté de l'Afrique de l'Est - CAE ; Autorité intergouvernementale pour le développement - IGAD) :** se concentre sur l'amélioration du commerce transfrontalier, la gestion des risques d'inondation et de sécheresse, et la diffusion de technologies agricoles intelligentes sur le plan climatique.
- **Afrique de l'Ouest (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest - CEDEAO) :** investit dans l'agro-transformation, les installations de stockage et les systèmes logistiques afin de réduire de manière significative les pertes post-récolte.
- **Afrique du Nord (Union du Maghreb arabe - UMA) :** se concentre sur les systèmes d'irrigation économes en eau et sur la gestion durable des terres pour lutter contre la désertification.
- **Afrique centrale (Communauté économique des États de l'Afrique centrale - CEEAC ; Communauté des États sahélo-sahariens - CEN-SAD) :** l'accent est mis sur le développement des infrastructures régionales, la préservation de l'environnement et l'amélioration de l'accès au marché.

## Piliers stratégiques

Le portefeuille « Transformation des systèmes alimentaires et durabilité environnementale » s'articule autour de cinq piliers interdépendants :

### Piliers stratégiques

- Autonomisation des femmes et des jeunes : renforcer l'accès des femmes et des jeunes au financement, à la terre et aux marchés par le biais d'un soutien aux agro-entreprises et d'un développement personnalisé des compétences.
- Agriculture intelligente face au climat : promouvoir les cultures résistantes à la sécheresse, la gestion intégrée des ressources en eau et l'agriculture régénératrice pour assurer la durabilité de l'environnement.
- Données et agriculture numérique : tirer parti de l'IA, du big data et des plateformes mobiles pour fournir aux petits exploitants agricoles des outils de précision, des informations sur les marchés et des services de vulgarisation.
- Institutions résilientes et S&E : mettre en place des systèmes de suivi et de responsabilisation solides pour suivre les résultats et adapter les investissements.
- Financement catalytique : mobiliser des capitaux mixtes provenant du secteur privé, des partenaires de développement et de la philanthropie par le biais d'instruments d'investissement inclusifs et sans risque.

## Objectifs du programme

- Modernisation de l'agriculture : passage d'une production de subsistance à une production commerciale grâce à une irrigation intelligente, à la biotechnologie, aux outils numériques et à des infrastructures à faibles émissions.
- Résilience climatique et durabilité des ressources : adopter des cultures intelligentes sur le plan climatique, une lutte intégrée contre les ravageurs et des pratiques agroécologiques pour préserver la biodiversité et renforcer la résilience des communautés.
- Sécurité alimentaire et nutritionnelle : augmenter les rendements et l'accès au marché, promouvoir l'intégration de l'économie bleue/verte et développer l'irrigation pour assurer la souveraineté alimentaire et les gains nutritionnels.
- Gestion post-récolte et liens avec le marché : réduire les pertes et les émissions grâce à des infrastructures modernes et des solutions numériques pour la chaîne d'approvisionnement.
- Commerce intra-africain et intégration des marchés : tirer parti de la ZLECAf pour aligner la production régionale, améliorer le respect des normes et développer l'infrastructure commerciale.



## Théorie du changement

La théorie du changement d’Africa Team est fondée sur l’équité, la durabilité et l’innovation. Elle envisage un système alimentaire productif et résilient qui éradique la faim et la pauvreté grâce à un meilleur accès à la terre, à la technologie et au financement, en particulier pour les jeunes, les femmes et les petits exploitants.



## Impact prévu

- **Amélioration de la productivité et de la sécurité alimentaire** : la croissance annuelle de 4 % de la productivité agricole permettra de réduire la faim et la malnutrition à moins de 5 % d'ici 2033. Le programme encourage la mécanisation, l'irrigation, les semences améliorées et l'accès aux marchés.
- **Durabilité environnementale** : l'expansion d'au moins 10 % du couvert forestier et la restauration des terres dégradées stimuleront la biodiversité et le piégeage du carbone, garantissant ainsi la résilience de l'environnement.
- **Résilience climatique et économique** : l'adaptation au climat touchera 30 % des ménages agricoles grâce à des cultures résistantes à la sécheresse, des systèmes d'alerte précoce et des outils de financement climatique.
- **Autonomisation économique** : la transformation des petits exploitants en entreprises agroalimentaires permettra d'augmenter les revenus, les femmes et les jeunes en étant les principaux bénéficiaires.
- **Création d'emplois** : La croissance agro-industrielle et le développement de la chaîne de valeur généreront des millions d'emplois et réduiront le chômage des jeunes et l'exode rural.
- **Autosuffisance agricole** : une réduction de la dépendance à l'égard des importations (actuellement 14 %) sera obtenue en renforçant la production nationale et en réduisant les pertes après récolte.
- **Compétitivité commerciale régionale** : une croissance de 50 % du commerce intra-africain sera réalisée grâce à l'harmonisation des politiques, à l'alignement des normes et à l'investissement dans la logistique.

## Hypothèses et risques

Hypothèse	Niveau de risque	Stratégie d'atténuation des risques
Un engagement politique durable	Élevé	Dialogue UA-CER en cours, soutien aux politiques nationales
Adoption de l'innovation par les agriculteurs	Élevé	Renforcement des capacités, incitations basées sur les performances
Soutien du secteur privé et des donateurs	Élevé	Financement mixte, partenariats diversifiés et investissement d'impact
Efficacité de l'adaptation au climat	Modéré	Assurance climatique, systèmes d'alerte précoce, adoption de technologies flexibles
Coordination régionale par les CER	Modéré	Protocoles d'accord, plates-formes communes, planification harmonisée

## Cadre logique

- **Impact d'ici 2033** : réduction de 30 % de la facture des importations alimentaires, taux de famine inférieur à 5 %, augmentation de 10 % du PIB agricole, excédent d'exportation pour les principaux produits de base.
- **Réalisations** : 4 % de croissance de la productivité ; 20 % de réduction des pertes alimentaires ; 50 % de croissance du commerce alimentaire intra-africain ; 40 % de bénéficiaires jeunes/femmes ; 80 % d'alignement des politiques sur l'Agenda 2063.
- **Résultats** : 10 millions d'hectares en agriculture intelligente ; 2 000 unités de stockage modernisées ; 50 plateformes numériques lancées ; 30 programmes de financement inclusif ; 1 million de parties prenantes formées ; 5 CER harmonisant leurs politiques alimentaires.

## Interventions clés

- Développement de l'irrigation, de la fertilité des sols et des systèmes de semences.
- Développement des centres de stockage, d'agrégation et de traitement.
- Services de vulgarisation numérique et systèmes d'alerte précoce agro-climatique.
- Corridors commerciaux et normes de marché alignés sur la ZLECAf.
- Pépinières d'entreprises et financement des PME.



## Résumé du budget

Domaine thématique	Investissement prévu (US\$)
Modernisation de l'agriculture et amélioration de la productivité	7,89 milliards de dollars US
Gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement	42,85 milliards de dollars US
Résilience climatique et réduction des risques de catastrophes	Inclus ci-dessus
Intégration de l'intelligence numérique et artificielle	47,06 millions de dollars US
Sécurité alimentaire et résilience nutritionnelle	68,66 millions de dollars US
Gestion post-récolte et intégration des marchés	147,03 millions de dollars US
<b>Investissement total prévu</b>	<b>51 milliards de dollars US</b>





# ARCHITECTURE DES SYSTEMES DE SANTE POUR L'AFRIQUE



## Introduction

L'architecture des systèmes de santé pour l'Afrique (HSAA) est l'effort le plus ambitieux et le plus coordonné de l'Union africaine pour transformer les systèmes de santé sur le continent. Conçue comme un programme phare à l'échelle du continent, l'HSAA est dirigée par la CUA et l'AUDA-NEPAD, en partenariat étroit avec le CDC Afrique, les Communautés économiques régionales (CER) et les États membres de l'UA. Dotée d'une enveloppe d'investissement catalytique de 7 milliards de dollars, l'initiative répond au besoin urgent de réforme structurelle des systèmes de santé en Afrique, un impératif rendu indéniable par la pandémie de COVID-19 et ses profondes perturbations.

La vision du programme est claire : construire des systèmes de santé résilients, inclusifs et autonomes qui garantissent un accès équitable à des soins de santé de qualité pour tous les Africains, tout en renforçant la capacité du continent à prévenir,

détecter et répondre aux menaces sanitaires. Le HSAA n'est pas un ensemble fragmenté d'interventions ; il s'agit d'une plateforme stratégique de réforme et d'investissement qui s'attaque à des obstacles bien ancrés tels que le sous-financement chronique, les déficits de main-d'œuvre, la faible couverture d'assurance, la faiblesse des infrastructures de santé publique, l'intégration numérique limitée et la forte dépendance à l'égard des importations de produits pharmaceutiques.

Cette vision est ancrée dans le STYIP et s'aligne pleinement sur le nouvel ordre de santé publique du CDC Afrique, le plan de fabrication de produits pharmaceutiques pour l'Afrique, la charte d'investissement dans le personnel de santé et la stratégie de transformation numérique pour l'Afrique. Au niveau mondial, elle complète les objectifs de développement durable (ODD), le cadre de renforcement des systèmes de santé de l'OMS AFRO (2023-2030) et la passerelle mondiale UE-UA.

## Objectifs du programme

Le HSAA vise à atteindre sept objectifs fondamentaux qui définissent collectivement sa théorie du changement et son cadre de résultats à long terme :

- **Renforcer les systèmes de soins de santé primaires** afin d'élargir l'accès, de combler les lacunes en matière d'équité et d'améliorer les soins préventifs en tant que première ligne de défense.
- **Développer et professionnaliser le personnel de santé**, y compris l'institutionnalisation de deux millions d'agents de santé communautaires d'ici 2028, conformément à la décision Assemblée/UA/déc.649 (XXIX) de l'UA.
- **Donner aux organismes régionaux de santé les moyens** d'harmoniser les politiques, de coordonner les interventions d'urgence transfrontalières et de renforcer l'intégration régionale des systèmes de santé.
- **Numériser les systèmes de santé nationaux** et régionaux, en permettant une veille sanitaire en temps réel, des plateformes de données interopérables et des services centrés sur le patient, tels que la télésanté.

- **Stimuler la fabrication locale de produits pharmaceutiques et de vaccins**, en réduisant la dépendance à l'égard des importations et en sécurisant les chaînes d'approvisionnement pour les technologies de santé essentielles.
- **Renforcer la préparation aux pandémies et la capacité de réaction aux situations d'urgence**, en veillant à ce que les États membres respectent le règlement sanitaire international (RSI) et soient en mesure de mener une action rapide et coordonnée.
- **Innover et étendre les mécanismes de financement de la santé**, en mettant l'accent sur l'augmentation de la couverture d'assurance et la réduction des frais à la charge des populations les plus vulnérables.

Ces objectifs seront poursuivis sur 10 ans (2024-2033), guidés par un solide cadre de suivi et d'évaluation qui permet de suivre les améliorations tangibles de la couverture des services, des résultats sanitaires, de la capacité institutionnelle et de la résilience économique.

## Théorie du changement

La théorie du changement (TdC) de l'architecture des systèmes de santé pour l'Afrique illustre le cheminement causal des investissements et des activités vers des résultats mesurables et une transformation à long terme des systèmes de santé sur une période de 10 ans (2024 - 2033). Ce modèle s'appuie sur les éléments constitutifs du système de santé de l'OMS, le nouvel ordre de santé publique du CDC Afrique, le STYIP (2024-2033) et les meilleures pratiques mondiales en matière de renforcement des systèmes de santé et de préparation aux pandémies.

Le programme HSAA est conçu pour compléter :

- i) L'Agence africaine des médicaments (AMA) et l'Harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique (AMRH) en soutenant la mise en œuvre de la réglementation et la capacité de production locale.
- ii) Le plan de fabrication de produits pharmaceutiques pour l'Afrique (PMPA) en développant les infrastructures physiques et les ressources humaines qualifiées pour la production.
- iii) La Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique (2020-2030) grâce à la mise en œuvre de plateformes de santé en ligne et de systèmes de données régionaux.
- iv) Les cadres existants des CER et les stratégies régionales en matière de santé (par exemple, le cadre de politique sanitaire de la CAE, le protocole sur la santé de la SADC, les stratégies de l'OOAS de la CEDEAO).
- v) Les initiatives des principaux partenaires de développement, notamment le portail mondial UE-UA, la stratégie de la BAFD pour une infrastructure sanitaire de qualité, le projet de capital humain de la Banque mondiale et la plateforme UHC2030 de l'OMS.



## Volets thématiques et programmatiques

Le HSAA s'articule autour de cinq composantes programmatiques interdépendantes. Ces piliers se renforcent mutuellement et sont conçus pour produire un effet de synergie qui renforce l'ensemble du système de santé plutôt que des parties isolées.

- **Renforcer les systèmes de soins de santé primaires :** les soins de santé primaires sont le fondement de l'équité en matière de santé et de l'accès universel. C'est là que la majorité de la population africaine se fait soigner et que les effets de la fragmentation, du sous-financement et de l'inaccessibilité se font le plus sentir. Dans le cadre du HSAA, les investissements se concentreront sur l'extension et la modernisation des infrastructures de soins de santé primaires, en particulier dans les communautés rurales et périurbaines mal desservies. Les efforts porteront sur l'intégration de systèmes habilitants tels que l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), les énergies renouvelables, les diagnostics et les technologies de l'information et de la communication (TIC), afin que les centres de santé soient équipés de manière adéquate pour fournir des services complets. Un accent particulier sera mis sur la prestation de services à base communautaire, la santé maternelle et infantile, la santé des adolescents et les soins préventifs. Grâce au renforcement des soins de santé primaires, le HSAA pourra réduire les inefficacités du système et la dépendance à l'égard des établissements de soins tertiaires, tout en améliorant la continuité et la qualité des soins.
- **Renforcer les capacités et la mobilité du personnel de santé :** l'Afrique est confrontée à une grave pénurie de personnel de santé, tant en nombre absolu qu'en termes de répartition équitable. Le programme HSAA comble cette lacune grâce à une stratégie à plusieurs niveaux qui comprend le recrutement, la formation et la professionnalisation de deux millions d'agents de santé communautaires, soutenus par des normes harmonisées dans tous les États membres. Le programme investira également dans les établissements d'enseignement de la santé, créera des parcours de carrière, en particulier pour les femmes, et développera des cadres régionaux pour la reconnaissance et la mobilité des diplômés. Ces mesures tendent à améliorer la qualité, la disponibilité et la répartition géographique des travailleurs de la santé, tout en favorisant des environnements propices à la rétention, en particulier dans les environnements fragiles et isolés.
- **Transformation numérique des systèmes de santé :** les technologies numériques offrent une opportunité sans précédent de moderniser les systèmes de santé, d'améliorer la visibilité des données et d'étendre les soins aux populations mal desservies. Le programme de santé numérique comprend des plateformes de surveillance en temps réel, des services de télémédecine, des dossiers médicaux électroniques et une gestion logistique numérique. Ces outils seront soutenus par des cadres réglementaires qui protègent la confidentialité des données, encouragent

l'interopérabilité et renforcent la confiance du public. Les investissements dans la culture numérique et l'infrastructure garantiront l'accessibilité et la durabilité de ces systèmes dans différents contextes socio-économiques.

- **Préparation et résistance aux pandémies :** la pandémie de COVID-19 a révélé de graves faiblesses dans les capacités de préparation et de réaction de l'Afrique. Le HSAA réagit en déployant des efforts à l'échelle du continent pour mettre en place des systèmes de santé publique plus souples, mieux coordonnés et plus proactifs. Les investissements porteront sur les systèmes intégrés de surveillance des maladies, la modernisation des réseaux de laboratoires, les centres d'opérations d'urgence en matière de santé publique et les approches "Une seule santé" qui relie la santé humaine, la santé animale et la santé environnementale. L'objectif est que 90 % des États membres se conforment au RSI d'ici à 2029, grâce à des mécanismes de coordination transfrontalière par l'intermédiaire des CER et du CDC Afrique. Des exercices de simulation, des stratégies de constitution de stocks d'urgence et des protocoles de réaction rapide

renforceront encore l'état de préparation à tous les niveaux de gouvernement.

- **Production pharmaceutique locale et harmonisation réglementaire :** l'Afrique importe plus de 70 % de ses produits pharmaceutiques, une dépendance qui met en péril la sécurité sanitaire et limite l'autonomie économique. Le HSAA catalysera la production locale de produits pharmaceutiques et de vaccins en investissant dans les capacités de production, le renforcement de la réglementation et les écosystèmes de recherche et développement, notamment en rendant opérationnelle l'Agence africaine des médicaments (AMA), en soutenant l'initiative d'harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique (AMRH) et en encourageant les partenariats entre les organismes de réglementation, les universités et l'industrie. En mettant en place des chaînes d'approvisionnement de qualité en Afrique, le HSAA garantira non seulement un accès rapide aux médicaments essentiels, mais contribuera également à la création d'emplois et à la diversification de l'économie.

## Stratégie de financement de la santé pour l'Afrique

Entre 2015 et 2019, l'aide publique au développement (APD) en faveur de l'Afrique n'a cessé d'augmenter, les pays partenaires ayant renforcé leurs engagements. Cette croissance a atteint son apogée en 2020 et 2021, sous l'effet des besoins sanitaires urgents liés à la pandémie de COVID-19. Toutefois, à partir de 2022, les tensions géopolitiques, telles que les conflits entre la Russie et l'Ukraine et entre Israël et Gaza, ont incité les principaux pays donateurs, notamment les États-Unis, le Royaume-Uni et plusieurs pays européens, à réaffecter leurs budgets d'aide à des crises plus proches de leurs territoires. Cette réorientation a entraîné d'importants déficits de financement dans les programmes de santé africains, avec des exemples notables de pertes d'emplois en Afrique du Sud en raison de la réduction du financement du PEPFAR par les États-Unis. En conséquence, l'APD en faveur de l'Afrique devrait diminuer fortement d'ici 2025, ce qui risque d'anéantir des années de progrès dans le domaine de la santé.

Au niveau national, les gouvernements africains n'ont jamais atteint l'objectif de la déclaration d'Abuja de consacrer 15 % de leur budget à la santé, avec une moyenne de moins de 8 % au cours de la dernière décennie. Bien que des progrès modestes aient été réalisés entre 2015 et 2020, les pressions fiscales et les priorités concurrentes ont depuis lors bloqué ou inversé ces progrès. Ce sous-investissement chronique entrave la capacité à élargir l'accès aux soins de santé, à lutter contre l'augmentation des maladies non transmissibles et à renforcer la préparation aux pandémies. En réponse, certains pays ont mis en place des régimes nationaux d'assurance maladie, mais nombre d'entre eux se heurtent à des obstacles tels que l'insuffisance du financement, le faible taux d'inscription dans le secteur informel et la faiblesse des capacités institutionnelles. Ces défis mettent en évidence le fossé persistant entre les engagements politiques et les allocations financières réelles, soulignant la nécessité d'une responsabilisation accrue, de mécanismes de financement innovants et de réformes durables des systèmes de santé.

L'initiative d'architecture des systèmes de santé de l'Union africaine, dont le budget est estimé à 8 milliards de dollars, exige un cadre de financement solide et diversifié allant au-delà du simple soutien politique. Cette stratégie identifie cinq leviers essentiels pour la mobilisation des ressources : des prélèvements nationaux innovants, des obligations et des fiducies de la diaspora, des capitaux de retraite et d'assurance, des plateformes financières numériques et des partenariats public-privé.

Des taxes stratégiques sur la santé, prélevées sur des produits tels que les billets d'avion, l'alcool, les boissons sucrées et les transactions par téléphone portable, pourraient rapporter environ 2 milliards de dollars sur cinq ans, en s'inspirant de modèles réussis tels qu'UNITAID et le Fonds de solidarité du CDC Afrique. Ces prélèvements renforcent la responsabilité publique et réduisent la dépendance à l'égard de l'aide étrangère, l'objectif étant que 35 pays adoptent au moins un prélèvement d'ici à 2027.

Les obligations de santé de la diaspora constituent une autre voie prometteuse, permettant de canaliser 10 % des plus de 60 milliards de dollars US de transferts de fonds annuels vers les infrastructures de santé par le biais d'instruments soutenus par l'UA et gérés par Afreximbank et les banques centrales. Cette approche permettrait de diversifier le financement, d'approfondir l'engagement de la diaspora et de garantir un capital stable à long terme, dans le but de mobiliser 1,5 milliard de dollars d'ici à 2030.

La vaste base de capitaux institutionnels de l'Afrique, qui comprend 435 milliards de dollars US de fonds de pension et de fonds souverains, reste largement inexploitée pour les infrastructures de santé, avec moins de 2 % des investissements actuels. Des réformes politiques pourraient débloquer 5 milliards de dollars US au cours de la prochaine décennie, avec l'aide d'un pacte d'investissement dans les pensions dirigé par l'UA et soutenu par des financements mixtes et des améliorations de crédit.

Les plateformes numériques de financement de la santé, qui s'appuient sur la technologie mobile et la microfinance pilotée par l'IA, promettent d'étendre la couverture aux populations mal desservies, d'accroître l'efficacité et de réduire les fuites financières. Les portefeuilles nationaux de santé et les outils de souscription par IA visent à bénéficier à 40 millions de personnes d'ici 2030.

Enfin, des instruments stratégiques d'investissement public-privé, tels que le Health Infrastructure Blended Finance Facility (HIBFF), cherchent à mobiliser un milliard de dollars de cofinancement du secteur privé pour développer les laboratoires de diagnostic, les chaînes d'approvisionnement et la fabrication de produits pharmaceutiques dans toute l'Afrique.

En conclusion, cette stratégie à plusieurs volets offre une feuille de route pragmatique mais ambitieuse pour mobiliser 8 milliards de dollars en faveur de systèmes de santé résilients et équitables. En exploitant les ressources nationales, en faisant appel à la diaspora, en tirant parti du capital institutionnel, en adoptant l'innovation numérique et en catalysant l'investissement privé, l'Afrique peut mettre en place des systèmes de santé adaptés au XXI<sup>e</sup> siècle.

Toutefois, des risques subsistent. Il s'agit notamment de la faiblesse de la coordination intergouvernementale, des déficits de financement causés par des crises concurrentes, de la fragmentation numérique, de la résistance à l'harmonisation des politiques, de la migration du personnel de santé, de l'instabilité politique, de l'engagement insuffisant du secteur privé, des retards dans les réformes réglementaires et de l'évolution des priorités des donateurs au niveau mondial. Pour atténuer ces

problèmes, la stratégie préconise une coordination sous l'égide de l'UA, un financement diversifié, un dialogue politique régional, des incitations à la rétention, une mise en œuvre flexible et un alignement sur les fonds mondiaux pour la santé, préservant ainsi l'avenir du financement de la santé en Afrique.

En s'inspirant de modèles réussis tels qu'UNITAID et le Fonds de solidarité du CDC Afrique, les États membres de l'Union africaine (UA) peuvent adopter des taxes sanitaires ciblées sur les billets d'avion, l'alcool, les boissons sucrées et les transactions par téléphone portable. Ces ressources affectées pourraient générer un montant estimé à **2 milliards de dollars US sur cinq ans**.

#### Pourquoi cela est-il important :

- Cela améliore la prévisibilité du budget de la santé et réduit la dépendance à l'égard de l'aide extérieure.
- Il est prouvé que les pays qui appliquent des taxes sur l'alcool et le tabac font état d'une augmentation des fonds alloués à la santé et d'une prestation de services plus équitable.

#### Mécanisme de mise en œuvre :

- Établir un pacte politique panafricain sur les taxes de santé.
- Aligner la mise en œuvre au sein des communautés économiques régionales (CER) et des ministères des finances.

#### Objectif :

Au moins **35 pays mettant en œuvre une ou plusieurs taxes pour la santé d'ici à 2027**.

## Obligations et fonds fiduciaires pour la santé de la diaspora

### Financement transnational par l'engagement de la diaspora

Alors que l'Afrique reçoit **chaque année** plus de **60 milliards de dollars US de transferts de fonds**, les obligations structurées de la diaspora pour la santé permettent de réorienter 10 % de ces flux vers les infrastructures de santé grâce à des instruments financiers à faible risque et liés à l'impact.

#### Pourquoi cela est-il important :

- Diversifie le financement de la santé au-delà des donateurs traditionnels.
- Favorise l'appropriation par la diaspora de la transformation sanitaire de l'Afrique.

#### Mécanisme :

- **Obligations de santé de la diaspora soutenues par l'UA**, gérées par Afreximbank et les banques centrales nationales.
- **Fonds communs pour les infrastructures de santé** pour le cofinancement d'initiatives de couverture sanitaire universelle (CSU).
- Fournit des capitaux stables, à long terme, alignés sur les calendriers des infrastructures.
- Réduit les emprunts extérieurs et renforce la souveraineté économique.

#### Objectif :

**1,5 milliard de dollars mobilisés** par le biais d'instruments liés à la diaspora d'ici à **2030**.

## Fonds de pension et actifs souverains

### Débloquer les 435 milliards de dollars de capitaux institutionnels de l'Afrique

Actuellement, moins de 2 % des actifs des fonds de pension et des assurances en Afrique sont investis dans les infrastructures ou la santé. Des réformes ciblées pourraient débloquer **5 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie**.

#### Interventions clés :

- Élaborer un **pacte d'investissement dans les pensions sous l'égide de l'UA**.

- Promouvoir les obligations pour les infrastructures de santé, les fonds de placement immobilier (FPI) et les mécanismes de financement mixte.
- Appliquer des outils d'amélioration du crédit par l'intermédiaire de la Banque africaine de développement (BAfD) et d'Afreximbank.

#### Objectif :

Atteindre **une allocation de 10 % pour les infrastructures de santé** sur les 10 plus grands marchés de pension africains.

## Plateformes numériques de financement de la santé

### Élargir sa portée grâce à des solutions axées sur la mobilité

Des innovateurs numériques tels que M-KOPA et 10mg ont démontré comment les écosystèmes de microcrédit et d'argent mobile alimentés par l'IA peuvent être adaptés pour soutenir le financement de la santé, y compris les primes d'assurance et les chaînes d'approvisionnement en médicaments.

#### Pourquoi cela est-il important :

- Atteint les populations à faibles revenus et mal desservies qui ne bénéficient pas de garanties traditionnelles.
- Accroît l'efficacité, réduit les fuites et renforce l'inclusion financière.

#### Mise en œuvre :

- Déployer des **portefeuilles nationaux de santé** intégrés à des plateformes d'argent mobile.
- Déployer des systèmes de **souscription pilotés par l'IA** pour le microfinancement des PME du secteur de la santé.

#### Objectif :

Atteindre **40 millions de bénéficiaires** grâce au financement mobile de la santé d'ici à **2030**.

## Instrumentes stratégiques d'investissement public-privé

### Cofinancement des infrastructures de santé grâce à des modèles mixtes

Les mécanismes de financement mixte sont essentiels pour attirer les capitaux privés vers les infrastructures de santé, notamment les diagnostics, la logistique de la chaîne d'approvisionnement et la fabrication de produits pharmaceutiques.

#### Facilités clés:

- Lancer une **facilité de financement mixte pour les infrastructures de santé (HIBFF)** avec le capital catalytique de l'AUDA-NEPAD.
- Obtenir des co-investissements de la part d'institutions financières de développement (IFD), d'investisseurs d'impact et de fonds d'investissement privés.

#### Objectif :

Mobiliser **1 milliard de dollars US de cofinancement du secteur privé** sur l'horizon du programme de cinq ans.

## Résumé du budget

Thème programmatique	Investissement prévu (US\$)
Développement des infrastructures de santé	18 milliards de dollars
Systèmes de santé primaires pour les États membres de l'UA	427 millions de dollars
Renforcement des capacités du personnel de santé	908 millions de dollars
Financement de la santé	94 millions de dollars
Développement des organismes régionaux de santé	401 millions de dollars
Numériser les systèmes de santé	362 millions de dollars
Renforcer la préparation aux pandémies	222 millions de dollars
Stimuler la production locale de produits médicaux	159 millions de dollars
<b>Total des besoins d'investissement projetés</b>	<b>21 milliards de dollars</b>





# TRANSFORMATION NUMÉRIQUE ET ÉCOSYSTÈMES D'INNOVATION



Le continent africain est à l'aube d'une ère de transformation, motivée par la reconnaissance croissante du fait que les données et les technologies numériques sont des catalyseurs fondamentaux du développement social et économique. L'initiative phare " Stimuler le progrès en Afrique - Les données et la transformation numérique au service du développement social et économique en Afrique (IAP-DaDTiA4SEDiA) illustre ce changement de paradigme. Dirigé par l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, les communautés économiques régionales (CER) et les institutions spécialisées de l'UA, ce programme représente un engagement audacieux à exploiter le pouvoir des données et de l'innovation numérique pour le développement durable du continent.

Avec un budget estimé à 125 millions de dollars US et un calendrier s'étendant de 2024 à 2029, DaDTiA4SEDiA est conçu pour catalyser les changements transformateurs en renforçant la capacité de l'Afrique à exploiter efficacement les données et les outils numériques. Le programme cible des pays sélectionnés au sein de toutes les communautés économiques régionales, en veillant à une large représentation régionale et à l'inclusivité. Son objectif principal est de construire et d'améliorer de solides infrastructures de données nationales, régionales et continentales, tout en encourageant simultanément la culture numérique et la maîtrise des données parmi les citoyens, les institutions et les décideurs.

L'Afrique est confrontée à des problèmes de développement bien ancrés, tels qu'une pauvreté généralisée, des inégalités persistantes et un accès limité à des services essentiels de qualité. Ces problèmes sont souvent aggravés par des systèmes

de données inadéquats, qui empêchent les gouvernements et les parties prenantes de concevoir des interventions efficaces et fondées sur des données probantes. DaDTiA4SEDiA vise à combler ces lacunes en fournissant aux parties prenantes les compétences, les plateformes et les partenariats nécessaires pour générer, analyser et appliquer des données dans des secteurs essentiels pour l'avenir du continent, notamment la santé, l'éducation, l'agriculture et la résilience climatique.

L'ambition du programme va au-delà du renforcement des infrastructures et des capacités ; il vise à favoriser une culture systémique de l'innovation et de l'esprit d'entreprise qui peut libérer de nouveaux modèles d'entreprise et créer des opportunités d'emploi pour la population croissante des jeunes en Afrique. En soutenant les partenariats d'innovation public-privé et en déployant des projets pilotes qui répondent directement aux grands défis de l'Afrique, DaDTiA4SEDiA vise des améliorations mesurables des indicateurs socio-économiques, une meilleure utilisation des données dans la gouvernance et des écosystèmes d'innovation plus solides sur tout le continent.

Aligné stratégiquement sur l'Agenda 2063 de l'Afrique et la stratégie de transformation numérique de l'UA, DaDTiA4SEDiA complète des initiatives internationales telles que « l'Économie numérique pour l'Afrique » de la Banque mondiale et la « Stratégie numérique pour l'Afrique 2020-2025 » de la Banque africaine de développement. Ces partenariats garantissent que le programme s'inscrit dans le cadre d'un effort mondial cohérent visant à mettre en place des économies numériques résilientes et inclusives en Afrique, capables d'être compétitives dans le paysage numérique mondial qui évolue rapidement.

## Historique et contexte

L'ensemble des pays africains s'engagent de plus en plus dans la transition vers des économies fondées sur la connaissance et l'innovation, où les citoyens jouent un rôle actif dans l'élaboration des résultats économiques, sociaux et de gouvernance. Cette

transformation nécessite l'accès à des ensembles de données localisées et granulaires qui reflètent les réalités vécues par les communautés, au-delà des grands agrégats nationaux. Dans l'environnement mondial complexe d'aujourd'hui, la

capacité de collecter et d'interpréter des données détaillées est essentielle pour concevoir des interventions précises et adaptées au contexte qui peuvent accélérer le progrès et renforcer l'autonomie des individus et des communautés grâce à des écosystèmes numériques inclusifs.

La technologie, les données et l'innovation redéfinissent les interactions entre les individus, les gouvernements et les

entreprises. La transformation numérique dote les pays africains d'outils leur permettant de saisir de nouvelles opportunités dans les chaînes de valeur nationales et internationales. Les analyses de données avancées, les plateformes numériques et les innovations menées par les citoyens sont de plus en plus essentielles pour améliorer l'efficacité et la réactivité dans des secteurs clés tels que l'agriculture, la santé, l'éducation, l'industrie manufacturière et l'adaptation au climat.

---

## Alignement stratégique sur les initiatives mondiales et régionales

DaDTiA4SEDiA s'inscrit dans un paysage plus large d'initiatives continentales et mondiales visant à faire progresser la transformation numérique en Afrique. Parmi ces initiatives:

- **La Banque africaine de développement (BAfD)** a lancé son ambitieuse « Stratégie numérique pour l'Afrique 2020-2025 », engageant plus de 2 milliards de dollars US dans des projets TIC axés sur l'infrastructure numérique, les écosystèmes d'innovation et l'e-gouvernance.
- **La Banque mondiale** soutient le "Moonshot pour l'économie numérique en Afrique", une initiative visant à atteindre l'accès universel au haut débit d'ici 2030. Cette initiative comprend un soutien aux stratégies nationales en matière de données, aux infrastructures publiques numériques et aux réformes réglementaires conçues pour favoriser une économie numérique compétitive.

- Les communautés économiques régionales telles que la **CEDEAO**, la **SADC** et la **CAE** ont adopté des stratégies régionales de transformation numérique qui promeuvent le commerce numérique transfrontalier, l'interopérabilité et les normes régionales de gouvernance des données. D'autres CER comme l'IGAD, le COMESA, la CEN-SAD et l'UMA sont à des stades différents de l'élaboration de politiques numériques, que DaDTiA4SEDiA soutient en fournissant un renforcement des capacités et une assistance technique sur mesure pour s'assurer qu'aucune région n'est laissée pour compte.

Ces initiatives alignées reflètent les priorités de l'Agenda 2063 et des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, en mettant l'accent sur la croissance inclusive, l'équité numérique et le développement des économies de la connaissance.

---

## Données et outils numériques pour l'innovation socio-économique

Les données et les technologies numériques sont de puissants catalyseurs de l'innovation systémique dans tous les secteurs. Lorsqu'ils sont intégrés à des cadres de gouvernance inclusifs, ces outils permettent aux citoyens de co-crée des solutions qui répondent directement aux besoins locaux. Parmi les applications pratiques, on peut citer les services de santé numériques qui améliorent l'accès et les résultats, l'agriculture de précision qui renforce la sécurité alimentaire, les plateformes d'éducation numérique qui augmentent les possibilités d'apprentissage, la fabrication intelligente qui stimule la compétitivité industrielle et les services d'administration en ligne qui améliorent la transparence et l'efficacité.

Cependant, de nombreux pays africains sont encore confrontés à d'importantes lacunes dans les capacités de leurs systèmes statistiques nationaux et de leurs agences de planification. Ces lacunes doivent être comblées par des investissements stratégiques dans les compétences numériques, les politiques d'ouverture des données et les plateformes de données interopérables qui permettent un partage transparent des données entre les institutions et les frontières.

---

## Engagement des citoyens et écosystèmes d'innovation

L'approche de DaDTiA4SEDiA est fondée sur l'autonomisation des citoyens grâce à une meilleure maîtrise des données, à des mécanismes de gouvernance participative et à des plateformes d'innovation ouverte. La stratégie de transformation numérique de l'Union africaine pour l'Afrique (2020-2030) souligne l'importance de l'accès numérique universel et des modèles d'innovation centrés sur les personnes pour favoriser la confiance, la responsabilité et la réactivité dans la prestation des services publics.

Les écosystèmes d'innovation inclusifs qui impliquent activement les citoyens aident à générer des solutions adaptées aux grands défis de l'Afrique, notamment la sécurité alimentaire, l'accès à l'énergie, la qualité de l'éducation, l'adaptation au climat et la résilience des systèmes de santé. Ces écosystèmes prospèrent lorsqu'ils sont soutenus par des partenariats collaboratifs et multisectoriels qui rassemblent les gouvernements, les acteurs du secteur privé, les universités et la société civile.

## Construire l'infrastructure numérique de l'Afrique

Pour libérer tout le potentiel de la transformation numérique, DaDTiA4SEDiA donne la priorité à plusieurs éléments fondamentaux :

- **Infrastructure de données interopérables** : développer des systèmes de données connectés qui fonctionnent de manière transparente aux niveaux national, régional et continental.
- **Développement du capital humain** : investir dans la science des données, l'intelligence artificielle, la cybersécurité et les

compétences en matière de gouvernance des TIC afin de constituer une main-d'œuvre compétente sur le plan numérique.

- **Cadres politiques et réglementaires favorables** : élaborer des réglementations qui protègent la confidentialité des données, promeuvent l'inclusion numérique et favorisent un environnement propice à l'innovation.
- **Partenariats multisectoriels** : engager les gouvernements, le secteur privé, les universités et la société civile à collaborer et à développer des solutions numériques.

## Le rôle du programme DaDTiA4SEDiA

Reconnaissant le potentiel de transformation des données et des outils numériques, DaDTiA4SEDiA travaille en étroite collaboration avec les États membres de l'UA, les CER et les partenaires internationaux pour :

- Renforcer les écosystèmes de données nationaux et régionaux qui fournissent des informations précises, opportunes et accessibles.
- Renforcer les capacités des citoyens et des institutions à exploiter efficacement les outils numériques.
- Promouvoir l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes grâce à des analyses avancées et au partage de données.
- Favoriser l'innovation dans les secteurs public et privé en encourageant l'esprit d'entreprise fondé sur les données.

- Soutenir les CER dont les stratégies numériques sont naissantes en leur fournissant une assistance technique et en développant leurs capacités, en veillant à ce que toutes les régions bénéficient équitablement de la transformation numérique.

Le programme encourage également la création d'infrastructures publiques numériques, de plateformes participatives et de centres d'innovation où les citoyens et les communautés peuvent devenir des agents actifs du changement. En favorisant la mise en place de systèmes cohérents d'innovation fondée sur les données, DaDTiA4SEDiA s'attaque aux défis les plus urgents de l'Afrique, qu'il s'agisse d'améliorer la prestation de services ou de stimuler la compétitivité dans l'économie mondiale.

## Objectif et portée du portefeuille DaDTiA4SEDiA

L'objectif principal de DaDTiA4SEDiA est de catalyser la transition de l'Afrique vers une économie fondée sur la connaissance et dotée d'une autonomie numérique. Il cherche à exploiter les données et les technologies numériques comme leviers pour l'innovation systémique, la gouvernance inclusive, la compétitivité économique et le développement social durable.

Fermement ancré dans l'Agenda 2063 et la stratégie de transformation numérique de l'UA (2020-2030), le programme se concentre sur la prise de décision axée sur les personnes et fondée sur les données, qui permet de relever les défis socio-économiques divers et complexes de l'Afrique.

### Champ d'application

Le champ d'application continental complet de DaDTiA4SEDiA comprend :

- **L'infrastructure de données** : construire des écosystèmes interopérables du niveau local au niveau continental.
- **La maîtrise du numérique et des données** : doter les citoyens et les institutions de compétences essentielles pour participer pleinement aux économies numériques.
- **Les cadres politiques et juridiques** : harmoniser les réglementations pour garantir la protection des données, la vie privée, l'identité numérique et la coopération transfrontalière.

- **L'innovation et l'entrepreneuriat** : soutenir des solutions évolutives et fondées sur des données dans des secteurs tels que la santé, l'éducation, l'agriculture et la résilience climatique.
- **Le développement centré sur le citoyen** : faciliter la gouvernance numérique participative et l'innovation communautaire.
- **La collaboration multipartite** : coordonner les efforts des États membres de l'UA, des CER, du secteur privé, de la société civile et des partenaires mondiaux, notamment la BAD, la Banque mondiale et Smart Africa.

La mise en œuvre se fera par le biais de pays pilotes sélectionnés dans toutes les CER, garantissant un accès équitable et une empreinte à l'échelle du continent sur une période de cinq ans.

### Opérationnalisation du STYIP, des agendas des CER et des cadres continentaux

DaDTiA4SEDiA agit comme un véhicule stratégique pour mettre en œuvre les principaux agendas continentaux :

- **Alignement sur le STYIP** : le programme fait progresser les piliers de l'innovation, du capital humain et de la transformation numérique au sein du deuxième plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 en les intégrant dans les écosystèmes de données nationaux et régionaux.

- **Soutien à la stratégie des CER :** facilite le commerce numérique transfrontalier, l'interopérabilité des données et les mécanismes de gouvernance alignés sur les agendas numériques régionaux, en offrant un renforcement ciblé des capacités aux CER à différents stades de maturité numérique.
- **Stratégie de transformation numérique de l'UA :** réalise la vision d'un accès numérique universel, d'économies

axées sur l'innovation et d'un développement centré sur les personnes dans toute l'Afrique.

Grâce à ces actions, le programme veille à ce que les priorités stratégiques continentales et régionales se traduisent par des améliorations tangibles au niveau local.

## Objectifs du programme

Le paysage du développement de l'Afrique est caractérisé par d'importants défis sociaux et économiques qui varient considérablement d'un pays à l'autre. Les statistiques globales masquent souvent ces nuances, ce qui empêche de concevoir des interventions ciblées et efficaces.

DaDTiA4SEDiA relève ce défi en adoptant une approche micro-régionale, en s'appuyant sur des données détaillées et granulaires pour cartographier les réalités du développement en Afrique. Cette approche permet des interventions précises et "chirurgicales" qui optimisent l'allocation des ressources, suivent les progrès avec précision et évaluent l'impact des initiatives de développement.

L'objectif principal du programme est de mettre en place une infrastructure de données solide et d'exploiter la transformation numérique comme moyen de stimuler un développement social et économique durable sur tout le continent. Il s'agit notamment de

donner aux décideurs politiques, aux entrepreneurs et aux citoyens les données et les outils nécessaires pour innover, planifier de manière stratégique et mesurer les résultats de manière efficace.

### Composantes et activités du programme

Les composantes du programme sont alignées sur les objectifs stratégiques définis dans le STYIP, notamment :

- **Moonshot 2 :** renforcer l'intégration et la connectivité de l'Afrique en améliorant l'infrastructure numérique et le marché numérique unique africain (SADM).
- **Moonshot 6 :** autonomiser les citoyens grâce à la culture numérique, au développement des compétences et à l'esprit d'entreprise.
- **Objectif stratégique 2.3 :** construire une infrastructure de classe mondiale pour soutenir l'internet à haut débit et l'intégration du marché numérique.

### Les activités principales sont les suivantes :

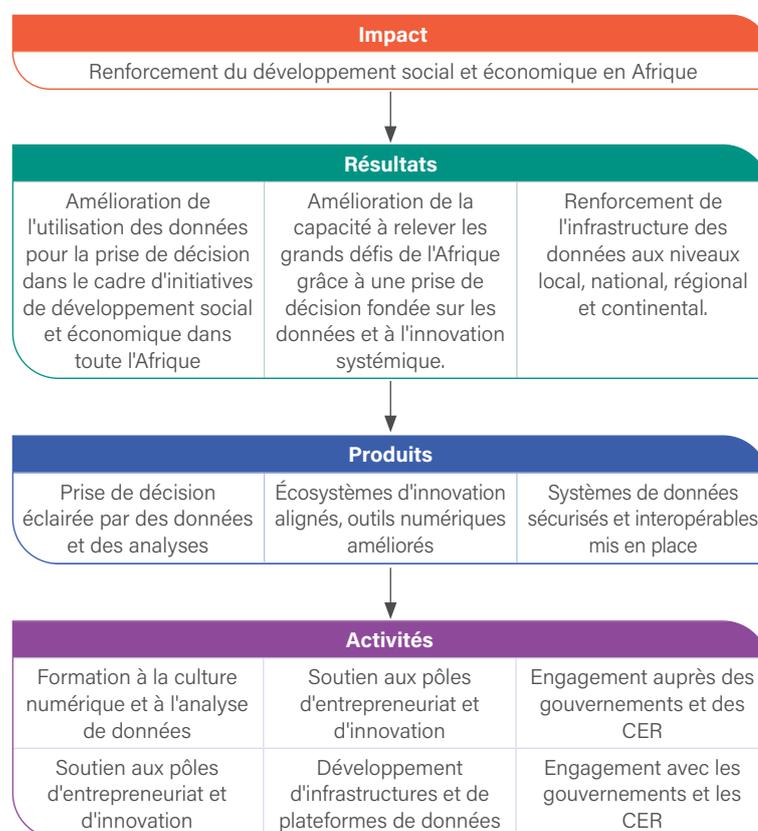
Composant	Activités principales
Renforcement des capacités et assistance technique	Formation à la gestion des données, aux technologies numériques et à l'analyse ; ateliers de renforcement des compétences
Adoption des technologies	Promouvoir l'utilisation des outils numériques dans tous les secteurs ; améliorer la culture numérique
Recherche et innovation	Faciliter la recherche, la formation et la diffusion des connaissances
Développement des compétences numériques	Initiatives inclusives ciblant les femmes et les groupes marginalisés ; formation avancée en IA, codage, cybersécurité et science des données.
Innovation et esprit d'entreprise	Soutenir les startups et les modèles économiques numériques dans l'agriculture, la santé, l'éducation, etc.
Politique et aide à la décision	Appliquer l'analyse des données pour éclairer les politiques, développer des cadres fondés sur des données probantes.
Engagement communautaire	Forums participatifs, dialogues sur l'innovation et programmes de sensibilisation au niveau local
Plaidoyer politique	Partenariat avec les gouvernements sur la gouvernance numérique, intégration des stratégies numériques dans les agendas nationaux
Partenariats public-privé	Collaboration avec le secteur privé et la société civile pour tirer parti de l'expertise et des ressources



## Théorie du changement pour DaDTiA4SEDiA

La théorie du changement (TdC) du programme articule le cheminement logique par lequel les intrants et les activités stratégiques conduisent à des résultats et à un impact à long terme conformes aux objectifs de transformation numérique de l'Afrique et à l'Agenda 2063. Il prévoit qu'en investissant dans des systèmes de données interopérables, des capacités humaines, des politiques inclusives et des partenariats multisectoriels, DaDTiA4SEDiA permettra de prendre des décisions fondées sur des données probantes, de stimuler l'innovation systémique et de favoriser une économie numérique inclusive.

Cette transformation entraînera des améliorations mesurables du développement socio-économique, réduira les inégalités et garantira que le dividende démographique de l'Afrique est exploité de manière durable. Grâce à un engagement accru des citoyens et à des écosystèmes d'innovation renforcés, le programme favorisera une croissance résiliente, équitable et centrée sur les personnes, mettant l'Afrique sur la voie de la réalisation de son plein potentiel de développement à l'ère du numérique.



Le **programme DaDTiA4SEDiA** vise à accélérer le développement social et économique de l'Afrique en tirant parti des données et de l'innovation numérique sur le continent. Il se concentre sur quatre impacts clés :

- **Le renforcement du développement social et économique** par des améliorations dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'égalité, du PIB, de l'emploi et de la réduction de la pauvreté, grâce à des initiatives fondées sur des données.
- **L'utilisation accrue des données pour la prise de décision** dans les projets de développement, amélioration des politiques et des processus dans tous les secteurs.
- **Le renforcement de l'infrastructure de données** aux niveaux régional et continental afin de faciliter la collecte, l'analyse et l'utilisation des données.
- **L'amélioration de la capacité à relever les grands défis de l'Afrique** grâce à des solutions innovantes, fondées sur des données, et à une collaboration multipartite.

## Objectifs et résultats clés

1. **Développer des infrastructures de données régionales** dans les communautés économiques régionales (CER) afin d'harmoniser les données et de soutenir la politique régionale et l'innovation.
2. **Mettre en place une infrastructure continentale de données** à l'AUDA-NEPAD pour l'analyse de données consolidées soutenant les activités stratégiques de l'Union africaine.
3. **Améliorer la maîtrise des données et du numérique** par la formation et le renforcement des capacités, en donnant aux parties prenantes les moyens de s'engager dans l'économie des données.
4. **Promouvoir la prise de décision fondée sur des données** dans la formulation et la mise en œuvre des politiques dans tous les pays.
5. **Favoriser l'innovation et l'esprit d'entreprise** en soutenant les jeunes entreprises inspirées par les données et les initiatives d'innovation systémique.
6. **Exploiter les données pour relever des défis sociaux et économiques cruciaux**, en améliorant les écosystèmes d'innovation et en permettant des interventions de développement ciblées.

## Indicateurs

Les progrès seront suivis à l'aide d'indicateurs tels que :

- Nombre d'infrastructures de données mises en place et opérationnelles.
- Volume et utilisation des données dans les CER et les plateformes continentales.
- Les parties prenantes sont formées aux données et à la culture numérique.
- Nombre de politiques et de décisions fondées sur des données.
- Lancement d'initiatives d'innovation et création d'emplois.
- Efficacité dans la résolution des grands défis grâce à des solutions basées sur les données.

## Résumé du budget

Thème programmatique	Investissement prévu (US\$)
Des solutions fondées sur les données pour relever les grands défis de l'Afrique	18 millions de dollars
Renforcer les écosystèmes d'innovation en Afrique	16 millions de dollars
Déploiement de l'infrastructure numérique de Smart Africa	25 millions de dollars
Cadre de gouvernance de l'identité numérique et des données de l'UA	10 millions de dollars
Initiative de transformation numérique de l'EFTP	12 millions de dollars
Programme régional d'intégration numérique EARDIP (EAC/IGAD)	10 millions de dollars
Mécanisme de financement de l'innovation numérique	9 millions de dollars
Ville pilote de l'innovation Hub régional	8 millions de dollars
Itinérance One Africa et haut débit pour tous (Smart Africa)	2 millions de dollars
Plateforme numérique de suivi, d'évaluation et d'apprentissage	5 millions de dollars
<b>Total des besoins d'investissement projetés</b>	<b>125 millions de dollars</b>



## ENERGIZE AFRICA – TIRER PARTI DU DIVIDENDE DE LA JEUNESSE EN AFRIQUE



Le portefeuille Energize Africa d'Africa Team est une initiative stratégique à l'échelle du continent visant à libérer le potentiel de la population croissante des jeunes en Afrique en tant que force motrice pour une croissance économique durable et inclusive et pour la création d'emplois décents. Ancré dans le STYIP et aligné sur des cadres clés tels que la Déclaration de Kampala, le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et diverses stratégies sectorielles de l'UA, le programme répond aux défis urgents du développement de l'Afrique en positionnant les jeunes non pas comme des bénéficiaires passifs, mais comme des agents actifs de la transformation structurelle.

Avec plus de 10 millions de jeunes entrant chaque année sur le marché du travail africain, et seulement 3 millions d'emplois formels créés chaque année, le programme a pour objectif d'inverser ce déséquilibre en encourageant l'esprit d'entreprise, l'innovation et la réforme du secteur public. Le taux de chômage des jeunes est de 12,9 % en Afrique subsaharienne et de 30,6 % en Afrique du Nord, et de nombreux jeunes occupent des emplois informels de faible qualité. En outre, les disparités liées au genre exacerbent le sous-emploi des jeunes, en particulier des jeunes femmes qui sont confrontées à des obstacles systémiques en matière d'éducation de qualité, de financement et de marchés du travail formels.

Le programme Energise Africa relève ces défis à travers trois piliers thématiques : (1) intégrer les jeunes dans la prestation de services publics pour améliorer l'efficacité et la responsabilité

institutionnelles, (2) promouvoir les PME dirigées par des jeunes et élargir l'accès aux marchés régionaux grâce à des mécanismes tels que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), et (3) construire des écosystèmes d'innovation résilients qui favorisent l'entrepreneuriat, la transformation numérique et les flux de connaissances de la diaspora.

Le programme s'inspire de modèles réussis tels que le MEST au Ghana, les pôles d'innovation en matière d'IA et les initiatives axées sur le genre telles que Tech Herfrica, illustrant comment des interventions ciblées peuvent catalyser l'emploi et l'innovation. Il promeut les cadres de qualification régionaux, la mobilité des compétences et les espaces de cocréation, en veillant à s'aligner sur la stratégie pour l'emploi des jeunes en Afrique de l'UA-OIT et sur les objectifs de développement durable.

L'un des principaux atouts du programme est son approche systémique et intégrée, qui permet d'aligner la politique d'innovation, la réforme institutionnelle et la croissance inclusive sur une plateforme cohérente. En mobilisant des ressources financières, techniques et institutionnelles et en tirant parti des partenariats public-privé et de l'engagement de la diaspora, le programme Energise Africa crée une voie stratégique pour réaliser les Moonshots de l'Agenda 2063, à savoir atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire pour tous les États membres de l'UA, renforcer la participation des jeunes à la gouvernance et autonomiser les femmes et les jeunes en leur offrant davantage d'opportunités.

### Objectifs du programme

Le programme Energise Africa vise essentiellement à catalyser une croissance socio-économique durable et inclusive en libérant le potentiel de transformation de la population jeune de l'Afrique. Il vise à :

- **Favoriser l'emploi décent** grâce à l'esprit d'entreprise, à l'innovation et au développement des entreprises.
- **Transformer la prestation des services publics** en intégrant les compétences des jeunes dans la gouvernance et la réforme des systèmes.
- **Renforcer les écosystèmes d'innovation nationaux et régionaux**, en veillant à ce que la croissance de l'Afrique

soit basée sur la connaissance, la créativité et les capacités numériques.

- **Promouvoir un développement respectueux de l'égalité de genre**, en éliminant les obstacles qui empêchent les jeunes femmes de participer sur un pied d'égalité à la vie économique et publique.

Cette approche ne concerne pas seulement l'emploi, elle vise à intégrer les solutions proposées par les jeunes dans la structure même du développement de l'Afrique, en créant des voies vers l'autonomisation, la productivité et l'équité dans tous les secteurs.

## Analyse de la situation : Un impératif démographique

- Le chômage des jeunes en Afrique reste disproportionnellement élevé - 12,9 % en Afrique subsaharienne et 30,6 % en Afrique du Nord - avec de nombreux jeunes sous-employés ou travaillant dans l'économie informelle, où les salaires sont bas, les protections limitées et les perspectives incertaines (OIT, 2024). Au-delà de l'emploi, l'inégalité en matière de genre continue de saper la croissance inclusive. Les jeunes femmes sont confrontées à des difficultés systémiques d'accès au financement, à l'éducation et à l'emploi formel, ce qui affaiblit à la fois la cohésion sociale et le potentiel macroéconomique.
- L'importance croissante des écosystèmes d'innovation, du MEST au Ghana aux pôles d'innovation en IA émergents,

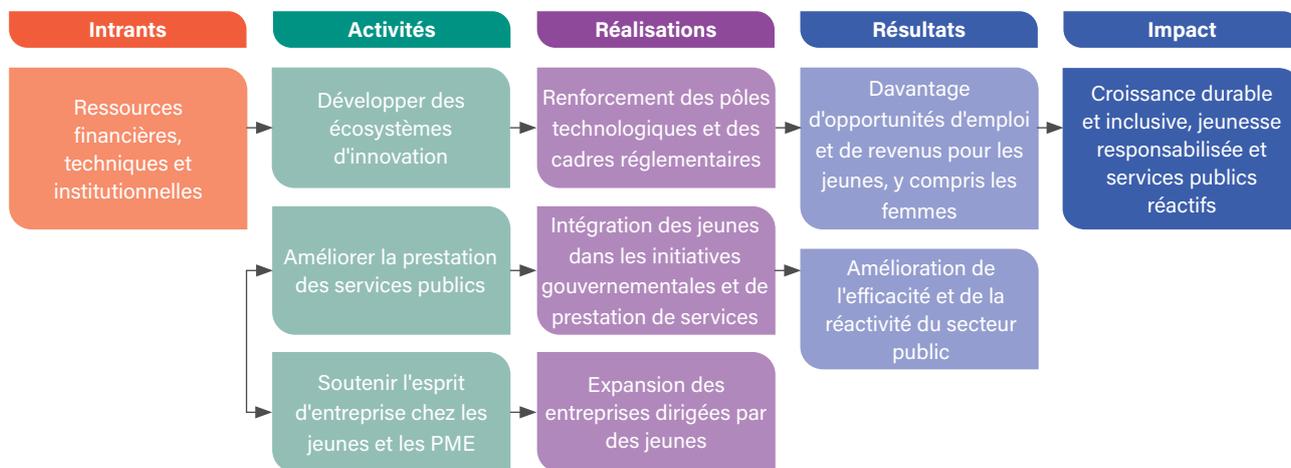
illustre la capacité des systèmes de soutien structurés à relever ces défis en créant des opportunités de formation, de financement de démarrage et de mentorat. Des initiatives axées sur le genre comme Tech Herfrica soulignent la valeur transformationnelle d'une inclusion numérique ciblée pour les femmes et les filles.

- Le portefeuille Energise Africa s'appuie sur ces connaissances pour offrir un cadre complet et intégré pour le changement systémique, qui s'attaque à la fois aux contraintes de l'offre et de la demande en matière d'emploi et de participation économique des jeunes.

## Théorie du changement

La théorie du changement pour le programme Energize Africa d'Africa Team décrit une voie claire par laquelle les investissements stratégiques dans l'innovation, l'entrepreneuriat et la transformation du service public chez les jeunes favorisent un développement inclusif et durable sur tout le continent. En mobilisant des ressources financières, techniques et institutionnelles, le programme active trois interventions principales : le renforcement des écosystèmes d'innovation, l'amélioration de la participation des jeunes à la prestation de services publics et l'expansion des PME dirigées par des jeunes. Ces efforts génèrent des résultats

tels que des pôles technologiques solides, des environnements réglementaires améliorés et un engagement accru des jeunes dans la gouvernance et l'entreprise. À leur tour, ils conduisent à de plus grandes opportunités d'emploi - en particulier pour les jeunes femmes - et à des institutions publiques plus efficaces et plus responsables. En fin de compte, le programme soutient les objectifs à long terme de l'Afrique en matière de croissance économique inclusive, d'autonomisation des jeunes et d'institutions résilientes et centrées sur les citoyens, en parfaite adéquation avec l'Agenda 2063 et son deuxième plan décennal de mise en œuvre.



## Portée du programme et modèle d'exécution

Basé sur une portée continentale mais une exécution pilotée par les pays, le portefeuille Energise Africa adopte une approche progressive, adaptative et réactive au niveau local. Son modèle de mise en œuvre repose sur les éléments suivants :

- La Collaboration multisectorielle entre les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les institutions régionales ;
- Des partenariats public-privé pour cofinancer et co-fournir des solutions en matière d'innovation et d'emploi ;
- L'innovation numérique et l'engagement des diasporas pour

exploiter l'expertise, les réseaux et les flux de connaissances à l'échelle mondiale ;

- Des cadres solides de suivi, d'apprentissage et de responsabilisation pour garantir la transparence, l'extensibilité et l'efficacité.

Le programme vise à mettre en place des systèmes inclusifs plutôt que des interventions ponctuelles, en alignant ses piliers sur les objectifs de transformation structurelle des marchés du travail, de l'administration publique et des économies numériques.

## Composantes thématiques

### Participation des jeunes à la transformation du secteur public

Ce volet assure la promotion de l'intégration des jeunes dans les systèmes de prestation de services publics afin d'améliorer la réactivité, l'efficacité et la confiance des citoyens. Il tend à :

- Intégrer l'expertise des jeunes dans les institutions publiques et la gouvernance ;
- Promouvoir la numérisation des services et l'innovation dans l'engagement des citoyens ;
- Établir des cadres régionaux pour la reconnaissance des compétences, les qualifications transfrontalières et les réformes politiques tenant compte de l'égalité entre les hommes et les femmes ;
- Construire des filières de leadership inclusives et élargir le rôle des jeunes dans l'innovation institutionnelle.

### Développer les entreprises dirigées par des jeunes et axées sur les jeunes (PME)

Ce pilier vise à catalyser les PME dirigées par des jeunes et axées sur les jeunes en tant que moteurs de la création d'emplois, de l'innovation et de la croissance industrielle. Les principales interventions sont les suivantes :

- Faciliter l'accès au financement et aux services financiers inclusifs ;
- Renforcer la participation des PME aux marchés régionaux et continentaux grâce à des cadres tels que la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) ;
- Soutenir l'esprit d'entreprise sensible au genre et créer des écosystèmes d'entreprises adaptés aux besoins des jeunes femmes et des jeunes hommes ;
- Exploiter les plateformes numériques pour développer les entreprises, promouvoir la formalisation et favoriser une compétitivité inclusive.

### Renforcer les écosystèmes d'innovation

Ce thème renforce la capacité nationale et régionale à soutenir les jeunes en tant que créateurs, innovateurs et entrepreneurs. Il implique :

- L'investissement dans la R&D, les pôles technologiques et les espaces de co-création ;
- Le développement de cadres réglementaires et institutionnels qui facilitent l'innovation et l'inclusion numérique ;
- L'engagement actif de la diaspora africaine pour le transfert de connaissances, le mentorat et les flux d'innovation transfrontaliers ;
- Le renforcement des liaisons entre l'éducation et l'emploi pour remédier à l'inadéquation des compétences et promotion des filières STEM.

### Champ d'application géographique

Le programme est mis en œuvre dans les cinq régions de l'UA et implique les huit communautés économiques régionales, en veillant à l'alignement sur les diverses priorités nationales et en facilitant la collaboration transfrontalière en matière de mobilité des jeunes, d'innovation et de développement des entreprises.

### Priorités et complémentarité

La sélection des projets est guidée par des critères rigoureux, notamment l'alignement stratégique, la pertinence régionale, l'extensibilité, l'inclusivité et la durabilité. Le programme complète les principaux cadres continentaux et mondiaux, notamment la ZLECAf, le PDDAA, la STISA, les ODD et la Stratégie pour l'emploi des jeunes de l'OIT-UA, en amplifiant leur impact collectif grâce à une mise en œuvre ciblée et à l'intégration des systèmes.

### Résumé du budget

Thème programmatique	Investissement prévu (US\$)
Cadre régional d'évaluation et de déploiement des compétences des jeunes	55 millions de dollars
Banque africaine des compétences critiques et Marché des compétences numériques	70 millions de dollars
Cadre régional de qualification pour les compétences transfrontalières	30 millions de dollars
Intégration de la dimension de genre dans les chaînes de valeur économiques	20 millions de dollars
Renforcement de l'écosystème de l'innovation dans les CER	60 millions de dollars
Mécanismes de financement de l'innovation pour l'inclusion des jeunes	25 millions de dollars
Programme de développement des PME et d'établissement de liens avec le marché	75 millions de dollars
Renforcement des capacités des jeunes en matière de marchés publics et portail numérique	50 millions de dollars
Centres continentaux d'entreprise et d'innovation pour la jeunesse	40 millions de dollars
<b>Total des besoins d'investissement projetés</b>	<b>432 millions de dollars</b>





## BONNE GOUVERNANCE, PAIX ET DÉVELOPPEMENT – TRIPLE NEXUS



L'Union africaine reconnaît le rôle essentiel des CER en tant que piliers fondamentaux du programme d'intégration, de paix et de développement du continent. Elles jouent un rôle moteur dans la promotion des interfaces paix-sécurité-développement (PSDN) en encourageant la coopération régionale, en déployant des mécanismes d'alerte précoce, en soutenant les opérations de paix et en coordonnant les efforts de redressement post-conflit. Le programme Triple Nexus de l'AUDA-NEPAD est conçu pour tirer parti des forces, des capacités et de la dynamique propres à chaque CER afin de faciliter une mise en œuvre contextuelle, coordonnée et efficace de son approche dans toute l'Afrique.

La **CEDEAO** est le fer de lance des efforts de paix et de sécurité, notamment par le biais de son Mécanisme pour la prévention, la gestion, la résolution des conflits, le maintien de la paix et la sécurité. La CEDEAO a une riche histoire de déploiement de missions militaires et politiques au Liberia, en Sierra Leone, au Mali et en Gambie. Bien qu'elle soit confrontée à des défis persistants tels que les coups d'État, l'extrémisme violent dans la région du Sahel et le taux de chômage élevé chez les jeunes, l'initiative Triple Nexus s'aligne étroitement sur l'objectif de la CEDEAO de renforcer la stabilité régionale en intégrant la réintégration économique, la réforme de la gouvernance et la résilience des communautés.

L'**IGAD** a joué un rôle central dans les efforts de médiation et de résolution des conflits en Somalie, au Sud-Soudan et au Soudan. La région est en proie à des vulnérabilités chroniques, notamment des conflits prolongés, des déplacements transfrontaliers et des crises d'origine climatique telles que les sécheresses et les inondations. Le mécanisme d'alerte précoce et de réponse aux conflits (CEWARN) de l'IGAD offre une base essentielle pour intégrer la consolidation de la paix dans les interventions de développement, notamment grâce à une programmation conjointe avec les autorités locales et les acteurs humanitaires.

Dans la partie sud du continent, la **SADC** a contribué à maintenir la stabilité régionale par le biais de missions de paix au Lesotho, en République démocratique du Congo et au Mozambique. Face à l'insurrection en cours dans le nord du Mozambique, à l'instabilité politique et aux chocs liés au climat, la SADC bénéficie du soutien de ce programme pour intégrer le redressement socio-économique dans des cadres de paix et de sécurité qui mettent l'accent sur la croissance inclusive, l'autonomisation des jeunes et les moyens de subsistance durables.

La **Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE)** favorise l'intégration régionale par le biais de l'infrastructure, du commerce et de la coopération politique. Les problèmes de sécurité persistent dans l'est de la RDC, au Sud-Soudan et dans les zones frontalières, et les mécanismes de coordination de la CAE constituent un point d'entrée pour une programmation par zone fondée sur les principes du PSDN. Cela comprend des initiatives visant à intégrer les réfugiés et les personnes déplacées dans les économies locales et à renforcer la consolidation de la paix transfrontalière par le biais de projets de développement ciblés.

La **Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD)** comprend des pays vulnérables aux défis croisés du terrorisme, de la migration et de l'insécurité alimentaire. Compte tenu de sa nature transfrontalière, la CEN-SAD joue un rôle clé dans la coordination des stratégies régionales de stabilisation et de redressement. Le programme vise à renforcer les capacités de la CEN-SAD en soutenant les initiatives de paix locales, le développement rural et les projets de résilience transfrontaliers, en particulier en Libye, au Tchad et au Niger.

Le **Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)** couvre une zone économique étendue, y compris des pays touchés par des conflits comme l'Éthiopie et la RDC. Les mécanismes d'alerte précoce et de consolidation de la paix du COMESA, tels que le Comité du COMESA pour la paix et la sécurité, sont essentiels pour intégrer le PSDN dans les programmes économiques régionaux. Cette initiative vise à renforcer la gouvernance économique post-conflit, les capacités institutionnelles et la participation active des femmes et des jeunes à la consolidation de la paix.

La **Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)** est de plus en plus engagée dans des efforts de paix et de sécurité, notamment en réponse aux conflits en République centrafricaine, au Tchad et en RDC. La CEEAC est confrontée aux défis d'une gouvernance fragile et des déplacements massifs de population. Grâce à ce programme, la CEEAC alignera les efforts de redressement économique sur les stratégies de consolidation de la paix, favorisant ainsi le développement inclusif et l'expansion de la coopération régionale.

L'**Union du Maghreb Arabe (UMA)**, bien que limitée par les tensions politiques entre ses membres, reste stratégiquement importante, notamment en raison de l'instabilité de la Libye et de son impact sur les migrations, le terrorisme et le développement régional. Le programme vise à réengager l'UMA dans la revitalisation du dialogue régional et la coordination des efforts

de reconstruction, en les reliant à l'autonomisation des jeunes et aux initiatives de développement axées sur les rapatriés.

Le programme AUDA-NEPAD Triple Nexus s'appuie sur ces fondements pour s'assurer que la paix, la sécurité et le

développement sont abordés de manière cohérente, durable et dans le respect des réalités locales. S'alignant sur les mandats des CER, le programme renforce la capacité collective de l'Afrique à instaurer une paix durable et un développement inclusif.

## Description de l'action

### L'approche du lien entre la paix, la sécurité et le développement

L'approche du triple Nexus reconnaît que les crises humanitaires sont souvent le reflet d'inégalités et d'injustices structurelles plus profondes. Les besoins d'urgence sont souvent les symptômes de problèmes plus vastes tels que la mauvaise gouvernance, l'exclusion et l'insuffisance des investissements dans le développement. Les crises de sécurité ne sont pas des phénomènes isolés, mais sont étroitement liées aux conditions socio-économiques. Ainsi, répondre aux besoins humanitaires immédiats tout en investissant dans le développement à long terme et la consolidation de la paix augmente les chances de briser les cycles de violence et de vulnérabilité.

Contrairement aux efforts précédents, le cadre Nexus est plus qu'un modèle conceptuel - il reflète les transformations structurelles au sein du système d'aide, affectant la planification, le financement et la mise en œuvre. L'approche intègre des stratégies de résilience, d'atténuation et d'adaptation, notamment en réponse à l'impact du changement climatique sur la paix et la sécurité. Malgré des progrès significatifs, l'Afrique reste confrontée à des défis, notamment des changements anticonstitutionnels de gouvernement, des

conflits armés, l'extrémisme violent et une faible gouvernance, qui compromettent les ambitions de développement du continent.

La sécurité est un bien public qui doit être intégré dans la planification de l'économie et du développement. L'absence de réponse à l'escalade des risques de conflit met en péril des initiatives telles que la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et l'intégration régionale. Il est donc urgent que les gouvernements, les universités, le secteur privé et la société civile s'engagent stratégiquement à approfondir la compréhension mutuelle et à s'attaquer ensemble aux causes profondes de l'insécurité.

Les défis propres à chaque pays illustrent la nécessité de solutions intégrées : la RDC est confrontée à une insécurité chronique et au sous-développement ; la Libye reste divisée par la violence des milices et les crises migratoires ; le Mozambique est confronté à des déplacements de population provoqués par des insurrections ; le Rwanda a réalisé des progrès socio-économiques rapides après le génocide ; la Sierra Leone est confrontée à la marginalisation des jeunes et à la violence ; la Somalie souffre d'insécurité alimentaire et de services de base inadéquats ; le Sud-Soudan connaît des conflits et des inondations ; l'Éthiopie se remet d'une guerre civile dévastatrice.

## Objectifs

### Opérationnaliser le cadre politique de l'UA en matière de reconstruction et de développement post-conflit, en mettant l'accent sur le développement socio-économique.

Reconnaissant que la paix, la sécurité et le développement sont des piliers interconnectés de la santé sociétale, cet objectif vise à intégrer le développement socio-économique dans les stratégies de relèvement post-conflit, prévenant ainsi la rechute dans la violence. Malgré les cadres politiques, la programmation socio-économique pratique dans les situations post-conflit reste insuffisante et fragmentée. Le programme AUDA-NEPAD entend combler cette lacune en plaçant le développement socio-économique au cœur des efforts de paix et de sécurité du continent.

### Lien avec les communautés économiques régionales (CER) sur le développement socio-économique dans les États en situation de post-conflit.

L'intégration économique régionale favorise la paix en réduisant les incitations au conflit, en renforçant le commerce et en promouvant la solidarité. Les États sortant d'un conflit sont confrontés à des défis complexes en matière de reconstruction et ont besoin d'un soutien extérieur. Le renforcement des liens avec les CER améliorera l'intégration économique régionale et renforcera les efforts de consolidation de la paix, créant ainsi des synergies mutuellement bénéfiques.

### Soutenir une programmation catalytique reliant l'humanitaire, le développement et la consolidation de la paix par le biais d'approches sectorielles.

Les interventions humanitaires, de développement et de consolidation de la paix fonctionnent souvent en vase clos, ce qui est source d'inefficacité. La programmation par zone adopte une approche holistique et intégrée adaptée aux réalités locales, renforçant la collaboration entre les parties prenantes telles que les gouvernements locaux, la société civile, les agences des Nations unies et les communautés. Cela favorise l'appropriation locale, la légitimité et la cohésion sociale.

### Mettre en place un mécanisme de suivi et d'évaluation (S&E) pour contrôler le respect du lien entre la paix, la sécurité et le développement.

Le programme mettra en œuvre un système de suivi et d'évaluation afin d'évaluer l'efficacité avec laquelle les pays adhèrent aux principes du PSDN, en identifiant les progrès, les lacunes et les opportunités. Ce mécanisme favorise la responsabilité, la transparence et l'apprentissage continu parmi les acteurs du réseau.



## Théorie du changement

L'objectif du programme AUDA-NEPAD Triple Nexus est de parvenir à une paix et à un développement durables dans les pays africains sortant d'un conflit grâce à une approche PSDN intégrée.

**Exposé du problème :** Les efforts humanitaires, de paix et de développement ont souvent été fragmentés, ne s'attaquant pas aux causes profondes des conflits, telles que la pauvreté, l'exclusion et la faiblesse des institutions. Cette situation a conduit à des violences récurrentes et à un blocage du développement.

**Hypothèse de base :** Une paix durable n'est possible que lorsque la sécurité est intégrée à un développement socio-économique inclusif et à des réformes de gouvernance, par le biais de programmes coordonnés, adaptés au contexte et pris en charge au niveau local.

### Logique de la théorie du changement :

- Si le développement socio-économique est intégré dans la reconstruction post-conflit ;
- Si les CER et les gouvernements nationaux coordonnent la programmation ;
- Si les acteurs de l'aide humanitaire, du développement et

de la consolidation de la paix collaborent dans le cadre d'interventions au niveau local ;

- Si des mécanismes de financement commun et de gouvernance sont en place ;
- Et si les groupes marginalisés, en particulier les jeunes et les femmes, sont activement responsabilisés ;

Le redressement sera alors inclusif et durable, s'attaquant aux causes profondes du conflit, renforçant la résilience des communautés, réduisant la dépendance à l'égard de l'aide extérieure, diminuant le risque de reprise du conflit et renforçant l'intégration régionale et la croissance économique.

### Les voies clés:

1. Renforcer les politiques et les institutions alignées sur le PCRD et le PSDN de l'UA ;
2. Mise en œuvre d'une programmation intégrée paix-développement-humanitaire ;
3. Assurer une participation inclusive des jeunes et des femmes ;
4. Renforcer la coordination entre l'UA, les CER et les acteurs nationaux ;
5. Appliquer le suivi, l'évaluation et l'apprentissage continu.

## Analyse des parties prenantes

Les CER jouent un rôle essentiel dans la promotion de la paix, de la démocratie et du développement, en coordonnant des efforts tels que la prévention des conflits, la coopération en matière de sécurité, les systèmes d'alerte précoce et la promotion de la gouvernance démocratique. Les gouvernements sont les premiers gardiens de la paix et du développement, tandis que les donateurs apportent un soutien financier et technique crucial.

Les organisations internationales facilitent la coopération entre plusieurs États, en proposant des orientations politiques, une expertise et une médiation en cas de conflit. Les organisations de la société civile défendent les groupes vulnérables, fournissent des services, surveillent la gouvernance et influencent la politique. Les communautés locales, qui subissent l'impact de

l'insécurité et du sous-développement, apportent un capital humain et social vital.

Le secteur privé influence la paix et le développement par la création d'emplois, l'investissement et les initiatives de responsabilité sociale. Les médias façonnent l'opinion publique, informent les citoyens et encouragent le dialogue, tandis que le monde universitaire contribue à la recherche, à la formation et à la formulation de recommandations fondées sur des données probantes.

Ensemble, ces parties prenantes forment un écosystème que le programme AUDA-NEPAD Triple Nexus cherche à impliquer de manière globale, en garantissant l'appropriation, la durabilité et l'impact.

## Résumé du budget

Thème programmatique	Investissement prévu (US\$)
Opérationnalisation du cadre politique de l'UA pour la reconstruction et le développement post-conflit (RDPC), en mettant l'accent sur le pilier du développement socio-économique.	9,3 millions de dollars
Création de liens avec les programmes de la Communauté économique régionale sur le développement socio-économique dans les États sortant d'un conflit afin d'articuler l'agenda du lien entre la paix, la sécurité et le développement.	4,9 millions de dollars
Des mécanismes de financement commun ont été mis en place pour soutenir la programmation catalytique reliant l'agenda du lien entre la paix, la sécurité et le développement.	8,8 millions de dollars
Mise en place de structures de gouvernance et de gestion dotées de mécanismes de suivi et d'évaluation afin de contrôler le respect des règles dans les domaines liés au lien entre la paix, la sécurité et le développement.	10 millions de dollars
<b>Total des besoins d'investissement projetés</b>	<b>\$33 millions d'euros</b>

# APPROCHE ET MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

L'initiative Africa TEAM ADOPTE une architecture de mise en œuvre à plusieurs niveaux, ancrée dans l'appropriation régionale, la coordination continentale et la mise en œuvre adaptative. Ce modèle est conçu pour transformer les ambitions stratégiques en résultats mesurables, en s'appuyant sur les mandats institutionnels de la Commission de l'Union africaine (CUA), de l'AUDA-NEPAD, des communautés économiques régionales (CER) et des gouvernements nationaux, en partenariat avec les acteurs du développement et le secteur privé.

Un comité directeur continental, présidé par la CUA et convoqué conjointement par l'AUDA-NEPAD, définira l'orientation stratégique et approuvera les priorités au niveau du portefeuille. Chaque portefeuille sera géré par des agences thématiques chefs de file, des organes de l'UA ou des institutions spécialisées, avec des contributions techniques des CER et des ministères sectoriels. Les CER mettront en place des unités de coordination régionales (UCR) pour traduire les objectifs continentaux en projets régionaux, diriger la planification et assurer la coordination avec les gouvernements nationaux.

L'initiative fonctionnera selon un cycle de vie de projet en cinq phases : (1) conception stratégique et faisabilité, (2) préparation

technique et structuration, (3) mobilisation des ressources, (4) mise en œuvre et supervision, et (5) évaluation et apprentissage. Un mécanisme de ressources dédié à Africa Team, géré par l'AUDA-NEPAD dans le cadre du Fonds de développement de l'Agenda 2063, consolidera les fonds et garantira un décaissement transparent et axé sur les performances.

Les systèmes de suivi, d'évaluation et d'apprentissage seront intégrés dès le début, y compris les tableaux de bord en temps réel, la cartographie SIG et les analyses basées sur l'IA. Les indicateurs SMART seront ventilés par genre, géographie et revenu, soutenus par des revues indépendantes périodiques et un centre d'apprentissage continental. Le renforcement des capacités sera transversal, ciblant la conception des projets, la passation des marchés, les normes ESG et l'échange de connaissances.

Tous les flux financiers respecteront un cadre fiduciaire solide avec des audits indépendants, des rapports basés sur le cloud et la détection des anomalies. L'égalité des sexes et l'inclusion sont pleinement intégrées par le biais de budgets sexospécifiques, d'une planification inclusive et de mécanismes d'examen participatifs.

## Conclusion

L'initiative d'Africa TEAM REPRESENTE un mécanisme de transformation pour accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2063 en faisant converger la volonté politique, les capacités institutionnelles et les investissements stratégiques à travers six portefeuilles catalytiques. Chaque portefeuille, allant des infrastructures et des systèmes alimentaires à la santé, en passant par la transformation numérique, l'emploi et la gouvernance, a été conçu non seulement pour relever les défis urgents en matière de développement, mais aussi pour libérer tout le potentiel de l'Afrique grâce à des interventions intégrées, inclusives et évolutives.

L'Afrique se trouve à un moment charnière. Les défis auxquels elle est confrontée - lacunes profondes en matière d'infrastructures, insécurité alimentaire, menaces climatiques et inégalités systémiques - sont considérables, mais les opportunités le sont tout autant. Avec une population jeune, des ressources abondantes et une intégration régionale croissante, le continent peut dépasser les contraintes héritées du passé et entrer dans une ère de transformation fondée sur la résilience, l'innovation et la prospérité partagée.

Pour ce faire, les priorités suivantes définiront la marche à suivre :

- Renforcer la coordination et l'appropriation institutionnelles : les CER et les gouvernements nationaux doivent être pleinement habilités à traduire les priorités continentales en programmes régionaux réalisables. La CUA et l'AUDA-NEPAD continueront à jouer le rôle de rassembleurs et de points d'ancrage techniques.
- Accélérer la mobilisation des ressources et l'innovation financière : l'obtention d'un financement prévisible, diversifié et catalytique, y compris la mobilisation des ressources nationales, l'engagement de la diaspora et les partenariats avec le secteur privé, sera essentielle à l'élargissement de l'impact.

- Intégrer la fourniture adaptative et la gestion axée sur les résultats : la mise en œuvre doit être guidée par des systèmes rigoureux de MEL, des outils de données en temps réel et l'apprentissage continu. Cela garantit la transparence, la responsabilité et la capacité de pivoter en cas de besoin.
- Intégrer l'inclusion et l'équité : les femmes, les jeunes et les communautés vulnérables doivent être au cœur de toutes les interventions. La budgétisation sensible au genre, le soutien aux entreprises dirigées par les jeunes et la sensibilisation des populations rurales sont essentiels pour ne laisser personne de côté.
- Tirer parti de l'innovation numérique et technologique : de l'agriculture intelligente face au climat aux systèmes de santé numériques, le saut technologique doit être exploité pour fournir des solutions rentables, évolutives et adaptées au contexte.
- Renforcer les capacités à tous les niveaux : des investissements continus dans l'assistance technique, la cohérence des politiques, les systèmes de gouvernance et le partage des connaissances permettront d'améliorer la préparation institutionnelle sur l'ensemble du continent.
- Assurer la durabilité et la résilience climatique : toutes les interventions doivent tenir compte du climat, être respectueuses de l'environnement et conçues pour préserver les acquis du développement de l'Afrique.

L'initiative Africa Team n'est pas un simple projet, c'est un changement de paradigme. Elle exige un leadership audacieux, un alignement stratégique et une concentration sans relâche sur les résultats. En agissant collectivement, en alignant les institutions et en mobilisant des ressources à grande échelle, l'Afrique peut transformer ses aspirations en réalité et tracer une voie de développement résiliente, inclusive et véritablement transformatrice.

# LISTE DES PROJETS

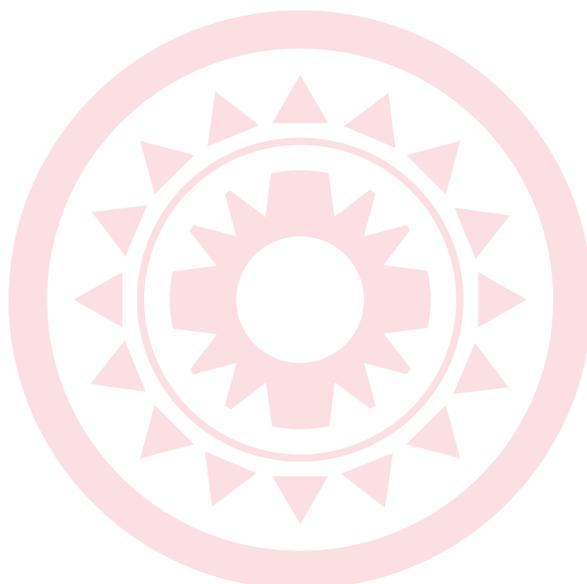
## TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Nom du projet / programme	Thème du programme	Alignement avec le STYIP	Budget prévisionnel (US\$)
Des solutions fondées sur les données pour relever les grands défis de l'Afrique	Innovation et développement fondé sur les données	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer le capital humain de l'Afrique en mettant l'accent sur le renforcement des compétences, l'esprit d'entreprise et l'innovation, en particulier pour les jeunes et les femmes	18 000 000,00
Renforcer les écosystèmes d'innovation en Afrique	Développement des systèmes d'innovation	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer le capital humain de l'Afrique en mettant l'accent sur le renforcement des compétences, l'esprit d'entreprise et l'innovation, en particulier pour les jeunes et les femmes	16 000 000,00
Déploiement de l'infrastructure numérique de Smart Africa	Infrastructure numérique et connectivité	<b>Objectif 2 : OS 2.3</b> - Élargir l'accès à une infrastructure et à des services numériques abordables et ouverts à tous	25 000 000,00
Cadre de gouvernance de l'identité numérique et des données de l'UA	Politique numérique et gouvernance	<b>Objectif 3 : OS 3.3</b> - Mettre en place des cadres de gouvernance numérique inclusifs et responsables	10 000 000,00
Initiative de transformation numérique de l'EFTP	Compétences numériques et renforcement des capacités	<b>Objectif 1 : OS 1.2</b> - Harmoniser et renforcer les systèmes éducatifs et élargir l'accès à une éducation et une formation pertinentes et de qualité	12 000 000,00
Programme régional d'intégration numérique EARDIP (CAE/IGAD)	Intégration numérique régionale	<b>Objectif 2 : OS 2.4</b> - Promouvoir l'intégration numérique et l'interopérabilité des données pour des services continus	10 000 000,00
Mécanisme de financement de l'innovation numérique	Financement de l'innovation et développement des entreprises	<b>Objectif 1 : OS 1.4</b> - Élargir l'accès aux financements, aux marchés et aux services destinés aux jeunes	9 000 000,00
Cité de l'innovation pilote Pôle régional	Infrastructure d'innovation	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer le capital humain de l'Afrique en mettant l'accent sur le renforcement des compétences, l'esprit d'entreprise et l'innovation, en particulier pour les jeunes et les femmes	8 000 000,00
Itinérance One Africa et Haut débit pour tous (Smart Africa)	Accès numérique panafricain	<b>Objectif 2 : OS 2.3</b> - Élargir l'accès à une infrastructure et à des services numériques abordables et ouverts à tous	2 000 000,00
Plateforme numérique de suivi, d'évaluation et d'apprentissage	Systèmes numériques pour la gestion des résultats	<b>Objectif 4 : OS 4.3</b> - Renforcer la planification, le suivi et l'évaluation fondés sur des données probantes	5 000 000,00
<b>TOTAL</b>			<b>125 000 000,00</b>



# ENERGIZE AFRICA

Nom du projet / programme	Thème du programme	Alignement avec le STYIP	Budget prévisionnel (US\$)
Cadre régional d'évaluation et de déploiement des compétences des jeunes	L'emploi des jeunes et l'innovation dans le secteur public	<b>Objectif 1 : OS 1.3</b> - Promouvoir l'autonomisation des jeunes et assurer leur contribution productive à la transformation de l'Afrique	55 000 000,00
Banque africaine des compétences critiques et Marché des compétences numériques	Développement des compétences numériques et mobilité de la main-d'œuvre	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer le capital humain de l'Afrique en mettant l'accent sur le renforcement des compétences, l'esprit d'entreprise et l'innovation, en particulier pour les jeunes et les femmes	70 000 000,00
Cadre régional de qualification pour les compétences transfrontalières	Harmonisation de l'éducation et développement de la main-d'œuvre	<b>Objectif 1 : OS 1.2</b> - Harmoniser et renforcer les systèmes éducatifs et élargir l'accès à une éducation et à une formation pertinentes et de qualité	30 000 000,00
Intégration de la dimension de genre dans les chaînes de valeur économiques	Équité de genre et développement inclusif	<b>Objectif 5 : OS 5.1</b> - Atteindre la parité hommes-femmes et accroître les opportunités pour les femmes et les filles	20 000 000,00
Renforcement de l'écosystème de l'innovation dans les CER	Innovation et esprit d'entreprise	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer le capital humain de l'Afrique en mettant l'accent sur le renforcement des compétences, l'esprit d'entreprise et l'innovation, en particulier pour les jeunes et les femmes	60 000 000,00
Mécanismes de financement de l'innovation pour l'inclusion des jeunes	Accès au financement et aux investissements innovants	<b>Objectif 1 : OS 1.4</b> - Élargir l'accès aux financements, aux marchés et aux services destinés aux jeunes	25 000 000,00
Programme de développement des PME et d'établissement de liens avec le marché	Croissance des PME dirigée par les jeunes et facilitation des échanges	<b>Objectif 1 : OS 1.4</b> - Élargir l'accès aux financements, aux marchés et aux services destinés aux jeunes	75 000 000,00
Renforcement des capacités des jeunes en matière de marchés publics et portail numérique	Marchés publics et transformation numérique	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer le capital humain de l'Afrique en mettant l'accent sur le renforcement des compétences, l'esprit d'entreprise et l'innovation, en particulier pour les jeunes et les femmes	50 000 000,00
Centres continentaux d'entreprise et d'innovation pour la jeunesse	Développement de l'esprit d'entreprise et réseaux	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer le capital humain de l'Afrique en mettant l'accent sur le renforcement des compétences, l'esprit d'entreprise et l'innovation, en particulier pour les jeunes et les femmes	40 000 000,00
<b>TOTAL</b>			<b>425 000 000,00</b>



# ARCHITECTURE DES SYSTÈMES DE SANTÉ

Programme / projets		Alignement avec le STYIP	Budget en \$US
<b>Domaine de résultats clé - Infrastructures de santé</b>			
1.	Construction d'établissements de santé pour les populations mal desservies, avec des investissements en matière d'infrastructure d'appui afin de garantir que les établissements ont accès à l'eau potable et à l'assainissement, à l'énergie et aux connexions informatiques, pour des services de santé de qualité	<b>Objectif 3, OS 6.3, Priorité 8</b> - Développer une infrastructure résiliente pour la fourniture de services de santé et de nutrition	12 400 000,00
2.	Rénovation des établissements de santé secondaires et tertiaires	<b>Objectif 3, OS 6.3, Priorité 8</b> - Développer une infrastructure résiliente pour la fourniture de services de santé et de nutrition	4 000 000 000,00
3.	Construction de centres régionaux de diagnostic médical et de centres d'excellence en tant qu'établissements de soins de santé secondaires et tertiaires, ainsi que d'établissements spécialisés dans le cancer, la dialyse et le traitement de la douleur	<b>Objectif 3, OS 6.3, Priorité 8</b> - Développer une infrastructure résiliente pour la fourniture de services de santé et de nutrition	6 500 000,00
4.	Renforcer les programmes, réseaux et partenariats de recherche et de renforcement des capacités dans le domaine de la santé	<b>Objectif 3, OS 6.3, Priorité 9</b> - Soutenir les collaborations internationales en matière de recherche sur la santé et leur application dans les politiques et les pratiques	150 000 000,00
5.	Construction d'hôpitaux régionaux de recherche et d'enseignement multi-spécialisés offrant des soins de haute qualité, soutenant les essais cliniques et la formation du personnel de santé	<b>Objectif 3, OS 6.3, Priorité 8</b> - Développer des infrastructures résilientes pour la fourniture de services de santé et de nutrition	3 600 000,00
6.	Infrastructure de diagnostic utilisant une série de modèles de prestation, y compris des collaborations public-privé, afin de remédier aux graves goulots d'étranglement qui empêchent le diagnostic efficace des maladies sur l'ensemble du continent	<b>Objectif 3, OS 6.3, Priorité 7</b> - Promouvoir l'innovation, la production et l'utilisation au niveau local des technologies numériques et des technologies de pointe dans les systèmes de santé	250 000 000,00
7.	Fourniture d'eau et d'énergie aux établissements de soins primaires qui n'ont pas accès aux services d'eau et d'assainissement de base	<b>Objectif 3, OS 6.3, Priorité 8</b> - Développer des infrastructures résilientes pour la fourniture de services de santé et de nutrition	15 000 000,00
8.	Programme de développement des capacités dans l'utilisation de drones pour livrer des médicaments et des vaccins vitaux dans des zones difficiles d'accès (fabrication, formation, maintenance, pilotage) pour les pays africains	<b>Objectif 3, OS 6.3, Priorité 7</b> - Promouvoir l'innovation, la production et l'utilisation au niveau local des technologies numériques et des technologies de pointe dans les systèmes de santé	264 000 000,00
9.	Recouvrer le potentiel : Initiative africaine de prévention de l'alcoolisme et de la toxicomanie chez les jeunes (AYADAPI)	<b>Objectif 3, OS 6.4, Priorité 13</b> - Promouvoir la santé et le bien-être et lutter contre la santé mentale, les maladies non transmissibles et l'abus de substances	25 000 000,00
10.	Santé digitale et réseau de télé-laboratoires	<b>Objectif 3</b> : Des citoyens en bonne santé et bien nourris <b>OS 6.2</b> : Garantir une vie saine et promouvoir la nutrition	770 000 000,00
11.	Programme d'aide à l'innovation du secteur pharmaceutique et d'assistance technique	<b>Objectif 2</b> : des citoyens bien éduqués grâce à la science, la technologie et l'innovation (STI) <b>Objectif 3</b> : des citoyens en bonne santé et bien nourris <b>OS 6.1</b> : Éduquer et former les citoyens grâce à la science et à l'innovation <b>OS 6.2</b> : Assurer une vie saine et promouvoir la nutrition	1 000 000 000,00

Programme / projets		Alignement avec le STYIP	Budget en \$US
12.	Plateforme pour une fabrication harmonisée des produits de santé en Afrique	<b>Objectif 4</b> : économies transformées et création d'emplois <b>Objectif 3</b> : des citoyens en bonne santé et bien nourris <b>OS 1.2</b> : Transformer les économies <b>OS 6.2</b> : Assurer une vie saine et promouvoir la nutrition	1 500 000 000,00
13.	Centres d'excellence régionaux : Centres de diagnostic et de génomique	<b>Objectif 2</b> : citoyens qualifiés et STI <b>Objectif 3</b> : Renforcement de la surveillance de la santé et des maladies <b>OS 6.1</b> : Éduquer et former les citoyens <b>OS 6.2</b> : Assurer une vie saine et promouvoir la nutrition	2 500 000 000,00
14.	Académie panafricaine de R&D et d'essais cliniques	<b>Objectif 2</b> : Éducation, recherche et leadership en matière de STI <b>Objectif 3</b> : Préparation et innovation en matière de santé publique	1 200 000 000,00
15.	Pôle continental de fabrication de vaccins et de produits biologiques	<b>Objectif 4</b> : Des économies transformées <b>Objectif 3</b> : Santé publique et autosuffisance en matière de vaccins <b>OS 1.2</b> : Transformer les économies <b>OS 6.2</b> : Garantir une vie saine et promouvoir la nutrition	2 000 000 000,00
16.	Usines régionales de production d'IPA et de formulation de médicaments (installations régionales (Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Sud) produisant des IPA, des médicaments essentiels, des médicaments oncologiques et antituberculeux)	<b>Objectif 4</b> : capacité industrielle et sécurité de l'approvisionnement en produits pharmaceutiques <b>Objectif 3</b> : Accès aux médicaments essentiels <b>OS 1.2</b> : Transformer les économies <b>OS 6.2</b> : Garantir une vie saine et promouvoir la nutrition	3 000 000 000,00
17.	Installations décentralisées de remplissage de médicaments et de stockage dans la chaîne du froid (réseau de 20 sites répartis dans des villes secondaires pour soutenir la production pharmaceutique locale et garantir l'intégrité des médicaments)	<b>Objectif 3</b> : des citoyens en bonne santé et bien nourris <b>Objectif 4</b> : des économies transformées et la création d'emplois <b>OS 6.2</b> : Garantir une vie saine et promouvoir la nutrition <b>OS 1.2</b> : Transformer les économies (grâce à l'infrastructure de la chaîne d'approvisionnement et à la logistique pharmaceutique)	1 303 500 000,00
<b>SOUS-TOTAL</b>			<b>18 000 000 000,00</b>
<b>Domaine de résultats clés - Systèmes de santé primaires pour les États membres de l'UA</b>			
18.	Institutionnalisation des soins de santé communautaires dans les États membres	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 1</b> - Renforcer les systèmes et services de soins de santé primaires à base communautaire.	55 000 000,00
19.	Le projet de soutien Bijimi s'est concentré sur la fourniture de services de diagnostic, de traitement et d'autres services cliniques, sur l'aide à l'utilisation appropriée des services de santé, sur l'éducation à la santé et sur la motivation au changement de comportement des membres de la communauté	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 1</b> - Renforcer les systèmes et services de soins de santé primaires à base communautaire	4 500 000,00
20.	Élaborer des cadres favorables aux investissements du secteur privé dans les soins de santé primaires	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 11</b> - Renforcer l'engagement du secteur privé dans la prestation de services de santé	650 000,00
21.	Créer des organisations régionales de santé/des bureaux de santé (une ressource institutionnelle pour faciliter l'accès aux données, aux informations, aux analyses et à la production de preuves empiriques pour soutenir l'élaboration de politiques de santé régionales et la mise en œuvre de programmes)	<b>Objectif 3, OS 6.3, Priorité 9</b> - Soutenir les collaborations internationales en matière de recherche sur la santé et leur application dans les politiques et les pratiques	350 000 000,00

Programme / projets		Alignement avec le STYIP	Budget en \$US
22.	Renforcer les cadres politiques régionaux pour soutenir les soins de santé universels	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 2</b> - Promouvoir une politique et une planification intégrées pour la couverture sanitaire universelle (CSU)	6 500 000,00
23.	Approfondir l'harmonisation des politiques et des réglementations en matière de santé en Afrique et promouvoir des approches communes pour relever les défis sanitaires de la région	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 2</b> - Promouvoir une politique et une planification intégrées pour la couverture sanitaire universelle (CSU)	3 000 000,00
24.	Former les agents de santé communautaires à la médecine préventive et aux soins de santé de base	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 1</b> - Renforcer les systèmes et services de soins de santé primaires à base communautaire	4 000 000,00
25.	Ateliers pour les décideurs politiques afin d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques soutenant la participation du secteur privé aux soins de santé primaires	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 11</b> - Renforcer l'engagement du secteur privé dans la prestation de services de santé	450 000,00
26.	Renforcer l'accès et l'utilisation de services de soins de santé primaires de qualité : Santé reproductive, santé des enfants et des adolescents ; vaccination ; nutrition dans la Corne de l'Afrique	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 1</b> - Renforcer les systèmes et services de soins de santé primaires à base communautaire	2 900 000,00
<b>SOUS-TOTAL</b>			<b>427 000 000,00</b>
<b>Domaine de résultats clé - Renforcement des capacités du personnel de santé</b>			
27.	Harmonisation des conditions de service pour les médecins (évaluer et renforcer les incitations qui attirent la fuite des cerveaux)	<b>Objectif 3, OS 6.2</b>	450 000,00
28.	Renforcement des capacités des médecins (harmonisation des normes pour les médecins)	<b>Objectif 2, OS 6.1</b>	3 500 000,00
29.	Harmonisation des programmes d'études et des normes de qualification des médecins pour permettre la libre circulation du personnel médical	<b>Objectif 2, OS 6.1</b>	1 500 000,00
30.	La décision de la Conférence de l'UA, Assembly/AU/Dec.649 (XXIX) de 2017, qui a exhorté la Commission de l'UA, en collaboration avec l'ONUSIDA, l'OMS et d'autres partenaires, à recruter, former et déployer rapidement deux millions d'agents de santé communautaires de manière équitable sur l'ensemble du continent	<b>Objectif 3, OS 6.2</b>	891 000 000,00
31.	Redéfinir et mettre en place un personnel de santé adapté aux besoins	<b>Objectif 3, OS 6.2</b>	4 500 000,00
32.	Établir un cadre pour l'investissement dans le personnel de santé féminin, afin de garantir la reconnaissance systémique et institutionnelle des contributions et du leadership des femmes en Afrique	<b>Objectif 17, OS 6.3</b>	6 300 000,00
33.	Élaborer et faciliter l'adoption d'un cadre métrique global pour le personnel de santé en Afrique afin de transformer et de renforcer le suivi, l'évaluation et l'apprentissage pour le personnel de santé	<b>Objectif 3, OS 6.2</b>	750 000,00
<b>SOUS-TOTAL</b>			<b>908 000 000,00</b>

Programme / projets		Alignement avec le STYIP	Budget en \$US
<b>Domaine de résultats clés - Financement de la santé</b>			
34.	Développer les centres régionaux de financement de la santé pour qu'ils deviennent des communautés régionales de pratiques basées sur un secrétariat afin d'aider les États membres à mettre en œuvre la déclaration de l'Assemblée de l'UA sur le financement national de la santé	<b>Objectif 3, OS 6.2</b> - Promouvoir le financement national pour atteindre 15 % du budget national pour la santé	81 000 000,00
35.	Renforcer les unités de financement de la santé au sein des ministères de la santé des États membres	<b>Objectif 3, OS 6.2</b> - Renforcer les capacités institutionnelles et techniques pour la gouvernance du financement de la santé	8 250 000,00
36.	Élaborer des lignes directrices sur des mécanismes de financement nationaux novateurs et viables afin de générer des recettes nationales supplémentaires pour les États membres	<b>Objectif 20, OS 7.2</b> - Renforcer les mécanismes de mobilisation des ressources nationales	150 000,00
37.	Aider les pays à améliorer l'efficacité et l'efficience de l'allocation des dépenses de santé	<b>Objectif 3, OS 6.2</b> - Améliorer l'efficience des systèmes de santé et l'efficacité des dépenses	100 000,00
38.	Améliorer l'utilisation des outils de diagnostic et de suivi du financement de la santé	<b>Objectif 3, OS 6.2</b> - Utilisation d'un financement et d'un suivi fondés sur des données pour améliorer la budgétisation de la santé	75 000,00
39.	Soutenir le renforcement des capacités des pays membres en matière de financement de la santé	<b>Objectif 3, OS 6.2</b> - Renforcer les institutions et la main-d'œuvre nationales pour des systèmes de santé durables	3 575 000,00
40.	Fournir des services de conseil stratégique en matière de politique régionale dans le domaine du financement de la santé	<b>Objectif 3, OS 6.2</b> - Soutien politique et consultatif dans le cadre des réformes systémiques du financement de la santé	850 000,00
<b>SOUS-TOTAL</b>			<b>94 000 000,00</b>
<b>Key Result Area – Development of Regional Health Bodies</b>			
41.	Ateliers d'échange de connaissances entre les CER	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 9</b> - Promouvoir la coordination et l'harmonisation des politiques régionales de santé	640 000,00
42.	Ateliers pour la conceptualisation et la conception d'organismes régionaux de santé	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 2</b> - Renforcer les systèmes et les infrastructures de santé	200 000,00
43.	Élaboration de stratégies et de plans pour l'opérationnalisation des organismes régionaux de santé	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 4</b> - Améliorer la gouvernance et la responsabilité en matière de santé	150 000,00
44.	Renforcer les capacités des organismes de santé régionaux	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 5</b> - Développer un personnel de santé adapté aux besoins	120 000,00
45.	Opérationnaliser des centres d'excellence régionaux et des organisations régionales de santé	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 2</b> - Renforcer les systèmes et les infrastructures de santé	400 000 000,00
<b>SOUS-TOTAL</b>			<b>401 110 000,00</b>
<b>Domaine de résultats clés - Numérisation des systèmes de santé</b>			
46.	Réaliser des études de faisabilité dans les États membres afin de contribuer à la mise en place de systèmes régionaux d'information sur la santé	<b>Objectif 3, S.O 6.2, Priorité 8</b> - Promouvoir l'utilisation des données, de la recherche et des technologies numériques dans le domaine de la santé	5 000 000,00
47.	Système régional d'information sur la santé (système d'information sur la santé en ligne) - Créer et développer des outils et des services TIC régionaux visant à améliorer la prévention, le diagnostic et le traitement des maladies, ainsi que la gestion des habitudes de vie qui ont une incidence sur la santé	<b>Objectif 3, S.O 6.2, Priorité 8</b> - Promouvoir l'utilisation des données, de la recherche et des technologies numériques dans le domaine de la santé	450 000,00

Programme / projets	Alignement avec le STYIP	Budget en \$US
48. Études de faisabilité pour le développement de réseaux de services de santé en ligne afin de relier les patients aux services de santé	<b>Objectif 3, S.O 6.2, Priorité 8</b> - Promouvoir l'utilisation des données, de la recherche et des technologies numériques dans le domaine de la santé	360 000 000,00
49. Promouvoir et faciliter les compétences en matière de santé numérique dans les programmes d'enseignement et de formation de tous les professionnels de la santé et travailleurs assimilés	<b>Objectif 2, OS 6.1, Priorité 2</b> - Compétences numériques dans le cadre des réformes de l'éducation des professionnels de la santé	13 000 000
50. Renforcer la gouvernance de la santé numérique aux niveaux national et international en tirant parti des structures existantes et, le cas échéant, en créant des structures de gouvernance durables et solides, y compris des cadres réglementaires, ainsi que la capacité de mettre en œuvre des solutions de santé numérique fondées sur des données probantes et éprouvées aux niveaux mondial et national	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 4</b> - Améliorer la gouvernance, la politique et les systèmes réglementaires	357 000,00
51. Développer des formations en santé numérique ou des cours en ligne ouverts à tous pour améliorer les connaissances en matière de santé numérique	<b>Objectif 2, OS 6.1, Priorité 2</b> - Promouvoir l'apprentissage ouvert et les cadres de formation numérique	1 500 000,00
52. Créer une campagne de communication régionale et continentale pour sensibiliser les gens aux avantages des solutions de santé numérique et à l'utilisation de leurs données pour la recherche d'intérêt public, et promouvoir ainsi la vision des gens en tant qu'acteurs de l'innovation	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 8</b> - Promouvoir l'utilisation des données, de la recherche et des technologies numériques dans le domaine de la santé	600 000,00
53. En collaboration avec le CDC Afrique, développer un mécanisme régional/continental pour le partage transfrontalier d'informations	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 9</b> - Améliorer la coordination et l'harmonisation des politiques et des systèmes de santé	250 000,00
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>362 907 000,00</b>
<b>Domaine de résultats clés - Améliorer la préparation à la pandémie</b>		
54. Développer des systèmes régionaux de suivi des épidémies et des pandémies pour toutes les communautés économiques régionales	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 6</b> - Renforcer les institutions de santé publique et les systèmes de surveillance	40 000 000,00
55. Soutien à la préparation à la pandémie dans la région CAE	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 6</b> - Renforcer les institutions de santé publique et les systèmes de surveillance	2 500 000,00
56. Mettre en place un système national intégré de surveillance des maladies pour les États membres de l'UA	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 6</b> - Renforcer les institutions de santé publique et les systèmes de surveillance	233 600 000,00
57. Renforcer la gestion des risques de catastrophes dans les CER	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 6</b> - Renforcer les institutions de santé publique et les systèmes de surveillance	4 600 000,00
58. Offrir une expertise technique et des capacités dans le but général d'améliorer le soutien aux États membres en matière de préparation aux pandémies	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 6</b> - Renforcer les institutions de santé publique et les systèmes de surveillance	245 000,00
59. Soutenir une approche uniforme, efficace, responsable et équilibrée de la préparation à la pandémie au niveau des gouvernements régionaux et nationaux	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 6</b> - Renforcer les institutions de santé publique et les systèmes de surveillance	13 000 000,00

Programme / projets		Alignement avec le STYIP	Budget en \$US
60.	Collaborer entre les secteurs concernés par la prévention et la lutte contre les épidémies de maladies infectieuses d'intérêt pour la santé publique dans l'esprit de l'initiative "Une seule santé"	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 6</b> - Renforcer les institutions de santé publique et les systèmes de surveillance	175 000,00
61.	Évaluer les capacités de réaction régionales et nationales et l'état d'avancement de la mise en œuvre du règlement sanitaire international (RSI) de l'OMS	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 6</b> - Renforcer les institutions de santé publique et les systèmes de surveillance	650 000,00
62.	Renforcer la capacité des États membres à détecter les agents pathogènes de niveau de biosécurité 3 et 4 et à y réagir	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 6</b> - Renforcer les institutions de santé publique et les systèmes de surveillance	8 000 000,00
63.	Acquisition d'unités et d'équipements de laboratoires mobiles (y compris des équipements à des fins de formation, y compris le soutien à l'acquisition et à l'installation de systèmes TIC/ Webex et d'équipements de vidéo/ téléprésence)	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 6</b> - Renforcer les institutions de santé publique et les systèmes de surveillance	24 000 000,00
64.	Mise au point et acquisition de tests permettant de détecter les différents agents pathogènes par l'intermédiaire des laboratoires nationaux de référence en matière de santé publique (LNRSP) dans chacun des États membres	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 6</b> - Renforcer les institutions de santé publique et les systèmes de surveillance	11 000 000,00
65.	Renforcer la capacité des États membres à détecter les agents pathogènes de niveau de biosécurité 3 et 4 et à y réagir	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 6</b> - Renforcer les institutions de santé publique et les systèmes de surveillance	19 250 000,00
66.	Acquisition d'unités et d'équipements de laboratoires mobiles (y compris des équipements à des fins de formation, y compris le soutien à l'acquisition et à l'installation de systèmes TIC/ Webex et d'équipements de vidéo/ téléprésence)	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 6</b> - Renforcer les institutions de santé publique et les systèmes de surveillance	91 170 000,00
67.	Accélérateur africain de fabrication de vaccins (soutien aux installations de traction à l'échelle du continent, renforcement de la réglementation, main-d'œuvre, approvisionnement)	<b>Objectif 3</b> : des citoyens en bonne santé et bien nourris OS 6.2 : Garantir une vie saine et promouvoir la nutrition grâce à des systèmes de surveillance génomique améliorés	7 000 000,00
68.	Programme de bourses de recherche en génomique des pathogènes et en bio-informatique du CDC Afrique	<b>Objectif 2</b> : des citoyens qualifiés dotés de solides capacités en matière de STI <b>Objectif 3</b> : Innovation en matière de santé publique et réaction aux épidémies <b>OS 6.1</b> : Éduquer et former les citoyens par la science et l'innovation <b>OS 6.2</b> : Garantir une vie saine et promouvoir la nutrition	10 000 000,00
69.	Nœuds régionaux de soutien bioinformatique pour les laboratoires nationaux de santé publique (aider les laboratoires nationaux de santé publique (LNSP) à analyser les données génomiques en temps réel, à se former et à prendre des décisions en matière de surveillance)	<b>Objectif 3</b> : Des citoyens en bonne santé et bien nourris OS 6.2 : Garantir une vie saine et promouvoir la nutrition en renforçant les institutions de santé publique et les systèmes de surveillance	3 410 000,00
<b>SOUS-TOTAL</b>			<b>222 000 000,00</b>

Programme / projets		Alignement avec le STYIP	Budget en \$US
<b>Domaine de résultats clés - Stimuler la production locale de produits médicaux</b>			
70.	Améliorer l'accès à des médicaments, vaccins et autres technologies de santé sûrs, efficaces et abordables, en mettant l'accent sur les maladies prévalentes telles que le paludisme, la tuberculose, le VIH/sida, les maladies non transmissibles (MNT) et d'autres maladies à forte charge de morbidité	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 5</b> - Améliorer l'accès à des médicaments, vaccins et autres technologies de santé sûrs, efficaces et abordables	13 750 000,00
71.	Entreprendre une évaluation scientifique conjointe de la sécurité, de la qualité et de l'efficacité des produits médicaux sur le marché africain afin de protéger la population contre les médicaments de qualité inférieure et les médicaments falsifiés	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 5</b> - Améliorer l'accès à des médicaments, vaccins et autres technologies de santé sûrs, efficaces et abordables	600 000,00
72.	Développement du capital humain et renforcement des capacités (production et gestion d'entreprise)	<b>Objectif 1, OS 2.2, Priorité 1</b> - Développer et renforcer les compétences techniques et entrepreneuriales nécessaires à l'industrialisation, en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes	2 300 000,00
73.	Partenariat de recherche et développement entre l'industrie, les universités et les instituts de recherche. La recherche visera également à soutenir la recherche sur les médicaments traditionnels et la commercialisation des médicaments traditionnels fabriqués localement et la commercialisation des produits de médecine traditionnelle fabriqués localement, tant au niveau local qu'international	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 10</b> - Promouvoir la recherche, l'innovation et le développement de la médecine traditionnelle africaine et l'intégrer dans les systèmes de santé et les marchés nationaux	560 000,00
74.	Partenariats de transfert de technologie entre les entreprises locales et les partenaires extérieurs	<b>Objectif 1, OS 2.2, Priorité 3</b> - Promouvoir le développement, l'acquisition et le transfert de technologies pour soutenir l'industrialisation	620 000,00
75.	Développement de la stratégie par pays	<b>Objectif 1, OS 2.2, Priorité 4</b> - Promouvoir l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique et d'une stratégie industrielles harmonisées	9 000 000,00
76.	Parrainage d'une formation formelle	<b>Objectif 1, OS 2.2, Priorité 1</b> - Développer et renforcer les compétences techniques et entrepreneuriales nécessaires à l'industrialisation, en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes	1 800 000,00
77.	Cours de formation en groupe dans le pays à travers différentes dimensions	<b>Objectif 1, OS 2.2, Priorité 1</b> - Développer et renforcer les compétences techniques et entrepreneuriales nécessaires à l'industrialisation, en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes	4 760 000,00
78.	Plate-forme de relations commerciales pour améliorer la mise en réseau et la commercialisation des produits de médecine traditionnelle fabriqués localement, tant au niveau local qu'international	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 10</b> - Promouvoir la recherche, l'innovation et le développement de la médecine traditionnelle africaine et l'intégrer dans les systèmes de santé et les marchés nationaux	570 000,00
79.	Réunions du comité technique	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 5</b> - Améliorer l'accès à des médicaments, vaccins et autres technologies de santé sûrs, efficaces et abordables	360 000,00
80.	Soutien aux entreprises de premier plan en vue de leur préqualification	<b>Objectif 1, OS 2.2, Priorité 2</b> - Renforcer les liens et l'intégration entre l'industrie et les systèmes de recherche/innovation pour la création de valeur ajoutée	2 000 000,00
81.	Renforcer les liens (par exemple entre les entreprises, les régulateurs et l'industrie, l'industrie et le monde universitaire) et améliorer la mise en réseau dans les industries médicales et pharmaceutiques	<b>Objectif 1, OS 2.2, Priorité 3</b> - Promouvoir le développement, l'acquisition et le transfert de technologies pour soutenir l'industrialisation	121 620 000,00

Programme / projets		Alignement avec le STYIP	Budget en \$US
82.	Promotion de l'innovation et de la production locale d'équipements médicaux	<b>Objectif 1, OS 2.2, Priorité 3</b> - Localiser les capacités de fabrication des produits de santé stratégiques	5 000 000,00
83.	Défense des intérêts politiques en matière de commerce, d'investissement et d'initiatives visant à façonner le marché	<b>Objectif 1, OS 2.2, Priorité 4</b> - Promouvoir l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique et d'une stratégie industrielles harmonisées	500 000,00
84.	Fonds régional d'innovation pour les IPA ( Établir des sites de production modulaires d'ingrédients pharmaceutiques actifs (IPA) dans 5 zones économiques régionales (CEDEAO, EAC, SADC, COMESA, UMA)	<b>Objectif 1, OS 2.2, Priorité 3</b> - Acquisition et transfert de technologies <b>Objectif 4</b> - Transformer les économies et les capacités industrielles	50 000 000,00
85.	Soutenir l'opérationnalisation de l'Agence africaine des médicaments (AMA)	<b>Objectif 1, OS 2.2, Priorité 4</b> - Politique industrielle et sanitaire harmonisée <b>Objectif 3</b> - Innovation et gouvernance en matière de santé	30 000 000,00
86.	Partenariats de R&D biomédicale et de transfert de technologie en matière de vaccins	<b>Objectif 2, OS 6.1</b> - Des citoyens éduqués et qualifiés <b>Objectif 3, OS 6.2</b> - Améliorer la production locale de biens sanitaires essentiels	33 000 000,00
87.	Chaîne d'approvisionnement pharmaceutique et infrastructure d'approvisionnement groupé	<b>Objectif 3, OS 6.2, Priorité 5</b> - Améliorer l'accès à des médicaments sûrs et abordables <b>Objectif 4</b> - Systèmes d'approvisionnement efficaces et intégrés	40 000 000,00
88.	Programme de mise à niveau des laboratoires et de la main-d'œuvre dans le domaine des BPF à l'échelle de l'UA (formation de 500 spécialistes des BPF dans le secteur pharmaceutique et mise à niveau de 20 laboratoires universitaires)	<b>Objectif 1, OS 2.2, Priorité 1</b> - Développement du capital humain <b>Objectif 2</b> - Des citoyens qualifiés dans les STI	60 000 000,00
89.	Facilité régionale de co-investissement pour les usines pharmaceutiques (co-investissement de départ pour 6 à 8 centres régionaux de production de médicaments (médicaments génériques, injectables, médicaments pour la mère et l'enfant)	<b>Objectif 4, OS 1.2</b> - Transformer les économies <b>Objectif 3, OS 6.2</b> - Renforcer la souveraineté pharmaceutique	213 543 000,00
<b>SOUS-TOTAL</b>			<b>584 983 000,00</b>
<b>TOTAL</b>			<b>21 000 000 000,00</b>



# INFRASTRUCTURES

Programme / Projet		Alignement avec le STYIP	Budget (US\$)
<b>KRA - Activités de renforcement des capacités pour le développement des infrastructures</b>			
<b>Amélioration des compétences techniques</b>			
1.	Ateliers techniques et programmes de formation	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer les compétences, l'esprit d'entreprise, la science, la technologie et les capacités d'innovation des jeunes et des femmes d'Afrique	10 000 000,00
2.	Ateliers régionaux sur l'harmonisation des politiques, des lignes directrices, etc. sur les projets d'infrastructure	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	3 200 000,00
3.	Frais d'établissement pour chaque centre couvrant l'infrastructure, l'équipement, le personnel initial et les subventions de recherche	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer les compétences, l'esprit d'entreprise, la science, la technologie et les capacités d'innovation des jeunes et des femmes d'Afrique	50 000 000,00
4.	Élaborer une stratégie tripartite de développement des corridors	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	85 000,00
5.	Élaborer un plan directeur tripartite pour le transport routier et mettre à jour le plan d'implantation des ponts-bascules régionaux	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	260 000,00
6.	Accueil ou envoi d'experts pour partager leur expertise sur le développement des infrastructures	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer les compétences, l'esprit d'entreprise, la science, la technologie et les capacités d'innovation des jeunes et des femmes d'Afrique	10 000 000,00
7.	L'éducation et l'innovation dans les technologies ferroviaires à grande vitesse et d'autres domaines connexes par le biais de la formation, de la recherche et du développement, en particulier pour la jeunesse africaine	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer les compétences, l'esprit d'entreprise, la science, la technologie et les capacités d'innovation des jeunes et des femmes d'Afrique	2 000 000,00
8.	Séminaire sur les infrastructures résilientes au changement climatique	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	4 000 000,00
9.	Ateliers	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer les compétences, l'esprit d'entreprise, la science, la technologie et les capacités d'innovation des jeunes et des femmes d'Afrique	3 000 000,00
10.	Renforcement des capacités des États partenaires dans la gestion des OSBP opérationnels	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer les compétences, l'esprit d'entreprise, la science, la technologie et les capacités d'innovation pour les jeunes et les femmes d'Afrique	450 000,00
11.	Formation aux compétences numériques pour une infrastructure moderne	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer les compétences, l'esprit d'entreprise, la science, la technologie et les capacités d'innovation des jeunes et des femmes d'Afrique	150 000,00
12.	Formation sur les programmes juridiques et financiers	<b>Objectif 3 : OS 3.2</b> - Améliorer la transparence et la responsabilité dans la fourniture des services publics	2 000 000,00
13.	Révision de la loi sur l'OSBP de la CAE pour tenir compte des nouvelles adhésions et des changements technologiques	<b>Objectif 3 : OS 3.1</b> - Renforcer les valeurs et les pratiques démocratiques, les principes universels des droits de l'homme, la justice et l'État de droit	50 000,00
14.	Élaborer des accords bilatéraux OSBP et fournir une assistance technique aux États membres qui ne disposent pas de lois et de règlements OSBP afin qu'ils adoptent des lois nationales OSBP pertinentes	<b>Objectif 4 : OS 4.2</b> - Renforcer les politiques et les institutions pour une mise en œuvre efficace de l'Agenda 2063	150 000,00
15.	Organiser des ateliers (30000 par atelier, 10 par an)	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer les compétences, l'esprit d'entreprise, la science, la technologie et les capacités d'innovation des jeunes et des femmes d'Afrique	1 500 000,00
16.	Amélioration de la gouvernance des transports et de l'énergie	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	

Programme / Projet		Alignement avec le STYIP	Budget (US\$)
17.	Formation aux compétences numériques pour une infrastructure moderne	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer les compétences, l'esprit d'entreprise, la science, la technologie et les capacités d'innovation des jeunes et des femmes d'Afrique	5 000 000,00
18.	Engagements avec les parties prenantes dans le développement des infrastructures (30000 par séminaire, 10 par an)	<b>Objectif 4 : OS 4.2</b> - Renforcer les politiques et les institutions pour une mise en œuvre efficace de l'Agenda 2063	1 500 000,00
<b>SOUS-TOTAL SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS</b>			<b>93 345 000,00</b>
<b>KRA - Création d'un mécanisme de financement pour la préparation des projets</b>			
19.	Mise en place du mécanisme de financement de la préparation des projets	<b>Objectif 4 : OS 4.2</b> - Renforcer les politiques et les institutions pour une mise en œuvre efficace de l'Agenda 2063	2 300 000,00
20.	Mobilisation de ressources pour le capital d'amorçage du mécanisme de financement de la préparation des projets	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer les compétences, l'esprit d'entreprise, la science, la technologie et les capacités d'innovation des jeunes et des femmes d'Afrique	250 000,00
21.	Consultations et engagements des parties prenantes	<b>Objectif 4 : OS 4.2</b> - Renforcer les politiques et les institutions pour une mise en œuvre efficace de l'Agenda 2063	300 000,00
22.	Recueillir des informations en retour et des points de vue sur la conception et le fonctionnement du PPF	<b>Objectif 4 : OS 4.2</b> - Renforcer les politiques et les institutions pour une mise en œuvre efficace de l'Agenda 2063	150 000,00
23.	Projet de lignes directrices opérationnelles et de gouvernance du fonds	<b>Objectif 3 : OS 3.2</b> - Améliorer la transparence et la responsabilité dans la fourniture des services publics	80 000,00
24.	Cartographie des processus, documentation et mise en place du système	<b>Objectif 4 : OS 4.2</b> - Renforcer les politiques et les institutions pour une mise en œuvre efficace de l'Agenda 2063	150 000,00
25.	Campagnes de collecte de fonds, engagement des donateurs et planification financière	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer les compétences, l'esprit d'entreprise, la science, la technologie et les capacités d'innovation des jeunes et des femmes d'Afrique	250 000,00
26.	Mettre en place des mécanismes de contribution et de gestion financière	<b>Objectif 3 : OS 3.2</b> - Améliorer la transparence et la responsabilité dans la prestation des services publics	65 000,00
27.	Programmes de formation, ateliers et matériel	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer les compétences, l'esprit d'entreprise, la science, la technologie et les capacités d'innovation des jeunes et des femmes d'Afrique	400 000,00
28.	Identification des projets, engagement et assistance technique	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	300 000,00
29.	Élaborer des outils et des modèles pour la préparation et l'évaluation des projets	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	150 000,00
30.	Développement du port de Beira	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	88 900 000,00
31.	Projet de transport et de services maritimes Praia-Dakar	<b>Objectif 6 : OS 6.2</b> - Promouvoir le développement de l'économie bleue/océanique et des ressources en eau intérieures	57 200 000,00
32.	Établissement d'une ligne de navigation entre le lac Victoria et la mer Méditerranée - Étude de faisabilité phase 2 (VICMED)	<b>Objectif 6 : OS 6.2</b> - Promouvoir le développement de l'économie bleue/océanique et des ressources en eau intérieures	11 700 000,00
33.	Transport fluvial Akagera	<b>Objectif 6 : OS 6.2</b> - Promouvoir le développement de l'économie bleue/océanique et des ressources en eau intérieures	298 000 000,00
34.	Autoroute de Bousalemn en Tunisie à la frontière algérienne	<b>But 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre des projets et services d'infrastructure intégrés	81 470 000,00
35.	Autoroute reliant la partie terminale de l'autoroute Fès-Oujda à l'autoroute algérienne Est-Ouest	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	140 000 000,00
36.	Liaison maritime entre les îles Comores	<b>Objectif 6 : OS 6.2</b> - Promouvoir le développement de l'économie bleue/océanique et des ressources en eau intérieures	56 000 000,00

Programme / Projet		Alignement avec le STYIP	Budget (US\$)
37.	Construction d'un pont sur la rivière Oubangui, développement des chaînons manquants dans les corridors routiers Bangui-Kisangani-Kampala et Kisangani-Bujumbura, et facilitation du transport, du commerce et du transit le long des deux corridors	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	490 000 000,00
38.	Rihaid El Birdi - Om Dafug	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	103 000 000,00
39.	Préparation du projet de création d'OSBP et de JBP	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	-
40.	Mise en place d'un système de suivi et d'évaluation, collecte de données et outils d'établissement de rapports	<b>Objectif 4 : OS 4.2</b> - Renforcer les politiques et les institutions pour une mise en œuvre efficace de l'Agenda 2063	250 000,00
41.	Campagnes, matériel et plateformes de communication	<b>Objectif 4 : OS 4.2</b> - Renforcer les politiques et les institutions pour une mise en œuvre efficace de l'Agenda 2063	200 000,00
42.	Examens périodiques, audits et initiatives d'amélioration	<b>Objectif 3 : OS 3.2</b> - Améliorer la transparence et la responsabilité dans la prestation des services publics	150 000,00
43.	Construction d'une jetée pétrolière et des installations de stockage associées à Albion, Maurice	<b>Objectif 6 : OS 6.2</b> - Promouvoir le développement de l'économie bleue/océanique et des ressources en eau intérieures	840 000 000,00
44.	Projet de ligne de transmission Masaka - Mwanza	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	325 000 000,00
45.	Construction du projet hydroélectrique Ruzizi IV de 287 MW	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	712 000 000,00
46.	L'oléoduc LAPSET prévoit de transporter le pétrole brut produit dans les champs pétrolifères du Sud-Soudan et de Lokichar (Kenya) jusqu'au port de Lamu (Kenya)	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	500 000 000,00
47.	Projet hydroélectrique de Luapula	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité de l'environnement, la résilience climatique et les économies vertes	540 000 000,00
48.	Développement du site hydroélectrique de Chollet et des lignes de transmission associées	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	2 000 000 000,00
49.	Projet hydroélectrique de Baynes	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	130 000 000,00
50.	Interconnexion électrique régionale entre l'Égypte et la Libye, première étape de l'achèvement de l'interconnexion électrique régionale de l'Afrique du Nord	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	300 000 000,00
51.	Réseau électrique entre l'Égypte et le Soudan, première étape de l'interconnexion électrique continentale par la route Le Caire - Le Cap Centrales hydroélectriques de Louga 1 et 2 (246 MW)	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	2 000 000 000,00
52.	Interconnecteur de transmission INGA 3	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	3 640 000 000,00
53.	Aménagement des sites hydroélectriques BAC et LOTEMO sur la rivière Lobaye et ouvrages connexes en RCA	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	408 000 000,00

Programme / Projet		Alignement avec le STYIP	Budget (US\$)
54.	Programme d'appui à l'investissement dans le secteur de l'eau en Afrique continentale (AIP) sur les projets d'investissement dans le secteur de l'eau transfrontalière : Investissements transfrontaliers et régionaux intégrés dans le domaine de l'eau, de la santé, de l'énergie et de la sécurité alimentaire (WHEF)	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	1 860 000 000,00
55.	Construction du barrage et développement de la centrale hydroélectrique de Palambo	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	3 000 000 000,00
56.	Projet de transfert d'eau entre le Lesotho et le Botswana	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	3 000 000 000,00
57.	Programme d'appui à la facilitation du transport par voies navigables, à la sécurisation de la navigation fluviale et à la gestion durable des ressources en eau dans le bassin du Congo	<b>Objectif 6 : OS 6.2</b> - Promouvoir le développement de l'économie bleue/océanique et des ressources en eau intérieures	93 800 000,00
58.	Barrage polyvalent de Noubiel	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	169 000 000,00
59.	Barrage polyvalent sur la rivière Dawa	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	12 000 000,00
60.	Études de faisabilité et d'approfondissement sur le développement du lac Tchad	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	21 600 000,00
61.	Projet d'approvisionnement en eau des hauts plateaux du Lesotho, phase II	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	4 000 000,00
62.	Barrage de Noordoewer/Vioolsdrift	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	501 000 000,00
63.	Projet de développement du barrage polyvalent de Fomi	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	55 000 000,00
64.	Projet d'approvisionnement en eau à Antanambao Manampotsy (région Atsinanana)	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	88 000 000,00
65.	Utilisation de l'énergie solaire et éolienne pour extraire l'eau souterraine dans les puits pastoraux de la région occidentale de la plaine de Jafara	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	400 000,00
66.	Mobilisation et transfert d'eau du barrage de Bria vers le lac Tchad	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	26 000 000,00
67.	Développement d'infrastructures de centres de données à la base de l'économie numérique	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer les compétences, l'esprit d'entreprise, la science, la technologie et les capacités d'innovation des jeunes et des femmes d'Afrique	100 000 000,00
68.	Section soudanaise de la composante de connectivité par fibre optique du corridor entre le port du Soudan et Doula	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	55 000 000,00
69.	Développement des axes Walvis Bay - Windhoek et Windhoek Gaborone (L35, L36)	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	36 000 000,00
70.	Développement de la liaison ferroviaire Da es Salaam - Kigali	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	42 000 000,00
71.	Projet ferroviaire du Lapset	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer les compétences, l'esprit d'entreprise, la science, la technologie et les capacités d'innovation des jeunes et des femmes d'Afrique	12 000 000 000,00
<b>SOUS-TOTAL SUR LA PRÉPARATION DU PROJET</b>			<b>30 793 065 000,00</b>

Programme / Projet		Alignement avec le STYIP	Budget (US\$)
<b>ARK - Connectivité des transports (terrestres, aériens et maritimes)</b>			
72.	Développement des axes Walvis Bay - Windhoek et Windhoek Gaborone (L35, L36)	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	6 783 799 572,00
73.	Développement de la liaison ferroviaire Dar es Salaam - Kigali	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	9 090 000 000,00
74.	Dakar Bamako Railway	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	1 000 000 000,00
75.	Corridor Djibouti - Libreville (2 366 km)	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	5 277 000 000,00
76.	Corridor Dakar - Ndjamena - Djibouti (5 139 km)	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	14 050 000 000,00
77.	Chemin de fer Cotonou Niamey - Ouagadougou - Abidjan (2 891 km, dont 1 234 km à construire et 1 657 km à réhabiliter)	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	5 022 000 000,00
78.	Construction du Corridor Central Standard Gauge Rail (SGR) Dar es Salaam - Isaka - Mwanza et Isaka - Kigali/Keza - Gitega - Musongati/ Tabora - Kigoma/Uvinza - Musongati - Gitega (avec extension vers l'Est de la RDC)	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	3 240 000 000,00
79.	Construction d'un chemin de fer à écartement standard (SGR) de Mtwara/Mbamaba - Liganga à Mchuchuma	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	5 500 000 000,00
80.	Construction d'un chemin de fer à écartement standard (SGR) : Ligne Mombasa - Nairobi - Malaba - Kampala - Kigali avec Malaba - Nimule - Juba	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	19 200 000 000,00
81.	Doublement de la RN06 entre Mascara et Béchar (plus de 500 km) et de la RN50 entre Béchar et la frontière algéro-mauritanienne (plus de 1 700 km)	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	5 120 000 000,00
<b>SOUS-TOTAL SUR LE TRANSPORT FERROVIAIRE</b>			<b>74,282,799,572,00</b>
<b>Domaine de résultats clés - Transport routier</b>			
82.	Corridor Dakar - Ndjamena - Djibouti Autoroute transafricaine (TAH) 6 \$ 7	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	2 205 000 000,00
83.	Corridor Djibouti - Libreville (2 143km)	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	2 094 000 000,00
84.	Construction des routes multinationales suivantes: <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Kenya/Tanzanie : Arusha - Holili (100 km)</li> <li>&gt; Ouganda/Tanzanie : Masaka - Mutukula/Bugene - Kasulo (75 km)</li> <li>&gt; Kenya/Tanzanie : Malindi - Lunga Lunga (150km)/Tanga - Bagamoyo (73 km)</li> </ul>	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	253 952 000,00
85.	Construction des OSBP suivants <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Kenya/Ouganda : Lwakhakha.</li> <li>&gt; Ouganda/Soudan du Sud : Elegu/ Nimule</li> <li>&gt; Kenya/Tanzanie : Loitoktok/ Tarakea</li> <li>&gt; Ouganda/RDC : Mpondwe</li> <li>&gt; Tanzanie/Burundi : Mabamba/ Gisuru</li> </ul>	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	100 000 000,00

Programme / Projet		Alignement avec le STYIP	Budget (US\$)
86.	Construction des OSBP suivants <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; Mamuno/Trans Kalahari Botswana/ Namibie</li> <li>&gt; Katima Mlilo/Sesheke Namibie/ Zambie</li> <li>&gt; Kasumbalesa RDC/Zambie</li> <li>&gt; Oshikango/Santa Clara Namibie/ Angola</li> </ul>	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	80 000 000,00
87.	Construction des liaisons routières suivantes sur le NSC <ul style="list-style-type: none"> <li>i) Zimbabwe : Route Harare-Nyamapanda (238 km)</li> </ul>	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	285 600 000,00
88.	ii) Zambie: Livingstone-Kazungula-Sesheke (192 km)	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	230 400 000,00
89.	iii) Botswana: Francistown-Nata (190 km)	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	228 000 000,00
90.	iv) Zimbabwe: Bulawayo-Victoria Falls (439 km)	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	285 600 000,00
91.	Construction d'un pont sur la rivière Oubangui, développement des chaînons manquants dans les corridors routiers Bangui-Kisangani-Kampala et Kisangani-Bujumbura, et facilitation du transport, du commerce et du transit le long des deux corridors	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	3 500 000 000,00
92.	El Fasher - Kabkabiya - El Geneina - Adri	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	262 400 000,00
93.	Autoroute alternative libyenne	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	700 000 000,00
94.	Modernisation de la RN01 (Transsaharienne) entre Ghardaïa et Tamenrasset	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	500 000 000,00
95.	Corridor de transport multimodal Praia - Dakar - Abidjan	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	21 000 000 000,00
96.	Projet de construction du pont sur le fleuve Ntem situé sur la route transnationale Kribi-Campo-Bata reliant la République du Cameroun et la République de Guinée équatoriale	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	447 300 000,00
97.	Réhabilitation, modernisation et amélioration des services de la ligne ferroviaire trans-maghrébine	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	4 000 000 000,00
98.	Projet de boucle ferroviaire régionale Abidjan - Ouagadougou - Niamey - Cotonou - Lomé	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	5 400 000 000,00
99.	Mise en place de routes rurales pour améliorer les échanges et les marchés de produits agricoles et réduire les pertes post-récolte	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	10 000 000 000,00
100.	Améliorer et étendre les infrastructures de transport, y compris les aéroports, les routes et les installations de transport public afin de faciliter l'accès des touristes (2 000 km à travers le continent dans les zones touristiques)	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	2 800 000 000,00
101.	Programme tripartite de gouvernance routière	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	12 000 000,00

Programme / Projet		Alignement avec le STYIP	Budget (US\$)
102.	Préparation du projet et construction des chaînons manquants de la route transafricaine	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	46 000 000 000,00
103.	Programme de revitalisation du transport aérien en Afrique, aligné sur la décision de Yamoussoukro (YD) et le marché unique du transport aérien en Afrique (SAATM)	<b>Objectif 2 : OS 2.2</b> - Faciliter la circulation des biens, des personnes et des services grâce aux infrastructures régionales et continentales	250 000 000,00
104.	Développement de corridors stratégiques	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	873 900 000,00
<b>SOUS-TOTAL SUR LE TRANSPORT ROUTIER</b>			<b>101 508 152 000,00</b>
<b>Key Result Area – Maritime Transport</b>			
105.	Création de l'Autorité africaine de transport maritime	<b>Objectif 6 : OS 6.2</b> - Promouvoir le développement de l'économie bleue/océanique et des ressources en eau intérieures	100 000 000,00
106.	Modernisation et expansion des ports (20 ports stratégiques)	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre des projets et services d'infrastructure intégrés	2 000 000 000,00
107.	Développement d'un corridor maritime interconnecté	<b>Objectif 6 : OS 6.2</b> - Promouvoir le développement de l'économie bleue/océanique et des ressources en eau intérieures	100 000 000,00
108.	Renforcement de la sécurité maritime (surveillance, lutte contre la piraterie)	<b>Objectif 6 : OS 6.2</b> - Promouvoir le développement de l'économie bleue/océanique et des ressources en eau intérieures	500 000 000,00
109.	Registre des navires africains et base de données maritimes	<b>Objectif 6 : OS 6.2</b> - Promouvoir le développement de l'économie bleue/océanique et des ressources en eau intérieures	150 000 000,00
110.	Académies de formation aux professions maritimes	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer les compétences, l'esprit d'entreprise, la science, la technologie et les capacités d'innovation des jeunes et des femmes d'Afrique	300 000 000,00
111.	Infrastructure de construction navale et de cale sèche	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	750 000 000,00
112.	Réseaux régionaux de ferry et de cabotage	<b>Objectif 6 : OS 6.2</b> - Promouvoir le développement de l'économie bleue/océanique et des ressources en eau intérieures	400 000 000,00
113.	Cadre juridique et réglementaire maritime harmonisé	<b>Objectif 3 : OS 3.1</b> - Renforcer les cadres juridiques et politiques pour un développement inclusif et équitable	50 000,00
114.	Système numérique de logistique et de suivi maritimes	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer les compétences, l'esprit d'entreprise, la science, la technologie et les capacités d'innovation des jeunes et des femmes d'Afrique	250 000 000,00
<b>SOUS-TOTAL SUR LE TRANSPORT MARITIME</b>			<b>4 550 050 000,00</b>
<b>SOUS-TOTAL SUR LE TRANSPORT</b>			<b>180 341 001 572,00</b>
<b>ARK - Énergie</b>			
115.	Gazoduc ouest-africain	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	1 900 000 000,00
116.	Projet de plan directeur régional pour le gaz 2023-2038 pour l'Afrique australe	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	8 300 000 000,00
117.	Soutien aux projets de parcs solaires de la WAPP dans toutes les CER	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	2 000 000 000,00
118.	Mise en œuvre des projets du plan directeur régional pour le gaz 2023-2038 pour la SADC	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	8 400 000 000,00
119.	Projet d'interconnexion entre le Zimbabwe, la Zambie, le Botswana et la Namibie (ZIZABONA)	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	240 000 000,00
120.	Projet de réseau de transport d'énergie verte en Afrique de l'Est 6 - Guba (Éthiopie) - Khartoum (Soudan)	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	670 000 000,00
121.	Intégration des réseaux électriques entre : Inga - Cabinda et Point Noire	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	160 000 000,00
122.	Projet de centrale hydroélectrique de Mambilla (3 050 MW)	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	5 800 000 000,00

Programme / Projet	Alignement avec le STYIP	Budget (US\$)
123. Aménagement des sites hydroélectriques de Booue et de Tsengue-Leledi, et construction des lignes de transport associées	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	1 800 000 000,00
124. Projet hydroélectrique de Baynes	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	1 300 000 000,00
125. Grand INGA Phase 1	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	12 000 000 000,00
126. Mise en œuvre de la stratégie et du plan d'action pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (REESAP) 2016-2030	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	100 000 000 000,00
<b>SOUS-TOTAL SUR L'ÉNERGIE</b>		<b>142 570 000 000,00</b>
<b>Domaine de résultats clés - Eau et assainissement</b>		
127. Nexus eau-énergie-agriculture dans la gestion intégrée des ressources en eau dans les pays du Maghreb	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	2 000 000,00
128. Mise en place d'un système modèle d'approvisionnement en eau à Nadapal, une zone transfrontalière située entre le Kenya, le Sud-Soudan, l'Ouganda et l'Éthiopie. Approvisionnement en eau des communautés	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	40 500 000,00
129. Projet de transfert d'eau entre le Lesotho et le Botswana (Lesotho, Afrique du Sud et Botswana)	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	3 000 000 000,00
130. Projet de développement du bassin de la rivière Songwe (Malawi & Tanzanie)	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	829 000 000,00
131. Barrage de Noordoewer-Vioolsdrift (Namibie & Afrique du Sud)	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	501 000 000,00
132. Projet transfrontalier d'approvisionnement en eau et d'assainissement de Nakonde/Tunduma et Kasumbalesa (Zambie, Tanzanie, RDC)	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	94 000 000,00
133. Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement de Chirundu et Beitbridge/Musina (Zambie, Zimbabwe, Afrique du Sud)	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	24 000 000,00
134. Utilisation de l'énergie solaire et éolienne pour extraire l'eau souterraine dans les zones rurales afin de fournir de l'eau potable aux communautés rurales et d'améliorer l'agriculture intelligente (100 000 installations d'eau à 27 000 euros chacune)	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	270 000 000,00
135. Programme pilote sur la fourniture d'eau et d'installations sanitaires en milieu rural (puits de forage avec pompe solaire, panneaux solaires, batteries et clôture de sécurité) (500 sites)	<b>Objectif 7 : OS 6.1</b> - Promouvoir la durabilité environnementale, la résilience climatique et les économies vertes	13 500 000,00
<b>SOUS-TOTAL EAU ET ASSAINISSEMENT</b>		<b>4 774 000 000,00</b>

Programme / Projet		Alignement avec le STYIP	Budget (US\$)
<b>Domaine de résultats clé - Infrastructure numérique</b>			
136.	Centre de données neutre de la SADC	<b>Objectif 1 : OS 1.1</b> - Développer les compétences, l'esprit d'entreprise, la science, la technologie et les capacités d'innovation des jeunes et des femmes d'Afrique	10 000 000,00
137.	Points de contact transfrontaliers en fibre optique sous-marine, centre régional intelligent et centre de données (Lapsset Corridor)	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	70 000 000,00
138.	Plate-forme régionale de cybersécurité, axée sur le renforcement des capacités et le partage d'informations - mise en place d'une CERT régionale (IGAD)	<b>Objectif 3 : OS 3.3</b> - Mettre en place des cadres de gouvernance numérique inclusifs et responsables	50 000 000,00
139.	Harmonisation des politiques réglementaires et assistance technique (nationale et régionale) : protection des données, données ouvertes, normalisation	<b>Objectif 3 : OS 3.1</b> - Renforcer les cadres juridiques et politiques pour un développement inclusif et équitable	3 000 000,00
140.	Développement d'une infrastructure à clé publique régionale pour les plates-formes de protection des informations sur les infrastructures critiques et les cadres juridiques en vue de l'établissement d'une certification de l'autorité racine de l'IGAD	<b>Objectif 3 : OS 3.3</b> - Mettre en place des cadres de gouvernance numérique inclusifs et responsables	450 000,00
141.	Construction du système de câble sous-marin Amilcar Cabral	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	75 000 000,00
142.	Juba - Nairobi Liaison par fibre optique	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	45 000 000,00
143.	Points de contact transfrontaliers en fibre optique sous-marine, installations régionales de type "Smart Hub" et centres de données	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	70 000 000,00
144.	Mise en place de points d'échange Internet régionaux de la CEDEAO	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	300 000,00
145.	Projet transsaharien de fibre optique à haut débit, (Lagos - Kongolam, Katsina) Nigeria - (Zinder) République du Niger (Alger) Algérie	<b>Objectif 2 : OS 2.1</b> - Accélérer la mise en œuvre de projets et de services d'infrastructure intégrés	4 500 000 000,00
<b>SOUS-TOTAL POUR LES TIC</b>			<b>14 371 750 000,00</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURE</b>			<b>372 943 161 572,00</b>

# TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

	Alignement avec le STYIP	Budget en \$US
<b>Domaine de résultats clés : Modernisation de l'agriculture et amélioration de la productivité</b>		
Système national d'information sur la santé des sols	<b>Objectif 1, OS 1.3</b> - Moderniser l'agriculture	37 827 000,00
Programme d'intensification de la mécanisation		1 261 052 000,00
Plate-forme de lutte intégrée contre les ravageurs		189 133 000,00
Numérisation et renforcement des capacités dans le domaine de la vulgarisation agricole		567 399 000,00
Extension de l'infrastructure d'irrigation intelligente		2 270 265 000,00
Programme de sélection des cultures et de ressources génétiques		195 561 000,00
Programme de productivité agricole en Afrique centrale		49 179 000,00
R&D sur les cultures à haut rendement		37 827 000,00
Formation et renforcement des capacités dans le domaine de l'agro-technologie		6 304 000,00
Distribution de semences améliorées		25 218 000,00
Réforme de la politique foncière pour l'agriculture		3 783 000,00
Recherche et pilotage de l'agriculture biologique		56 740 000,00
Normes sanitaires et phytosanitaires		415 431 000,00
Fabrication et utilisation d'engrais		726 692 000,00
Développement de l'irrigation et de la mécanisation		1 755 660 000,00
Cliniques des meilleures pratiques		17 328 000,00
Plaques tournantes de l'agro-industrie		246 402 000,00
Opérationnaliser la politique agricole régionale (SADC)		18 913 000,00
Renforcer les groupements de chaînes de valeur	6 304 000,00	
<b>SOUS-TOTAL SUR LA MODERNISATION DE L'AGRICULTURE</b>		<b>7 887 018 000,00</b>
<b>Domaine de résultats clés : Gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement</b>		
Programmes sur le changement climatique dans les CER	<b>Objectif 1, OS 1.5</b> - Résilience climatique	20 216 500 000,00
Définition du champ d'application du projet et évaluation des besoins	<b>Objectif 1, OS 1.5</b> - Résilience climatique	409 400 000,00
Adopter des voies pour un développement résilient au changement climatique	<b>Objectif 1, OS 1.5</b> - Résilience climatique	6 430 000 000,00
Axe 3 - Renforcer les moyens de mise en œuvre pour un développement résilient au changement climatique	<b>Objectif 1, OS 1.5</b> - Résilience climatique	10 860 000 000,00
Initiatives phares régionales	<b>Objectif 1, OS 1.5</b> - Résilience climatique	3 486 000 000,00
Mesures d'adaptation au changement climatique	<b>Objectif 1, OS 1.5</b> - Résilience climatique	66 900 000,00
Opérationnaliser la stratégie et le plan d'action sur le changement climatique	<b>Objectif 1, OS 1.5</b> - Résilience climatique	2 220 000,00
Mise en œuvre de la stratégie de l'économie verte de la SADC	<b>Objectif 1, OS 1.5</b> - Résilience climatique	9 990 000,00
Renforcer la gestion de l'environnement	<b>Objectif 1, OS 1.5</b> - Résilience climatique	17 700 000,00
Conservation transfrontalière et gestion de la faune	<b>Objectif 1, OS 1.5</b> - Résilience climatique	58 800 000,00
Gestion des forêts et de la pêche	<b>Objectif 1, OS 1.5</b> - Résilience climatique	41 200 000,00
Restauration des terres dégradées	<b>Objectif 1, OS 1.5</b> - Résilience climatique	9 570 000,00
Infrastructure de données météorologiques et climatiques	<b>Objectif 1, OS 1.5</b> - Résilience climatique	41 200 000,00
Modélisation et prévision de la surface terrestre	<b>Objectif 1, OS 1.5</b> - Résilience climatique	11 800 000,00
Recherche opérationnelle sur les impacts climatiques	<b>Objectif 1, OS 1.5</b> - Résilience climatique	5 300 000,00
Système de prévision de la sécheresse	<b>Objectif 1, OS 1.5</b> - Résilience climatique	74 400 000,00
Formation à la modélisation et à la prédiction du NMS	<b>Objectif 1, OS 1.5</b> - Résilience climatique	6 560 000,00

	Alignement avec le STYIP	Budget en \$US
Capacité des utilisateurs en matière d'information sur le climat	Objectif 1, OS 1.5 - Résilience climatique	5 080 000,00
Intégration communautaire des services climatiques	Objectif 1, OS 1.5 - Résilience climatique	100 000,00
Systèmes régionaux de surveillance du climat	Objectif 1, OS 1.5 - Résilience climatique	14 860 000,00
Mise en œuvre de la salle des cartes ENACTS	Objectif 1, OS 1.5 - Résilience climatique	41 200 000,00
Développement de produits climatiques transfrontaliers	Objectif 1, OS 1.5 - Résilience climatique	100 000,00
Accès aux données climatiques régionales	Objectif 1, OS 1.5 - Résilience climatique	100 000,00
Soutien aux capacités de négociation sur le climat	Objectif 1, OS 1.5 - Résilience climatique	11 100 000,00
Capacité de l'inventaire national des GES	Objectif 1, OS 1.5 - Résilience climatique	3 270 000,00
Profil de risque régionaux et nationaux	Objectif 1, OS 1.5 - Résilience climatique	32 700 000,00
Création d'un centre d'opérations en cas de catastrophe	Objectif 1, OS 1.5 - Résilience climatique	37 800 000,00
Renforcement institutionnel de la gestion des risques de catastrophes	Objectif 1, OS 1.5 - Résilience climatique	130 000 000,00
Intégration de la gestion des risques de catastrophes dans les secteurs	Objectif 1, OS 1.5 - Résilience climatique	800 000,00
Gestion des parasites et des maladies transfrontaliers	Objectif 1, OS 1.5 - Résilience climatique	9 300 000,00
Programme de réduction des risques climatiques de la CEDEAO	Objectif 1, OS 1.5 - Résilience climatique	52 500 000,00
Capacité en ressources phytogénétiques - Phase 1	Objectif 1, OS 1.5 - Résilience climatique	3 811 390,00
Capacité en ressources phytogénétiques - Phase 2	Objectif 1, OS 1.5 - Résilience climatique	3 811 390,00
Soutien aux systèmes nationaux d'alerte précoce	Objectif 1, OS 1.5 - Résilience climatique	1 500 000,00
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>42 850 228 000,00</b>
<b>Domaine de résultat clé : Intégration de l'intelligence numérique et artificielle</b>		
Drones et capteurs basés sur l'IA	Objectif 6, OS 6.1 - Transformation numérique	5 671 000,00
Prévisions météorologiques basées sur l'IA	Objectif 6, OS 6.1 - Transformation numérique	10 081 000,00
Applications d'IA pour la détection des maladies	Objectif 6, OS 6.1 - Transformation numérique	10 081 000,00
Plateformes du marché de l'IA	Objectif 6, OS 6.1 - Transformation numérique	13 126 000,00
Formation à l'IA et inclusion	Objectif 6, OS 6.1 - Transformation numérique	8 105 000,00
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>47 064 000,00</b>
<b>Domaine de résultat clé : Intégration de l'intelligence numérique et artificielle</b>		
Sécurité alimentaire - Région du Maghreb	Objectif 3, OS 6.2 - Promouvoir la nutrition	5 673 000,00
Centre d'excellence pour la nutrition de la SADC	Objectif 3, OS 6.2 - Promouvoir la nutrition	6 583 000,00
Programme pour l'élevage et la pêche	Objectif 3, OS 6.2 - Promouvoir la nutrition	7 673 000,00
Renforcement du commerce des produits animaux	Objectif 3, OS 6.2 - Promouvoir la nutrition	18 910 000,00
Accès au marché du bétail (IGAD)	Objectif 3, OS 6.2 - Promouvoir la nutrition	18 910 000,00
Agri/Aqua intelligente et résiliente	Objectif 3, OS 6.2 - Promouvoir la nutrition	10 910 000,00
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>68 659 000,00</b>
<b>Domaine de résultats clés : Gestion post-récolte et intégration du marché</b>		
Des installations de stockage modernes	Objectif 1, OS 1.4 - Intégration des marchés	25 277 000,00
Entrepôts climatisés	Objectif 1, OS 1.4 - Intégration des marchés	60 872 000,00
Systèmes d'inventaire numérique	Objectif 1, OS 1.4 - Intégration des marchés	32 161 000,00
Unités de traitement mobiles	Objectif 1, OS 1.4 - Intégration des marchés	16 172 000,00
Plateformes de marché numérique	Objectif 1, OS 1.4 - Intégration des marchés	5 177 000,00
Logistique agricole transfrontalière	Objectif 1, OS 1.4 - Intégration des marchés	3 534 000,00
Systèmes de traçabilité	Objectif 1, OS 1.4 - Intégration des marchés	1 919 000,00
PPP pour l'accès au marché	Objectif 1, OS 1.4 - Intégration des marchés	1 919 000,00
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>147 031 000,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>51 000 000 000,00</b>

# BONNE GOUVERNANCE, PAIX ET DÉVELOPPEMENT

Nom du projet / programme	Thème du programme	Alignement avec le STYIP	Budget prévisionnel (US\$)
Opérationnalisation de la politique du DRPC/UA - Pilier du développement socio-économique	Reconstruction post-conflit et relance socio-économique	<b>Objectif 11 : OS 9.1</b> - Renforcer les mécanismes de garantie de la paix et de la stabilité sur le continent par la prévention, la gestion et la résolution des conflits et la reconstruction post-conflit	9 300 000,00
Intégration régionale pour la paix, la sécurité et le développement	Intégration régionale de la paix et du développement	<b>Objectif 11 : OS 9.2</b> - Promouvoir l'intégration continentale et régionale en tant que fondement de la paix, de la sécurité et de la prospérité partagée	4 900 000,00
Mécanismes de financement commun pour la programmation de l'interface DPS	Financement de la consolidation de la paix et coordination des donateurs	<b>Objectif 11 : OS 9.3</b> - Mobiliser des mécanismes de financement durables pour soutenir les initiatives en faveur de la paix et de la sécurité	8 800 000,00
Gouvernance, suivi et évaluation de l'interface DPS	Gouvernance et suivi stratégique	<b>Objectif 4 : OS 4.2</b> - Renforcer les institutions et les mécanismes de responsabilisation afin d'obtenir des résultats efficaces en matière de développement	10 000 000,00
<b>TOTAL</b>			<b>33 000 000,00</b>





# NOTES

A series of horizontal dotted lines for taking notes.





